

CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2023

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Piscine l'Espadon - Présentation des nouveaux tarifs de la piscine par Monsieur Stéphane Paulissen

Espadon Zwembad - Presentatie van de nieuwe tarieven van het zwembad door de heer Stéphane Paulissen

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.03.2022

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 20.03.2022

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

Affaires générales - Algemene Zaken

3 Approbation du règlement visant à mettre à l'honneur les clubs sportifs et athlètes etterbeekois

Le Conseil communal,

Considérant que des mises à l'honneur de sportifs etterbeekois sont réalisées chaque année ;

Considérant qu'il n'existe aucun règlement régissant la mise à l'honneur, excepté lors de la cérémonie du mérite sportif qui se tient tous les deux ans ;

Considérant que pour plus de clarté avec les clubs sportifs etterbeekois, les athlètes et le fonctionnement interne de la commune, le service des sports souhaite mettre en place le règlement ci-dessous afin d'officialiser les pratiques actuelles ;

Décide d'approuver les termes du règlement visant à mettre à l'honneur les clubs sportifs et athlètes etterbeekois tel que repris ci-dessous :

Règlement visant à mettre à l'honneur les clubs sportifs et athlètes etterbeekois

Article 1^{er} – Condition d'octroi

§1 La Commune d'Etterbeek est soucieuse de mettre en avant les clubs et athlètes etterbeekois qui performant tout au

long de leur saison. Toutes les disciplines sont prises en compte, tant pour le niveau amateur que professionnel, par des personnes valides ou moins valides, soit individuellement, soit par équipe.

§2 Les autorités communales souhaitent également récompenser les membres du personnel communal, de la Mission Locale et du CPAS qui se sont illustrés dans une discipline sportive.

Article 2 – Trois types de mises à l’honneur

1. Les canaux de communication communaux
2. Le Conseil communal
3. Le Mérite Sportif Etterbeekois et les récompenses sportives

Article 3

1. Les canaux de communication communaux

§1 Les canaux de communication dont la commune dispose sont les suivants :

- le journal communal « La Vie etterbeekoise » ;
- le site web de la commune ;
- la page Facebook de la commune.

§2 Conditions pour pouvoir introduire une demande de publication auprès du service Communication :

- Être un club, une association sportive ou un(e) athlète etterbeekois(e) ayant performé pendant la saison ; ou
- Faire partie du personnel communal, de la Mission Locale ou du CPAS et s’être illustré dans une discipline sportive.

§3 Toute publication sur le site web ou sur la page Facebook est conditionnée à l’espace disponible compte tenu de l’actualité en cours dans la commune.

Toute publication dans le journal communal est, outre l’espace disponible dans le sommaire du journal, subordonnée à la validation préalable de l’échevin en charge des sports.

§4 Les demandes doivent être envoyées au service communication ou sport : communication@etterbeek.brussels ou sport@etterbeek.brussels accompagnées de toutes les informations utiles ainsi que des photos pour illustrer le futur article qui sera ensuite intégré au flux des autres publications sous réserve des exigences en termes d’espace et de validation énoncées plus haut.

Article 4

2. Le Conseil communal

§1 Le Conseil communal récompense les membres du personnel de la commune, de la Mission Locale et du CPAS ayant réalisé un exploit sportif, qu’ils soient etterbeekois ou non.

§2 La mise à l’honneur se réalise en séance et fait l’objet d’une remise de trophée, accompagnée d’un article sur les canaux de communication communaux.

§3 Remise des candidatures par le membre du personnel communal, de la Mission Locale et du CPAS, tout au long de l’année via le service des sports : sport@etterbeek.brussels.

Les candidatures feront l’objet d’un point collège pour approbation par le collège des bourgmestre et échevins.

La candidature devra reprendre les informations suivantes du membre du personnel :

- Nom, prénom, poste au sein de la commune
- Lieu et date de naissance
- Discipline sportive, nom du club et lieu de pratique

- Performance ou mérite du candidat, de l'équipe ou du club
- Désignation du club ou de la personne présentant la candidature

Article 5

3. Le Mérite Sportif Etterbeekois et les récompenses sportives

§1 Le Mérite Sportif Etterbeekois récompense les sportifs domiciliés à Etterbeek et affiliés à une fédération ou une équipe, un club, le membre d'un club ou d'une équipe dont le siège social est établi ou dont les activités principales se déroulent régulièrement sur le territoire d'Etterbeek.

§2 Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un sportif pour les talents, les efforts, les qualités, les performances ou les exploits pendant les saisons passées (2 ans).

§3 « Le Mérite Sportif » et « les Récompenses sportives » comprennent un maximum de 6 catégories :

1. Le Mérite Sportif de la commune d'Etterbeek

C'est la plus haute récompense, toutes catégories confondues. Il est destiné à récompenser les talents, les efforts, les qualités ou exploits d'une personne, d'une équipe ou d'un club durant les saisons passées (2 ans). Toutes les candidatures reçues seront prises en compte pour l'attribution de ce prix.

2. Le Sportif de l'année

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un sportif pour les talents, efforts, qualités, performances ou exploits durant les saisons passées (2 ans).

3. L'équipe de l'année

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur une équipe pour ses talents, qualités, performances ou exploits durant les saisons passées (2 ans).

4. L'espoir de l'année

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un sportif ou une équipe pour ses talents, efforts, qualités, performances ou exploits durant les saisons passées (2 ans).

L'âge maximum du sportif ou des jeunes de l'équipe est de 18 ans.

5. Le club de l'année

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un club pour sa politique de développement de la pratique du sport chez les jeunes durant les saisons passées (2 ans).

6. La reconnaissance sportive

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un dirigeant, journaliste, arbitre, entraîneur ou toute personne bénévole qui a fait preuve tangible de dévouement en faveur du sport durant de nombreuses années, notamment en mettant au premier plan le fair-play et la convivialité, qui sont les fondements mêmes de l'esprit sportif.

§4 Le public et les groupements sportifs seront informés, en même temps, par mail et via les différents canaux de communication communaux du dépôt des candidatures.

§4.1 Pour le public

Remise des candidatures toute l'année.

Le formulaire de candidature sera disponible auprès du service des sports ainsi que sur les différents canaux de communication communaux. Il sera à renvoyer à l'administration communale, soit par la poste à l'attention du service des Sports, avenue des Casernes 31/1 ; soit par courrier électronique à l'adresse sport@etterbeek.brussels.

Le formulaire reprendra les informations suivantes sur le candidat :

- Nom, prénom, adresse postale
- Lieu et date de naissance
- Discipline sportive

- Performance ou mérite du candidat, de l'équipe ou du club
- Désignation du club ou de la personne présentant la candidature

§4.2 Pour les clubs et associations

Remise des candidatures en même temps que le dossier Sport à l'Appel qui permet la reconnaissance d'un club sportif ou d'une association sportive par la commune ainsi que l'obtention de subsides communaux via le service des sports : sport@etterbeek.brussels.

Le formulaire de candidature (identique à celui du public) sera ajouté au dossier pour plus de facilité.

Le dossier Sport à l'Appel est envoyé à tous les clubs connus du service des sports, il est aussi disponible sur le site internet de la commune et fait l'objet d'une publication sur la page Facebook de la commune.

§5 Le Trophée du Mérite Sportif et les Récompenses sportives sont attribués par décision d'un jury composé :

- du membre du Collège ayant le sport dans ses attributions ou de son représentant
- d'un sportif de haut niveau ne faisant pas l'objet d'une candidature ou d'un ancien sportif de haut niveau
- du membre du service des sports

§6 La décision du jury est prise par vote à la majorité des voix et sera communiquée pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

§7 Le trophée du Mérite sportif et le prix de la reconnaissance ne seront attribués qu'une seule fois à la même personne, club, groupement ou école endéans une période de 4 ans.

§8 Le Mérite Sportif consiste en une œuvre d'art, exposée en permanence à l'administration communale d'Etterbeek. Le nom et l'année de l'exploit sportif du lauréat y seront mentionnés. En outre, une récompense sera remise au lauréat. Les récompenses sportives deviennent la propriété des lauréats.

§9 La séance officielle de remise du « Mérite sportif » et des « Récompenses sportives » se tiendra tous les deux ans, lors d'une cérémonie dont le genre et la date seront fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§10 Tout cas non prévu par le présent règlement sera tranché par le Jury, à l'unanimité des voix.

Article 6 - Entrée en vigueur

Le présent règlement remplace toutes les dispositions réglementaires antérieures.

Goedkeuring van het reglement om Etterbeekse sportclubs en atleten te huldigen

De gemeenteraad,

overwegende dat elkaar Etterbeekse sporters worden gehuldigd;

overwegende dat er geen enkel reglement bestaat voor die huldigingen, met uitzondering van de plechtigheid in het kader van de Etterbeekse sportverdiensite, die om de twee jaar plaatsvindt;

overwegende dat de dienst Sport meer duidelijkheid wil geven aan de Etterbeekse sportclubs en atleten en voor de interne werking van de gemeente en daarom het onderstaande reglement wil invoeren om de huidige gebruiken officieel te maken;

BESLIST om de bepalingen van het onderstaande reglement om Etterbeekse sportclubs en atleten te huldigen goed te keuren:

Reglement om Etterbeekse sportclubs en atleten te huldigen

Artikel 1 – Toekenningsvoorwaarden

§1. De gemeente Etterbeek wil de Etterbeekse clubs en atleten die tijdens hun seizoen presteren in de kijker zetten. Alle disciplines komen in aanmerking, zowel op amateur- als op professioneel niveau, door valide en minder valide personen, individueel of in teamverband.

§2. Het gemeentebestuur wil ook leden van het gemeentepersoneel, de Mission locale en het OCMW belonen die zich in een sportdiscipline hebben onderscheiden.

Artikel 2 – Drie soorten hulding

1. De gemeentelijke communicatiekanalen
2. De gemeenteraad
3. De Etterbeekse sportverdienste en sportonderscheidingen

Artikel 3

1. De gemeentelijke communicatiekanalen

§1. De communicatiekanalen waarover de gemeente beschikt zijn de volgende:

- het gemeenteblad “Leven te Etterbeek”
- de website van de gemeente
- de Facebookpagina van de gemeente

§2. Voorwaarden om een aanvraag tot publicatie te kunnen indienen bij de dienst Communicatie:

- Een Etterbeekse club, sportvereniging of atleet zijn die tijdens het seizoen heeft gepresteerd, of
- Deel uitmaken van het personeel van de gemeente, de Mission locale of het OCMW en zich onderscheiden hebben in een sportdiscipline.

§3. Elke publicatie op de website of de Facebookpagina is afhankelijk van de beschikbare ruimte, rekening houdend met de actualiteit in de gemeente.

Elke publicatie in het gemeenteblad is niet enkel afhankelijk van de beschikbare ruimte in de inhoudsopgave van het blad, maar moet ook worden goedgekeurd door de schepenen van Sport.

§4. Aanvragen moeten worden bezorgd aan de dienst Communicatie of Sport (communicatie@etterbeek.brussels of sport@etterbeek.brussels) samen met alle nuttige informatie en foto's ter illustratie van het toekomstige artikel. Dat wordt vervolgens in de stroom van andere publicaties geïntegreerd, rekening houdend met de hierboven vermelde vereisten (ruimte en goedkeuring).

Artikel 4

2. De gemeenteraad

§1. De gemeenteraad belooft personeelsleden van de gemeente, de Mission locale en het OCMW die een sportieve prestatie hebben geleverd, ongeacht zij inwoner zijn van Etterbeek of niet.

§2. De hulding gebeurt tijdens de gemeenteraadszitting. Er wordt een trofee overhandigd en over de hulding wordt een artikel gepubliceerd via de gemeentelijke communicatiekanalen.

§3. Personeelsleden van de gemeente, de Mission locale en het OCMW kunnen het hele jaar door een kandidatuur indienen via de dienst Sport (sport@etterbeek.brussels).

De kandidaturen worden vervolgens ter goedkeuring voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

De kandidaturen moeten de volgende informatie over het personeelslid bevatten:

- Naam, voornaam en functie binnen de gemeente
- Geboorteplaats en geboortedatum
- Sportdiscipline, naam van de club en plaats waar de sport wordt beoefend
- Prestatie of verdienste van de kandidaat, ploeg of club
- Naam van de club of van de persoon die de kandidatuur voordraagt

Artikel 5

3. De Etterbeekse sportverdienste en sportonderscheidingen

§1. De Etterbeekse sportverdienste belooft sporters die in Etterbeek gedomicilieerd zijn en aangesloten zijn bij een federatie of een ploeg, een club, een lid van een club of een ploeg waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is of waarvan de hoofdactiviteiten regelmatig op het grondgebied van Etterbeek plaatsvinden.

§2. Deze onderscheiding is bedoeld om een sporter te huldigen voor talenten, inspanningen, kwaliteiten of prestaties tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar).

§3. De “Sportverdienste” en “Sportonderscheidingen” bestaan uit maximaal 6 categorieën:

1. De Etterbeekse sportverdienste van de gemeente Etterbeek

Dit is de hoogste onderscheiding in alle categorieën. Ze is bedoeld als beloning voor de talenten, inspanningen, kwaliteiten of prestaties van een persoon, een ploeg of een club tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar). Alle ontvangen kandidaturen komen in aanmerking voor deze prijs.

2. Sporter van het jaar

Deze onderscheiding is bedoeld om een sporter te huldigen voor talenten, inspanningen, kwaliteiten of prestaties tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar).

3. Ploeg van het jaar

Deze onderscheiding is bedoeld om een ploeg te huldigen voor talenten, kwaliteiten of prestaties tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar).

4. Belofte van het jaar

Deze onderscheiding is bedoeld om een sporter of een ploeg te huldigen voor talenten, inspanningen, kwaliteiten of prestaties tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar).

De maximumleeftijd van de sporter of de jongeren van de ploeg is 18 jaar.

5. Club van het jaar

Deze onderscheiding is bedoeld om een sportclub te huldigen voor haar jeugdsportbeleid tijdens de voorbije seizoenen (2 jaar).

6. Sportieve erkenning

Deze onderscheiding is bedoeld om een leider, journalist, scheidsrechter, trainer of elke andere vrijwilliger te huldigen die zich gedurende vele jaren voor de sport heeft ingezet, met name door fair play en gezelligheid, die de basis van sportiviteit vormen, voorop te stellen.

§4. Het publiek en de sportgroepen worden tegelijkertijd per e-mail en via de verschillende gemeentelijke communicatiekanalen geïnformeerd over de indiening van de kandidaturen.

§4.1. Voor het publiek

Kandidaturen kunnen het hele jaar door worden ingediend.

Het kandidatuurformulier is verkrijgbaar bij de dienst Sport en via de verschillende gemeentelijke communicatiekanalen. Het moet worden teruggestuurd naar het gemeentebestuur, hetzij per post ter attentie van de dienst Sport, Kazernenlaan 31/1; hetzij via e-mail naar sport@etterbeek.brussels.

Het formulier bevat de volgende informatie over de kandidaat:

- Naam, voornaam, postadres
- Geboorteplaats en geboortedatum
- Sportdiscipline
- Prestatie of verdienste van de kandidaat, ploeg of club
- Naam van de club of van de persoon die de kandidatuur voordraagt

§4.2. Voor clubs en verenigingen

De kandidatuur moet tegelijk met het dossier “Sportoproep” worden ingediend, waarmee een sportclub of -vereniging door de gemeente kan worden erkend en gemeentelijke subsidies kan krijgen via de dienst Sport (sport@etterbeek.brussels).

Het kandidatuurformulier (identiek aan dat voor het publiek) wordt gemakshalve aan het dossier toegevoegd.

Het dossier “Sportoproep” wordt verstuurd naar alle clubs die bij de dienst Sport bekend zijn. Het is ook beschikbaar op de website van de gemeente en wordt gepubliceerd op de Facebookpagina van de gemeente.

§5. De trofee voor “Sportverdienste” en de “Sportonderscheidingen” worden uitgereikt op basis van een beslissing van een jury bestaande uit:

- het lid van het college dat bevoegd is voor sport of zijn vertegenwoordiger
- een topsporter die geen kandidaat is of een voormalig topsporter
- een lid van de dienst Sport

§5. De beslissing van de jury wordt bij meerderheid van stemmen genomen en ter goedkeuring aan het college van burgemeester en schepenen meegedeeld.

§7. De trofee voor “Sportverdienste” en de prijs voor de “Sporterkenning” worden binnen een periode van 4 jaar slechts eenmaal aan dezelfde persoon, club, groep of school toegekend.

§8. De Sportverdienste bestaat uit een kunstwerk dat permanent wordt tentoongesteld in het gemeentebestuur van Etterbeek. De naam en het jaar van de sportieve prestatie van de winnaar worden erop vermeld. Daarnaast wordt een prijs uitgereikt aan de winnaar. De prijzen worden eigendom van de winnaars.

§9. De officiële uitreiking van de “Sportverdiensten” en de “Sportonderscheidingen” vindt om de twee jaar plaats tijdens een ceremonie waarvan de aard en de datum door het college van burgemeester en schepenen worden vastgelegd.

§10. Over elk geval dat niet in dit reglement voorzien is wordt een unanieme beslissing genomen door de jury.

Artikel 6 – Inwerkingtreding

Dit reglement vervangt alle bepalingen uit vorige reglementen.

1 annexe / 1 bijlage

règlement mise à l'honneur FR.pdf

4 **Projet « Egalité à tout âge » - Exposition « L'égalité filles-garçons c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! » - Convention entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commune d'Etterbeek.**

Le Conseil Communal,

Considérant l'adoption par la commune d'Etterbeek de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale le 1^{er} mars 2010 ;

Considérant la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale où dans le 4^{ème} principe le signataire reconnaît que l'élimination des stéréotypes sexués est indispensable pour l'instauration de l'égalité des femmes et des hommes ;

Considérant la mise en place depuis fin 2019 du projet de sensibilisation à l'égalité entre les filles et les garçons dans les écoles « Egalité à tout âge » ;

Considérant la direction de l'école Claire-Joie qui souhaiterait emprunter et installer dans ses locaux l'exposition « L'égalité filles-garçons c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! » du 23 mai au 2 juin 2023 ;

DECIDE d'approuver la convention pour l'emprunt et l'installation au sein de l'école Claire-Joie (du 23 mai au 2 juin 2023) de l'exposition « L'égalité filles-garçons c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! » entre la Commune d'Etterbeek et la Fédération Wallonie – Bruxelles.

CONVENTION DE PRÊT D'EXPOSITION

Exposition « L'égalité filles-garçons c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! »

Entre

La Communauté française- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, représentée par le Directeur général adjoint, Secrétariat général, Direction générale de la Coordination et de l'Appui,

ci-après dénommé « Fédération Wallonie-Bruxelles » Et

Le bénéficiaire, :

COMMUNE D'ETTERBEEK

31/1, avenue des Casernes

1040 Etterbeek

(Représenté par Monsieur Vincent De WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale)

Pour le lieu d'exposition suivant :

ECOLE CLAIRE JOIE

Rue Beckers 129

1040 Etterbeek

Il est convenu ce qui suit :

I. Objet

La Fédération Wallonie-Bruxelles concède, à titre de prêt à usage purement gracieux au bénéficiaire, qui accepte, sous les clauses, charges et conditions de droit et d'usage en pareille matière, le bien suivant :

Une exposition intitulée « L'égalité filles-garçons c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! » dont les éléments constitutifs sont les suivants :

- 12 bâches imprimées extérieures de 800 à 1000 mm.

Sauf stipulation contraire, la présente convention est donc régie par les articles 1875 à 1891 du Code civil.

II. Conditions générales

§1er. Ce prêt à usage est consenti et accepté de bonne foi entre les parties, sous les conditions suivantes, que le bénéficiaire s'engage à respecter :

- le bénéficiaire s'engage à conserver l'exposition dans un état irréprochable ;
- le bénéficiaire s'engage à assurer la gratuité de l'accès à l'exposition ;
- pendant toute la durée du prêt, le bénéficiaire s'engage à entretenir l'exposition, à la maintenir en bon état d'usage, le tout à ses frais et sous sa propre responsabilité ;
- le bénéficiaire s'engage à prendre l'intégralité de l'exposition et à ne l'utiliser que pour un usage strictement conforme à sa destination : sensibilisation, information, communication ;
- le bénéficiaire ne pourra, à titre gracieux ou onéreux, ni céder, ni sous louer l'exposition, ni consentir, ni laisser acquérir de quelconques droits sur ce bien ;
- le bénéficiaire devra permettre à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou à ses représentants de visiter l'exposition ;
- le bénéficiaire s'engage à restituer l'exposition sans délai et en bon état à l'expiration du délai prévu au point III.3. Si le bénéficiaire reste en défaut de restituer l'exposition dans un délai de cinq jours à compter de l'expiration du délai prévu au point III.3, la Fédération Wallonie-Bruxelles aura le

droit de faire reprendre l'exposition sans autre obligation que la constatation par le procès verbal d'huissier de l'identité et de l'état de l'exposition ; tout ceci aux frais du bénéficiaire.

§2. Le bénéficiaire informe la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction de l'Egalité des Chances (Contact : Mme Christelle Tshibungu - tel : 02/413.30.12 – egalite@cfwb.be) de toute forme de publicité et lui adresse un exemplaire de toute publication, étant entendu qu'elle reste à la charge du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître dans toutes ses communications la Fédération Wallonie-Bruxelles – Direction de l'Egalité des chances ainsi qu'à y faire figurer le logo approprié, téléchargeable sur le site www.egalite@cfwb.be à la page <http://www.egalite.cfwb.be/subventions/logo/>.

III. Conditions particulières

1. Transport

La Fédération Wallonie-Bruxelles assure le coût du transport, tant à l'aller qu'au retour.

La bénéficiaire assure la charge ou la décharge des éléments de l'exposition ainsi que leur installation en respectant strictement les conditions de la Fédération wallonie- Bruxelles et les règles d'usage en matière de sécurité.

Le bénéficiaire s'engage à prendre livraison de l'exposition au lieu et heure fixés lors de sa réservation, à savoir le 23 mai 2023.

Le bénéficiaire s'engage à rendre l'intégralité de l'exposition dans son emballage initial.

Il appartient au bénéficiaire de prendre contact avec la Direction de l'Egalité des Chances quant aux modalités de retour de l'exposition. L'acheminement de retour de l'exposition devra se faire au plus tard le dernier jour de la période d'emprunt.

2. Prévention et information

§1er. Le bénéficiaire veille à la surveillance, la direction, l'animation et l'utilisation de l'exposition conformément à la destination de l'exposition.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la mesure de sécurité suivante : lorsque le matériel d'exposition n'est pas sous surveillance, les locaux doivent être impérativement fermés à clef.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les règles de sécurité de son personnel et des visiteurs de l'exposition lors de la charge et décharge des éléments de l'exposition, lors de son installation sur les lieux de l'exposition et durant celle-ci et décharge la Fédération Wallonie-Bruxelles de toute responsabilité en la matière.

§2. Si une destruction totale/partielle ou un vol (en ce compris une perte/disparition) de tout ou partie des éléments de l'exposition est constaté, le bénéficiaire en informe la Direction de l'Egalité des Chances du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et lui communiquent les informations suivantes : le lieu, la date et l'heure du sinistre, sa cause, les circonstances dans lesquelles l'événement s'est produit ainsi que les coordonnées des principaux témoins.

En cas de vol, l'information visée à l'alinéa 1er est donnée immédiatement par le bénéficiaire, le dépôt de la plainte devant intervenir dans les 24h00 de la constatation de ce vol.

S'il y a dégradation de tout ou partie des éléments constitutifs de l'exposition, le bénéficiaire donne l'information visée au premier alinéa au plus tard dans les 24h. Aucune réparation n'est entreprise sans l'accord de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui aura le droit de faire examiner les éléments de l'exposition sur place.

3. Durée du prêt

L'exposition est empruntée pour une durée minimum d'une semaine et maximum de trois semaines.

Les périodes et durées du prêt arrêtées d'un commun accord entre les parties sont les suivantes du 23 mai au 2 juin 2023.

Conformément au dernier alinéa du point 1, le bénéficiaire s'engage à restituer l'exposition au plus tard le dernier jour de la période reprise à l'alinéa 2.

4. Evaluation

Le bénéficiaire s'engage à compléter dans la semaine qui suit la fin du prêt de l'exposition, le formulaire d'évaluation disponible en ligne sur le site internet de la Direction de l'Egalité des Chances : <https://bit.ly/2OzfV5x>.

IV. Litiges

La présente convention est régie par le droit belge. Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Fait à Bruxelles le ,

Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles,
La Directrice,
Le Bourgmestre,
Secrétariat général, Direction de l'Egalité des Chances,
Vincent DE WOLF
Barbara BRUNISSO

Pour le bénéficiaire,
La Secrétaire Communale,
Annick PETIT

Project "Gelijkheid op alle leeftijden" - Tentoonstelling "Gelijkheid tussen meisjes en jongens is goed voor de rechten van kinderen. En respect ook!" - Overeenkomst tussen de Federatie Wallonië-Brussel en de gemeente Etterbeek.

overwegende dat de gemeenteraad op 1 maart 2010 het "Europese charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak" heeft goedgekeurd;

gelet op het Europese charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak waarin de ondertekenaar in het 4e principe erkent dat het wegwerken van seksuele stereotypes absoluut nodig is voor het creëren van gelijkheid van vrouwen en mannen;

gelet op de uitvoering van het bewustmakingsproject rond gelijkheid tussen jongens en meisjes in de scholen "Gelijkheid op elke leeftijd", dat sinds eind 2019 wordt uitgevoerd;

overwegende dat de directie van de school Claire-Joie de tentoonstelling "Gelijkheid tussen meisjes en jongeren is goed voor de rechten van het kind. En respect ook!" zou willen lenen en opstellen in

haar lokalen van 23 mei tot 2 juni 2023;

gelet op de volgende overeenkomst:

BESLIST

om de overeenkomst goed te keuren voor de bruikleen en de installatie in de school Claire-Joie van 23 mei tot 2 juni 2023 van de tentoonstelling “Gelijkheid tussen meisjes en jongeren is goed voor de rechten van het kind. En respect ook!” tussen de gemeente Etterbeek en de Federatie Wallonië-Brussel.

BRUIKLEENOVEREENKOMST VOOR TENTOONSTELLING

Tentoonstelling “Gelijkheid tussen meisjes en jongeren is goed voor de rechten van het kind. En respect ook!”

Tussen

De Franse Gemeenschap - Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel, vertegenwoordigd door de adjunct-directeur-generaal, Algemeen Secretariaat, Algemene Directie voor Coördinatie en Ondersteuning,

hierna “Federatie Wallonië-Brussel” genaamd, en

De begunstigde:

GEMEENTE ETTERBEEK

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

(Vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris)

Voor de volgende tentoonstellingslocatie:

SCHOOL “CLAIRE JOIE”

Beckersstraat 129

1040 Etterbeek

Wordt overeengekomen wat volgt:

I. Voorwerp

De Federatie Wallonië-Brussel verleent, als een zuivere gratis bruikleen aan de begunstigde, die onder de voorwaarden, lasten en voorwaarden van de wet en het gebruik terzake aanvaardt, het volgende goed:

Een tentoonstelling “Gelijkheid tussen meisjes en jongeren is goed voor de rechten van het kind. En respect ook!” die uit de volgende elementen bestaat:

- 12 zeildoeken voor buiten met opdruk van 800 tot 1000 mm.

Behoudens andersluidend verklaring valt deze overeenkomst dus onder de artikelen 1875 tot 1891 van het Burgerlijk Wetboek.

II. Algemene voorwaarden

§1. Deze bruikleen wordt tussen de partijen te goeder trouw verleend en aanvaard onder de volgende voorwaarden, waartoe de begunstigde zich verbindt:

- de begunstigde verbindt zich ertoe de tentoonstelling in een onberispelijke staat te houden;
- de begunstigde verbindt zich ertoe de tentoonstelling gratis toegankelijk te maken;
- de begunstigde verbindt zich ertoe de tentoonstelling voor de duur van de bruikleen op eigen kosten en onder eigen verantwoordelijkheid te onderhouden en in goede staat te houden;
- de begunstigde verbindt zich ertoe de gehele tentoonstelling aan te nemen en alleen te gebruiken voor doeleinden die strikt in overeenstemming zijn met het doel ervan: bewustmaking, informatie, communicatie;
- de begunstigde mag de tentoonstelling niet gratis of tegen betaling overdragen of onderverhuren, noch enig recht daarop verlenen of laten verwerven;
- de begunstigde moet de Federatie Wallonië-Brussel of haar vertegenwoordigers toestaan de tentoonstelling te bezoeken;
- de begunstigde verbindt zich ertoe de tentoonstelling na afloop van de in punt III.3 bedoelde periode onmiddellijk en in goede staat terug te geven. Als de begunstigde de tentoonstelling niet binnen de vijf dagen na het verstrijken van de in punt III.3 bedoelde periode teruggeeft, heeft de Federatie Wallonië-Brussel het recht de tentoonstelling terug te nemen zonder andere verplichting dan de vaststelling door een proces-verbaal van de deurwaarder van de identiteit en van de staat van de tentoonstelling; dit alles op kosten van de begunstigde.

§2. De begunstigde informeert de Federatie Wallonië-Brussel, Directie Gelijke Kansen (contact: mevrouw Christelle Tshibungu - tel: 04/413.30.12 - egalite@cfwb.be) over elke vorm van reclame en bezorgt haar een exemplaar van elke publicatie, met dien verstande dat deze ten laste blijft van de begunstigde.

De begunstigde verbindt zich ertoe in al haar communicatie de Federatie Wallonië-Brussel, Directie Gelijke Kansen te vermelden en haar logo af te beelden, dat beschikbaar is op de website www.egalite.cfwb.be op de pagina <http://www.egalite.cfwb.be/subventions/logo/>.

III. Bijzondere voorwaarden

1. Transport

De Federatie Wallonië-Brussel neemt de transportkosten voor haar rekening, zowel van als naar de tentoonstelling.

De begunstigde zorgt voor het laden of lossen van de elementen van de tentoonstelling en de installatie ervan met strikte inachtneming van de voorwaarden van de Federatie Wallonië-Brussel en de veiligheidsvoorschriften.

De begunstigde verbindt zich ertoe de tentoonstelling in ontvangst te nemen op de plaats en het tijdstip die bij de reservering zijn vastgelegd, namelijk op 23 mei 2023.

De begunstigde verbindt zich ertoe de hele tentoonstelling in haar oorspronkelijke verpakking terug te bezorgen.

Het is aan de begunstigde om contact op te nemen met de Directie Gelijke Kansen over de voorwaarden voor teruggave van de tentoonstelling. De tentoonstelling moet uiterlijk op de laatste dag van de uitleenperiode worden teruggebracht.

2. Preventie en informatie

§1. De begunstigde is verantwoordelijk voor het toezicht, het beheer, de animatie en het gebruik van de tentoonstelling overeenkomstig het doel ervan.

De begunstigde verbindt zich ertoe de volgende veiligheidsmaatregel in acht te nemen: wanneer het tentoonstellingsmateriaal niet onder toezicht staat, moeten de lokalen worden afgesloten.

De begunstigde verbindt zich ertoe de veiligheidsregels voor zijn personeel en de bezoekers van de tentoonstelling tijdens het laden en lossen van de elementen van de tentoonstelling, tijdens de installatie ervan op de tentoonstellingslocatie en tijdens de tentoonstelling na te leven en stelt de Federatie Wallonië-Brussel vrij van elke aansprakelijkheid ter zake.

§2. Indien volledige/gedeeltelijke vernieling of diefstal (met inbegrip van verlies/verdwijning) van alle of een deel van de elementen van de tentoonstelling wordt vastgesteld, brengt de begunstigde de Directie Gelijke Kansen van het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel hiervan op de hoogte en deelt haar de volgende gegevens mee: plaats, datum en uur van de schade, de oorzaak ervan, de omstandigheden waarin het voorval zich heeft voorgedaan alsook de contactgegevens van de voornaamste getuigen.

In geval van diefstal moet de in alinea 1 bedoelde informatie onmiddellijk door de begunstigde worden verstrekt en moet de klacht worden ingediend binnen 24 uur na de ontdekking van de diefstal.

In geval van beschadiging van alle of een deel van de elementen van de tentoonstelling verstrekt de begunstigde de in de eerste alinea bedoelde informatie uiterlijk binnen 24 uur. Geen enkele herstelling wordt uitgevoerd zonder het akkoord van de Federatie Wallonië-Brussel, die het recht heeft de elementen van de tentoonstelling ter plaatse te laten onderzoeken.

3. Duur van de bruikleen

De tentoonstelling wordt geleend voor een periode van minstens een week en maximaal drie weken.

De periode en de duur van de bruikleen worden bepaald in onderling overleg tussen de partijen, met name van 23 mei tot 2 juni 2023.

In overeenstemming met de laatste alinea van punt 1 verbindt de begunstigde zich ertoe de tentoonstelling terug te bezorgen uiterlijk op de laatste dag van de periode uit alinea 2.

4. Evaluatie

De begunstigde verbindt zich ertoe in de week die volgt op het einde van de bruikleen van de tentoonstelling het evaluatieformulier in te vullen dat beschikbaar is op de website van de Directie Gelijke Kansen: <https://bit.ly/2OzfV5x>.

IV. Geschillen

Deze overeenkomst wordt geregeld door het Belgische recht. Alle geschillen met betrekking tot de uitvoering van deze overeenkomst vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen met een afzonderlijk belang zijn zijn, waarbij elke partij erkent haar exemplaar ontvangen te hebben.

Opgemaakt in Brussel op _____,

Voor de Federatie Wallonië-Brussel,
De directrice,
Algemeen Secretariaat, Directie Gelijke Kansen,
Barbara BRUNISSO

Voor de begunstigde,
De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De burgemeester,
Vincent DE WOLF

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

5 Octroi d'écochèques au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance communaux sur base des prestations de l'année 2022.

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 145 de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'article 19quater de l'Arrêté Royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la Loi du 27 juin 1969 révisant l'Arrêté-Loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Considérant la circulaire de la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale de décembre 2022 relative à l'octroi d'écochèques d'une valeur de 200 €, par équivalent temps plein ;

Considérant que le décret prévoit également une subvention exceptionnelle permettant de couvrir le coût des écochèques ainsi que le coût de gestion de l'opération.

Considérant donc que cette opération n'entraînera pas de coût pour l'administration.

Vu le protocole d'accord du comité particulier de négociation, intervenu en sa séance du ;

DECIDE

Article 1er

Le présent règlement s'applique aux membres subventionnés (puéricultrices, infirmières et assistantes sociales, directrices) du personnel des crèches quel que soit le statut, sur base des prestations effectuées durant l'année 2022.

Article 2

§1. Les agents visés à l'article 1er bénéficient d'écochèques pour une valeur maximale de 200 €. Ce montant correspond à une prestation temps plein durant l'entièreté de l'année civile 2022.

§2. Sont assimilés à des prestations, toutes les périodes couvertes par une rémunération ou un salaire garanti. Les congés de maternité, ainsi que les seize jours qui suivent la période de salaire garanti des ouvriers et des employés engagés pour un contrat de moins de trois mois sont également assimilés à des prestations.

§3. Les membres du personnel qui fournissent des prestations à temps partiel bénéficient d'un montant d'écochèques équivalent au montant reçu par ceux qui travaillent à temps plein multiplié par le nombre d'heures effectivement prestées par le travailleur à temps partiel et divisé par le nombre d'heures prestées par un travailleur à temps plein.

Article 3

Les écochèques sont crédités sur le compte écochèques du travailleur en fonction du calcul effectué conformément à l'article 2. Les écochèques électroniques sont censés être octroyés au travailleur au moment où son compte écochèque est crédité.

Article 4

Les données relatives aux écochèques figurent au compte individuel du travailleur.

Article 5

Les écochèques électroniques ont une durée de validité de vingt-quatre mois, à compter du moment où ils sont crédités sur le compte écochèque. Ils ne peuvent être échangés partiellement ou totalement contre des liquidités.

Article 6

Le travailleur reçoit, gratuitement, un support à sa disposition qu'il s'engage à conserver en bon état. Néanmoins, en cas de perte, le coût du support de remplacement sera déduit du salaire net de l'intéressé. Ce coût est équivalent à 5,00 €.

En cas de perte ou de vol de sa carte, le travailleur est tenu d'en informer CARDSTOP (070/344 344) dans les plus brefs délais. Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours du travailleur contre l'employeur ou la société fournisseuse d'écochèques.»

Article 7

Le modèle de convention individuelle annexé à la présente délibération est approuvé.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'ONE, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances, du Personnel et des Achats.

Toekenning van ecocheques aan het personeel van de gemeentelijke kinderopvangcentra op basis van de prestaties in het jaar 2022.

De gemeenteraad,

gelet op artikels 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 19quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

gelet op de omzendbrief van de Federatie Wallonië-Brussel en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van december 2022 betreffende de toekenning van ecocheques ter waarde van 200,00 € per voltijdsequivalent;

overwegende dat het decreet ook een uitzonderlijke subsidie voorziet om de kostprijs van de ecocheques en de kostprijs voor het beheer van de operatie te dekken;

overwegende dat deze operatie dus geen kosten inhoudt voor het bestuur;

gelet op het protocolakkoord van het bijzonder onderhandelingscomité, dat is gesloten in zijn zitting van ;

BESLIST

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing op alle gesubsidieerde personeelsleden (kinderverzorgsters, verpleegkundige, maatschappelijke assistenten, directrices) van de crèches, ongeacht het statuut, op basis van de prestaties die werden uitgevoerd in 2022.

Artikel 2

§1. De werknemers uit artikel 1 krijgen ecocheques ter waarde van maximaal 200 euro. Dat bedrag stemt overeen met een voltijdse prestatie tijdens het volledige kalenderjaar 2022.

§2. Worden gelijkgesteld met prestaties, alle periodes waarin een loon of een gewaarborgd inkomen werd uitgereikt. Zwangerschapsverlof en de zestien dagen na de periode van gewaarborgd inkomen voor arbeiders en bedienden met een overeenkomst van minder dan drie maanden worden ook gelijkgesteld met prestaties.

§3. De personeelsleden die deeltijdse prestaties verrichten ontvangen een bedrag in ecocheques dat evenredig is aan het bedrag dat voltijdse personeelsleden krijgen, vermenigvuldigd met het aantal uren dat de deeltijdse werknemer daadwerkelijk heeft gepresteerd en gedeeld door het aantal uren dat gepresteerd wordt door een voltijdse werknemer.

Artikel 3

De ecocheques worden elke maand overgemaakt op de ecochequerekening van de werknemer op basis van de berekening die wordt gemaakt in overeenstemming met artikel 2. De elektronische ecocheques worden geacht te zijn toegekend op het moment dat de ecochequerekening wordt gecrediteerd.

Artikel 4

De gegevens betreffende de ecocheques staan vermeld op de individuele rekening van de werknemer.

Artikel 5

De elektronische ecocheques hebben een geldigheidsduur van vierentwintig maanden vanaf het moment dat ze worden gecrediteerd op de ecochequerekening. Ze kunnen niet geheel of gedeeltelijk worden ingewisseld voor contanten.

Artikel 6

De werknemer krijgt een gratis drager ter beschikking en verbindt zich ertoe deze in goede staat te bewaren. In geval van verlies wordt de kostprijs van een nieuwe drager afgehouden van de netto-inkomen van de betrokkene. Die kostprijs bedraagt 5,00 euro.

In geval van verlies of diefstal van zijn kaart dient de werknemer dit zo snel mogelijk te melden aan CARDSTOP (070 344 344). Alle transacties die uitgevoerd werden voorafgaand aan de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepelijk. Er bestaat geen mogelijkheid voor de werknemer om hiervoor een beroep in te stellen tegen de werkgever of het ecochequebedrijf.

Artikel 7

Het model van de individuele overeenkomst dat is bijgevoegd bij deze beraadslaging wordt goedgekeurd.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan ONE, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën, Personeel en Aankopen.

1 annexe / 1 bijlage

14.2 221214 circ prime unique enfance CFWB PLBxl signée BL&BC.pdf

6 **Arrêté organique pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire (enseignement non subventionné) - CHAPITRE III : DU RECRUTEMENT - Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 1994 instaurant une charte sociale ayant pour but l'harmonisation du statut administratif et la révision générales des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'une des lignes de force de la charte sociale était de faciliter la mobilité du personnel entre les différentes administrations locales de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier l'article 5 de l'Arrêté Organique pour le personnel : « Dans le cadre de la mobilité des agents, nonobstant le respect des Arrêtés Royaux numérotés 490 et 519 des 31/12/1986 et 31/03/1987, tout transfert de personnel de l'administration communale à l'administration du C.P.A.S. et vice et versa, se fera en concertation entre les deux autorités représentées paritairement. »

Considérant que dans le cadre de nos procédures de recrutement nous constatons qu'il serait judicieux d'élargir cette possibilité de mobilité du personnel entre les différents pouvoirs publics ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier l'arrêté organique pour le personnel et en particulier le CHAPITRE III : DU RECRUTEMENT en y insérant un article 8bis qui fixe les modalités particulières au niveau du recrutement d'un agent ayant obtenu une statutarisation auprès d'un autre pouvoir public ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'insérer un article 8bis au CHAPITRE III : DU RECRUTEMENT de l'arrêté organique pour le personnel

Article 8bis

Le Conseil communal peut ouvrir à la nomination un emploi vacant de quelque grade que ce soit aux

agents nommés en stage ou à titre définitif dans la même fonction au sein d'un autre pouvoir public.

L'agent ainsi recruté sera soumis à un stage conformément aux dispositions reprises aux articles 14 et 15 de l'arrêté organique pour le personnel.

Le recrutement ainsi opéré dans le cadre de la mobilité du personnel entre les différents pouvoirs publics s'effectue dans le respect des dispositions figurant dans les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

**Organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, personeel van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel (niet-gesubsidieerd onderwijs) -
HOOFDSTUK III : OVER DE AANWERVING - Wijzigingen.**

De Gemeenteraad,

gezien de omzendbrief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 1994 houdende invoering van een Sociaal Handvest dat als doel heeft de harmonisatie van het administratief statuut en de herziening van de algemene weddeschalen van het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat één van de krachtlijnen van het sociaal handvest was de mobiliteit van het personeel tussen de verschillende plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te vergemakkelijken;

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Gelet in het bijzonder artikel 5 van het organiek besluit voor het personeel :” In het kader van de mobiliteit van de ambtenaren zal, niettegenstaande de naleving van de Koninklijke Besluiten genummerd 490 en 519 van 31/12/1986 en 31/03/1987, iedere overplaatsing van gemeentelijk administratief personeel naar de administratie van het OCMW en omgekeerd gebeuren in overleg met de twee paritair vertegenwoordigde autoriteiten.”

gelet dat in het kader van onze aanwervingsprocedures wij merken dat het bedachtzaam zou zijn om deze mogelijkheid tot mobiliteit van het personeel uit te breiden tussen de verschillende overheidsinstanties;

overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om het organiek besluit voor het personeel te wijzigen en in het bijzonder HOOFDSTUK III : OVER DE AANWERVING door de invoering van een artikel 8bis die de bijzondere modaliteiten bepaald op niveau van de aanwerving van een ambtenaar benoemd bij een andere overheidsinstantie;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST om een artikel 8bis bij te voegen in het organiek besluit voor het personeel - HOOFDSTUK III: OVER DE AANWERVING.

Artikel 8bis

De Gemeenteraad kan een vacante betrekking van eender welke rang ook openstellen aan ambtenaren in stage benoemd of vast benoemd in dezelfde functie bij een andere overheidsinstantie.

Het aldus aangeworven personeelslid zal worden onderworpen aan een stage volgens de bepalingen hernomen in de artikels 14 en 15 van het organiek besluit voor het personeel.

De aanwerving aldus uitgevoerd in het kader van de mobiliteit van het personeel tussen verschillende overheidsinstanties zal plaatsvinden overeenkomstig met de bepalingen hernomen in de gecoördineerde wetten op het taalgebruik in bestuurszaken.

7 **Arrêté organique pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire (enseignement non subventionné) - ANNEXE II – Classement hiérarchique du personnel - Modification.**

Le Conseil,

Revu sa délibération sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier l'article 5 du CHAPITRE II : DES CADRES stipulant que le personnel est classé hiérarchiquement, d'après les niveaux prévus dans la Charte Sociale du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale, tels que repris au tableau du classement hiérarchique en Annexe II du présent Arrêté Organique du Personnel ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal ;

Considérant que le présent arrêté modifie la dénomination de certains grades et insère certains nouveaux grades ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier l'article 5 de l'arrêté organique du personnel et également le tableau du classement hiérarchique du personnel ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumise à la négociation avec les organisation syndicales représentatives ;

Vu les article 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de modifier l'article 5 de l'arrêté organique du personnel et l'Annexe II – Classement hiérarchique du personnel
comme suit :

ANCIEN TEXTE

Article 5.

Le personnel est classé hiérarchiquement, d'après les niveaux prévus dans la Charte Sociale du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale, tels que repris au tableau du classement hiérarchique en annexe II du présent arrêté.

ANNEXE II - CLASSEMENT HIERARCHIQUE DU PERSONNEL.

Niveau	Code	Administratif	Régie foncière	Technique	Ouvrier et Maîtrise, de charge	De soins, d'assistance, parascolaire - enseignement non subventionné.
E	E1/2/3		Ouvrier(e) auxiliaire		Ouvrier(e) auxiliaire	Ouvrier(e) auxiliaire
	E4	Agent logistique occupant un logement				
D	D1/2/3	Adjoint administratif	Adjoint administratif ----- Ouvrier		Ouvrier ----- Ouvrier chauffeur	Adjoint administratif
	D4	Adjoint administratif chef	Adjoint administratif chef ----- Conducteur	Adjoint technique	Conducteur	
C	C1/2/3	Assistant administratif	Assistant administratif	Assistant technique	Assistant technique	Assistant administratif ----- - Assistant technique (puériculteur(rice))
	C4	Assistant administratif chef	Assistant administratif chef	Assistant technique chef		Assistant technique chef (puériculteur(rice))
B	B1/2/3	Secrétaire administratif	Secrétaire administratif ----- Secrétaire technique	Secrétaire technique		Secrétaire technique (infirmier(ière) gradué(e) / assistant(e) social(e))
	B4	Secrétaire administratif chef		Secrétaire technique chef		Secrétaire technique chef (infirmier(ière) gradué(e) directeur(rice)
A	A1/2/3	Secrétaire d'administrati on	Secrétaire d'administratio n ----- Inspecteur Architecte	Inspecteur ----- Architecte		
	A2			Ingénieur		Médecin

	A4	Conseiller adjoint	Conseiller adjoint ----- - Inspecteur principal Architecte principal	Ingénieur principal		
	A5	Chef de division	Chef de division ----- - Inspecteur en chef Architecte en chef	Ingénieur principal – chef de service		
	A6	Conseiller				Conseiller (inspecteur pédagogique)
	A7	Directeur / juriste				
	A8			Ingénieur en chef – Directeur		
	A10	Receveur communal				
	A11	Secrétaire communal				

N.B : Par niveau, le code 1 doit obligatoirement comporter minimum 10 % des emplois du niveau (code 1+2+3+4), les codes 2, 3 et 4 ne pouvant excéder 90 %, le code 4 étant limité et justifié (encadrement).

NOUVEAU TEXTE

Article 5.

Le personnel est classé hiérarchiquement, d'après les niveaux prévus dans l'Arrêté du gouvernement de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales aux niveaux, rangs et grades du personnel communal, tels que repris au tableau du classement hiérarchique en annexe II du présent arrêté.

ANNEXE II - CLASSEMENT HIERARCHIQUE DU PERSONNEL.

Niveau	Code	Administratif	Régie foncière	Technique	Ouvrier et Maîtrise, de charge	De soins, d parascolair enseignem subvention
E	E1/2/3		Ouvrier(e) auxiliaire		Ouvrier(e) auxiliaire	Ouvrier(e)
	E4	Agent logistique occupant un logement				Concierge

D	D1/2/3	Adjoint administratif	Adjoint administratif	Adjoint technique	Ouvrier	Ouvrier
			----- Ouvrier		Ouvrier chauffeur	
	D4	Adjoint administratif chef	Adjoint administratif chef		Conducteur	
			----- Conducteur			
	D5	Adjoint administratif chef			Conducteur	
C	C1/2/3	Assistant administratif	Assistant administratif	Assistant technique	Assistant technique	Assistant a
						----- puériculteu
	C4	Assistant administratif chef	Assistant administratif chef	Assistant technique chef		puériculteu
	C4	Assistant administratif expert	Assistant administratif expert	Assistant technique expert	Assistant technique expert	
	C5	Assistant administratif chef				
B	B1/2/3	Secrétaire administratif	Secrétaire administratif	Secrétaire technique		Infirmier(i) gradué(e) social(e) Psychopéd.
			----- Secrétaire technique			
	B4	Secrétaire administratif chef		Secrétaire technique chef		Directeur(r)
	B4	Secrétaire administratif expert	Secrétaire administratif expert	Secrétaire technique expert		Expert au r personnel d'encadren psycho-mé
	B5	Secrétaire administratif chef		Secrétaire technique chef		Directeur(r) la crèche A Dupont
A	A1/2/3	Attaché	Attaché	Inspecteur Architecte		
			Inspecteur Architecte			
	A2			Ingénieur		Médecin

	A4	Attaché principal	Attaché principal Inspecteur principal Architecte principal	Inspecteur principal Architecte principal		
	A5	Chef de division	Chef de division	Chef de division		
	A6	Chef de service principal	Chef de service administratif principal Chef de service technique principal	Chef de service principal		Chef de service principal (i pédagogique)
	A7	Directeur(rice)				
	A8			Directeur général		
	A10	Receveur communal				
	A11	Secrétaire communal				

Organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, personeel van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel (niet-gesubsidieerd onderwijs) – BIJLAGE II : Hiërarchische rangschikking van het personeel - Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gelet in het bijzonder het artikel 5 van het HOOFDSTUK II : OVER DE KADERS bepalend dat het personeel wordt hiërarchisch onderverdeeld, volgens de niveaus voorzien door het Sociaal Handvest van het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals deze vermeld worden in de tabel van de hiërarchische classificatie in bijlage II van het Organiek Besluit voor het personeel;

gelet het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel;

overwegende dat het huidig besluit de benaming van sommigen graden wijzigt en ook nieuwe graden invoert;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om artikel 5 van het organiek besluit en de tabel van de hiërarchische rangschikking van het personeel te wijzigen;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

Te wijzigen, zoals vermeld hieronder :

- artikel 5 van het organiek besluit voor het personeel ;
- Bijlage II : Hiërarchische rangschikking van het personeel.

OUDE TEKST

Artikel 5.

Het personeel wordt hiërarchisch onderverdeeld, volgens de niveaus voorzien door het Sociaal Handvest van het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals deze vermeld worden in de tabel van de hiërarchische classificatie in bijlage II van het huidige besluit.

BIJLAGE II - HIERARCHISCHE RANGSCHIKKING VAN HET PERSONEEL						
Niveau	Code	Administratief	Grondbeleid	Technisch	Werklieden- en meesterschapslasten	Verzorgings-, bijstands-, buitenschools (niet-gesubsidieerd onderwijs).
E	E1/2/3		Hulpwerkman / vrouw		Hulpwerkman / vrouw	Hulpwerkman / vrouw
	E4	Logistiek medewerker met dienstwoning				
D	D1/2/3	Administratief adjunct	Administratief adjunct ----- Werkman		Werkman ----- Werkman bestuurder	Administratief adjunct
	D4	Administratief hoofdadjunct	Administratief hoofdadjunct ----- Ploegleider	Technisch adjunct	Ploegleider	
C	C1/2/3	Administratief assistent	Administratief assistent	Technisch assistent	Technisch assistent	Administratief assistent ----- -- Technisch assistent (kinderverzorger(ster))
	C4	Administratief hoofdassistent	Administratief hoofdassistent	Technisch hoofdassistent		Technisch hoofdassistent (kinderverzorger(ster))

B	B1/2/3	Administratief secretaris	Administratief secretaris ----- Technisch secretaris	Technisch secretaris		Technisch secretaris (gegradueerde verpleger(ster) / sociaal(e) assistent(e))
	B4	Administratief hoofdsecretaris		Technisch hoofdsecretaris		Technisch hoofdsecretaris (gegradueerde verpleger(ster) directeur(ice))
A	A1/2/3	Bestuurssecretaris	Bestuurssecretaris ----- Inspecteur Architect	Inspecteur ----- Architect		
	A2			Ingenieur.		Arts
	A4	Adjunct adviseur	Adjunct adviseur ----- - Eerstaanwezende Inspecteur Eerstaanwezende Architect	Eerstaanwezende Ingenieur		
	A5	Afdelingschef	Afdelingschef ----- - Hoofdinspecteur Hoofdarchitect	Eerstaanwezende Ingenieur Diensthoofd		
	A6	Adviseur				Adviseur (pedagogisch inspecteur)
	A7	Directeur / Jurist				
	A8			Hoofdingenieur – Directeur		
	A10	Gemeenteontvanger				
	A11	Gemeentesecretaris				

N.B : Code 1 moet verplicht per niveau minimum 10% van de betrekkingen van het niveau (code 1 + 2 + 3 + 4) bevatten, het aantal codes 2,3 en 4 mag niet hoger liggen dan 90%. Code 4 dient beperkt en gerechtvaardigd te worden (leiding).

NIEUWE TEKST

Artikel 5

Het personeel wordt hiërarchisch onderverdeeld, volgens het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel, zoals deze vermeld worden in de tabel van de hiërarchische classificatie in bijlage II van het huidig besluit.

BIJLAGE II- HIERARCHISCHE RANGSCHIKKING VAN HET PERSONEEL						
Niveau	Code	Administratief	Grondbeleid	Technisch	Werklieden- en meesterschaps, lasten	Verzorgings-, bijstands-, buitenschools (niet-gesubsidieerd onderwijs).
E	E1/2/3		Hulpwerkman / vrouw		Hulpwerkman / vrouw	Hulpwerkman / vrouw
	E4	Logistiek medewerker met dienstwoning				Conciërge
D	D1/2/3	Administratief adjunct	Administratief adjunct ----- Werkman/vrouw	Technisch adjunct	Werkman/vrouw ----- Werkman/vrouw bestuurder	Werkman/vrouw
	D4	Administratief hoofdadjunct	Administratief hoofdadjunct ----- Ploegleider		Ploegleider	
	D5	Administratief hoofdadjunct			Ploegleider	
C	C1/2/3	Administratief assistent	Administratief assistent	Technisch assistent	Technisch assistent	Administratief assistent ----- -- kinderverzorger(ster)
	C4	Administratief hoofdassistent	Administratief hoofdassistent	Technisch hoofdassistent		hoofdkinderverzorger(ster)
	C4	Administratief assistent-deskundige	Administratief assistent-deskundige	Technisch assistent-deskundige	Technisch assistent-deskundige	
	C5	Administratief hoofdassistent				
B	B1/2/3	Administratief secretaris	Administratief secretaris ----- Technisch secretaris	Technisch secretaris		Gegradueerde verpleger(ster) Sociaal(e) assistent(e) Psychopedagoog

	B4	Administratief hoofdsecretari s		Technisch hoofdsecretari s		Directeur(rice)
	B4	Administratief secretaris- deskundige	Administratief secretaris- deskundige	Technisch secretaris- deskundige		Deskundige op niveau van het psycho-medisch- sociaal begeleidend personeel
	B5	Administratief hoofdsecretari s		Technisch hoofdsecretari s		Hoofddirecteur(rice) bij het kinderdagverblijf Aimé Dupont
A	A1/2/3	Attaché	Attaché Inspecteur Architect	Inspecteur Architect		
	A2			Ingenieur.		Arts
	A4	Eerstaanweze nd attaché	Eerstaanwezen d attaché Eerstaanwezen d Inspecteur Eerstaanwezen d Architect	Eerstaanweze nd Inspecteur Eerstaanweze nd Architect		
	A5	Afdelingschef	Afdelingschef	Afdelingschef		
	A6	Eerstaanweze nd diensthoofd	Eerstaanwezen d administratief diensthoofd Eerstaanwezen d technisch diensthoofd	Eerstaanweze nd diensthoofd		Eerstaanwezend diensthoofd (pedagogisch inspecteur)
	A7	Directeur(rice)				
	A8			Directeur- generaal		
	A10	Gemeente- ontvanger				
	A11	Gemeente- secretaris				

Service de prévention - Preventiedienst

8 Approbation de l'adhésion de la commune d'Etterbeek à la Charte nationale "Villes et Communes Médiation".

Le Conseil communal,

Considérant les missions du service Prévention de la commune d'Etterbeek, et plus particulièrement de son service de Médiation de proximité .

Considérant qu'il convient de promouvoir les missions dudit service sur le territoire communal et de sensibiliser les habitants au rôle et pratiques de la médiation en tant que mode de gestion de conflits et de travail sur les liens interpersonnels;

Considérant la lettre du 17 octobre 2022 du Ministère de l'intérieur adressée à l'ensemble des Bourgmestres en Belgique invitant à la signature de la "Charte Ville et Communes Médiation", dans le cadre du projet de promotion des services publics de médiation locaux, initié en 2020 par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS) ;

Considérant que cette charte a été élaborée grâce à l'implication de services de médiation de conflits, de médiation SAC et de médiation scolaire, notamment au travers du réseau dont fait partie le service de médiation de proximité d'Etterbeek ;

Considérant que cette charte a déjà été approuvée le 28 septembre par 2022 Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, Catherine Moureaux, Présidente de l'ASBL BEFUS et Michèle Guillaume-Hofnung, Professeure des facultés de droit, Directrice de l'Institut de médiation IMGH et autrice de la définition européenne de la médiation ;

Considérant que la Charte nationale promeut les objectifs suivants :

- définir ce que vise le terme « médiation » ;
- soutenir le travail des médiateurs œuvrant au niveau local ;
- mettre l'accent sur le cadre déontologique des médiateurs ;
- sensibiliser le citoyen à l'existence de la médiation ;
- encourager le développement d'une culture de la médiation.

DECIDE d'approuver l'adhésion de la commune d'Etterbeek à la Charte nationale "Villes et Communes Médiation" ci-dessous :

Charte “Villes et communes médiation ” Par la signature de la charte “Villes et communes médiation ”,

1. Nous, autorités locales, encourageons, dans nos politiques de prévention et/ou de cohésion sociale, une démarche de médiation définie comme « un processus volontaire d'établissement ou de rétablissement de lien social, de prévention ou de règlement des différends. Ce processus s'effectue au travers d'une communication éthique durant laquelle les personnes s'efforcent de renouer le dialogue pour trouver une solution à leur situation. Au cours de ce processus, un médiateur, tiers indépendant, les accompagne de façon impartiale, et sans influencer les résultats tout en garantissant le respect des intérêts de chacun des participants et la confidentialité des échanges. » (Michèle Guillaume-Hofnung, 2011, Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales du Conseil de l'Europe) La médiation est ainsi un processus de prévention et de gestion de conflit (familial, social, locatif, conflit de voisinage, de quartier, dans le milieu scolaire, avec les institutions locales, etc.) visant à créer ou retisser du lien social.
2. Nous nous engageons à favoriser l'existence d'un service (para)public de médiation, à pérenniser les services en place dans notre commune, à soutenir les infrastructures (accessibilité, visibilité, ...) et les besoins en formation, supervision, intervision, nécessaires à la pratique du métier.
3. Nous sommes respectueux du cadre déontologique indispensable au travail du médiateur (indépendance, neutralité, multipartialité, confidentialité, démarche volontaire et autonomie des personnes) et faisons confiance au processus méthodologique dont le médiateur, dûment formé, est le garant. Le médiateur privilégie ainsi l'écoute et le dialogue, en facilitant une meilleure compréhension

des situations et des points de vue respectifs. Il contribue à faire émerger des perspectives nouvelles et adaptées aux besoins de chacun. Le service public de médiation est ouvert à tous.

4. Afin de faciliter l'accès à la médiation, nous assurons une information de qualité sur l'existence d'un service public de médiation au sein de notre commune. Nous mobilisons tous les acteurs du champ social au sein de la commune (habitants, services communaux, police, écoles, associations, CPAS...) pour soutenir le service public de médiation dans ses actions de sensibilisation. Nous encourageons différentes formes de dialogue notamment en orientant vers les services de médiation.

5. Nous nous engageons à diffuser la culture de la médiation et à promouvoir la médiation comme processus œuvrant à la paix sociale. Nous sommes prêts à nous inscrire dans ce projet fédérateur, avec une démarche inclusive et l'ambition d'une dynamique plus large de réseau national, voire international de la médiation.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Goedkeuring voor de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het nationaal charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling"

De gemeenteraad,

gelet op de opdrachten van de dienst Preventie van de gemeente Etterbeek en in het bijzonder van de dienst Wijkbemiddeling;

overwegende dat het aangewezen is om de opdrachten van die dienst op het grondgebied van de gemeente te promoten en de inwoners bewust te maken van de rol en de werking van bemiddeling om conflicten te beheren en aan persoonlijke banden te bouwen;

gelet op de brief van 17 oktober 2022 van het ministerie van Binnenlandse Zaken aan alle burgemeesters van België waarin zij worden uitgenodigd om het charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling" te ondertekenen, in het kader van het project Voorstelling bemiddeling door lokale overheden, dat werd opgestart in 2020 door de FOD Binnenlandse Zaken, de POD Maatschappelijke Integratie en de vzw Belgian Forum for Urban Security (BeFUS);

overwegende dat dit charter werd opgesteld dankzij de medewerking van de diensten conflictbemiddeling, bemiddeling GAS en schoolbemiddeling, met name via het netwerk waarvan de dienst Wijkbemiddeling van Etterbeek deel van uitmaakt;

overwegende dat dit charter op 28 september 2022 al werd goedgekeurd door minister van Binnenlandse Zaken Astrid Verlinden, voorzitter van de vzw BeFUS Catherine Moureau en Michèle Guillaume-Hofnung, professor van de faculteit rechten, directrice van het Institut de médiation IMGH en maakster van de Europese definitie van bemiddeling;

overwegende dat het nationaal charter de volgende doelstellingen promoot:

- definiëren wat onder de term "bemiddeling" wordt verstaan;
- het werk van de bemiddelaars die op lokaal niveau werken ondersteunen;
- het ethische kader van bemiddelaars benadrukken;
- de burger bewustmaken van het bestaan van bemiddeling;
- de ontwikkeling van een bemiddelingscultuur aanmoedigen.

BESLIST om goedkeuring te geven voor de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij het nationaal charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling" in bijlage:

Charter "Steden en gemeenten voor bemiddeling" Door de ondertekening van het charter "

Steden en gemeenten voor bemiddeling ”,

1. Moedigen wij, de lokale overheden, in ons beleid op het vlak van preventie en/of sociale cohesie een stap naar bemiddeling aan die gedefinieerd wordt als "een vrijwillig proces waardoor sociale relaties opgebouwd of hersteld worden, en waardoor geschillen voorkomen of opgelost worden. Dit proces wordt geleid aan de hand van “ethische” communicatieregels waarbij de deelnemers zich inspannen om de dialoog terug op gang te brengen en om een oplossing te vinden voor hun situatie. Dit proces wordt begeleid door een bemiddelaar, een onafhankelijke derde, die dit doet op een onpartijdige manier, zonder de resultaten te beïnvloeden, terwijl hij wel de belangen van elke partij bewaakt en de vertrouwelijkheid van de uitwisseling waarborgt." (Michèle Guillaume-Hofnung, 2011, Conference of International Nongovernmental Organizations of the Council of Europe). De bemiddeling is aldus een proces voor het voorkomen en beheersen van conflicten (familiale conflicten, sociale conflicten, huurconflicten, burencconflicten, wijkconflicten, conflicten in schoolomgeving, conflicten met lokale instellingen, enz.) met het oog op het creëren of herstellen van de sociale banden.
2. Verbinden wij ons ertoe om het bestaan van een (para)publieke bemiddelingsdienst aan te moedigen, de toekomst van de bestaande diensten in onze gemeente te verzekeren, de infrastructuur (toegankelijkheid, zichtbaarheid, ...) en de opleidingsbehoeften (supervisie, intervisie die nodig zijn voor het uitoefenen van het beroep, te ondersteunen.
3. Eerbiedigen wij het deontologisch kader dat absoluut noodzakelijk is voor het werk van de bemiddelaar (onafhankelijkheid, neutraliteit, meerzijdige partijdigheid, vertrouwelijkheid, vrijwilligheid en autonomie van personen) en hebben wij vertrouwen in het methodologisch proces dat de behoorlijk opgeleide bemiddelaar ten uitvoer legt. De bemiddelaar geeft aldus de voorkeur aan luisterbereidheid en dialoog, waardoor situaties en respectievelijke standpunten gemakkelijker worden begrepen. Hij draagt bij tot bieden van nieuwe perspectieven die aangepast zijn aan de noden van elkeen. De openbare bemiddelingsdienst staat open voor iedereen.
4. Om de bemiddeling te vergemakkelijken, verstrekken wij kwaliteitsvolle informatie over het bestaan van een openbare bemiddelingsdienst binnen onze gemeente. We moedigen alle actoren op sociaal gebied aan om binnen de gemeente (bewoners, gemeentediensten, politie, scholen, verenigingen, OCMW...) de openbare bemiddelingsdienst te ondersteunen bij zijn sensibiliseringsacties. Wij moedigen verschillende vormen van dialoog aan, waaronder doorverwijzing naar bemiddelingsdiensten.
5. Verbinden wij ons ertoe om de bemiddelingscultuur te verspreiden en bemiddeling te promoten als een proces dat ijvert voor sociale vrede. Wij zijn bereid ons aan te sluiten bij dit overkoepelend project, met een inclusieve aanpak en met als doel een bredere dynamiek van een nationaal, of bij uitbreiding een internationaal netwerk voor bemiddeling.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

9 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés

publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 06/03/2023.

Objet : Fourniture d'une imprimante et cartouches d'encre pour l'atelier (site décentralisé) - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 578,51 € (HTVA) – 700,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

Date : 13/03/2023.

Objet : Immeubles gérés par le service de la Régie Foncière – Traitement contre les nuisibles 2023/2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 350,00 € (HTVA) – 423,50 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 06/03/2023 et 13/03/2023 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 06/03/2023.

Onderwerp: Levering van een printer en inktpatronen voor de werkplaats (gedecentraliseerde site) - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 578,51 € (EXCL. BTW) – 700,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 13/03/2023.

Onderwerp: Gebouwen beheerd door de dienst Regie van Grondbeleid - Ongediertebestrijding 2023/2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 350,00 € (EXCL. BTW) – 423,50 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/03/2023 en 13/03/2023 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

10 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **13/03/2023** ;

Objet : Contrat de Quartier Durable « Chasse/Gray » - Centre d'accueil de jour pour personnes âgées (CJPA) - Avenue d'Auderghem 233 - Travaux d'aménagement - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 45.860,00 € (HTVA) – 55.490,60 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 242.01 du budget extraordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13/03/2023 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van

Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **13/03/2023** werd genomen:

Onderwerp: Duurzaam wijkcontract "Jacht/Gray" – Centra voor dagopvang van ouderen (CVDO) - Oudergemlaan 233 - Inrichtingswerken - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 45.860,00 € (EXCL. BTW) – 55.490,60 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 242.01 van de buitengewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13/03/2023 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

11 Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **06/03/2023** ;

Objet : Désignation d'un bureau d'étude dans la cadre d'un appel d'offre à projet FEDER - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 32.000,00 € (HTVA) – 38.720,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06/03/2023 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling

ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **06/03/2023** werd genomen:

Onderwerp: Aanwijzing van een studie bureau in het kader van een oproep tot het indienen van een EFRO-project - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 32.000,00 € (EXCL. BTW) – 38.720,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/03/2023 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

12 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **20/03/2023** ;

Objet : Immeuble 225 avenue d'Auderghem – Travaux à l'installation électrique - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.500,00 € (HTVA) – 1.590,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 20/03/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **20/03/2023** werd genomen:

Onderwerp: Gebouw gelegen 225 Oudergemlaan - Werken aan de elektrische installatie - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.500,00 € (EXCL. BTW) – 1.590,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20/03/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

Finances - Financiën

13 CPAS – Budget 2023

Le conseil communal,

Attendu que le Conseil du Centre Public d'Action Sociale a arrêté le budget 2023 le 24 avril 2023, suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale ;

Attendu qu'en vertu de l'article 94 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale, les règles susmentionnées restent d'application ;

Vu l'Arrêté du 26 octobre 1995 du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Aide Sociale de la Région de Bruxelles-

Capitale ;

Attendu que le C.P.A.S. fixe l'intervention communale à € 15.935,00 pour couvrir le déficit global du budget 2023 ;

Attendu que ce montant correspond avec l'inscription d'un crédit à l'article 831/435-01/ -01 « C.P.A.S. – Subside » du budget communal ;

APPROUVE le budget général pour l'exercice 2023 du CPAS.

OCMW – Begroting 2023

De gemeenteraad,

overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begroting over 2023 op 24 april 2023 heeft vastgesteld volgens de richtlijnen van artikel 88 – paragraaf 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

overwegende dat krachtens artikel 94 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn voornoemde regels van toepassing blijven;

gelet op het Besluit van 26 oktober 1995 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat het OCMW de gemeentelijke tussenkomst vastlegt op € 15.935.000,00 om het globaal tekort van haar begroting over 2019 te dekken;

overwegende dat dit bedrag overeenstemt met het krediet ingeschreven op artikel 831/435-01/ -01 "O.C.M.W. – Subsidie" van de gemeentelijke begroting;

KEURT de algemene begroting over het dienstjaar 2023 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn GOED.

2 annexes / 2 bijlagen

Budget 2023_V3.pdf, Note B.doc

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

14 Convention entre la commune d'Etterbeek et la "Maison de quartier Chambéry" relative à la mise en œuvre du Plan d'action 2023.

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2023 a été approuvé par le collège du 16 janvier 2023;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry relative au plan d'action 2023 à été approuvée par le Conseil communal en date du 21 février 2022;

Considérant que la Maison de quartier Chambéry et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en œuvre du Plan d'action 2022;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry.

Convention dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle néerlandophone 2023

Entre

L'asbl Buurtwerk Chambéry, située rue Chambéry 24-26, à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « l'asbl Chambéry ».

Représentée par :

Monsieur Edwin Vanhollebeke, coordinateur,

Madame Olivia Vanmechelen, présidente du conseil d'administration

Et

L'administration communale d'Etterbeek, située 31/1, avenue des Casernes à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « la commune ».

Représentée par :

Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones

Madame Annick Petit, secrétaire communale

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle locale néerlandophone, établi selon le décret relatif à la politique culturelle locale, a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 7/12/2022. Ce plan définit les différents objectifs que la commune souhaite réaliser, en collaboration avec ses partenaires, dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par ces différents partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle locale néerlandophone est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2023 a été approuvé par le collège des bourgmestre et échevins le 16/01/23 suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 07/12/2022.

Partenaire associé à la convention

Chambéry est un partenaire important de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek. À ce titre, la commune fait appel à l'asbl pour effectuer des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action et de la note d'orientation politique de la commune. L'asbl Chambéry est reconnue par la VGC en tant que « lokaal dienstencentrum » (centre de services local), projet de promotion de travail Chato, et WMKJ (initiatives en faveur de jeunes issus de milieux fragilisés). Pour le rôle important qu'elle remplit au sein de la communauté, l'asbl Chambéry reçoit un subside communal annuel d'un montant de 12.500,00 euros. Ce montant est versé sur le compte bancaire

Article 1

L'asbl Chambéry s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle locale néerlandophone. Chambéry participera également à

d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et du projet « Brede School Domino » et de la note d'orientation politique de la commune. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels que formulés dans le Plan de politique culturelle locale néerlandophone.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, l'asbl Chambéry peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

1. logistique du service des Affaires néerlandophones
2. financier. La commune soutient l'asbl Chambéry dans la réalisation des actions repris dans le plan d'action 2023 et repris ci-dessous pour un montant total de maximum 24.000,00 euros. Un montant est fixé par action.

Culturele en muzikale ontmoeting	€ 1.250,00
Monitorenwerking (WMKJ)	€ 4.500,00
Ouderparticipatie	€ 2.000,00
Solidariteit op de planken	€ 5.000,00
Taalstimuleringsactiviteiten (WMKJ)	€ 1.1250,00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, l'asbl Chambéry fournira des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et pendant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée lorsque c'est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par l'asbl Chambéry, celle-ci fournit à la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet (recettes et dépenses). Dans tous les cas, un détail des dépenses (prévues) dans le cadre des projets en cours doit être introduit auprès du service des Affaires néerlandophones au plus tard pour le 01/12/2023. Lors de l'évaluation, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée et dans la mesure où les dispositions de la présente convention sont respectées. Les frais de personnel et les dépenses pour l'achat d'infrastructures à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux. Le paiement de chaque projet est versé sur le compte bancaire

Article 6

Le logo de la commune et la mention « met de steun van Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Chambéry s'engage à être porteur de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek et à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle locale néerlandophone, à savoir le Conseil consultatif de la culture néerlandophone (« Cultuurraad »), « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, l'asbl peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le sa validité couvre l'année 2023.

Pour la commune d'Etterbeek
Annick PETIT
Secrétaire communale
Frank VAN BOCKSTAL
Échevin des Affaires néerlandophones

Pour l'ASBL Buurtwerk Chambéry
Olivia VAN MECHELEN
Présidente
Edwin VANHOLLEBEKE
Coordinateur

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2023

De gemeenteraad,

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat een nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2019;

Overwegende dat het Actieplan 2023 werd goedgekeurd op het college van 16 januari 2023;

Overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Wijkhuis Chambéry met betrekking tot het actieplan 2022 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 21 februari 2022;

Gezien het "Wijkhuis Chambéry" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

Overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2023 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen.

BESLIST onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" goed te keuren:

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2023

Tussen

Buurtwerk Chambéry vzw, Chambérystraat 24-26, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als Chambéry.

Vertegenwoordigd door:

Meneer Edwin Vanhollebeke, coördinator

Mevrouw Olivia Vanmechelen, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernelaan 31/1, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 7/12/2022. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze

verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2023 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 16/01/23 na een positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 07/12/2022.

Partner van de overeenkomst

Chambéry is een belangrijke partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt Chambéry dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid en de gemeentelijke oriëntatienota. Chambéry wordt door de VGC erkend als lokaal dienstencentrum, werkbevorderingsproject Chato en als WMKJ. Voor deze bijzondere meerwaarde in de gemeenschap ontvangt Chambéry jaarlijks een subsidie van €12.500 van de gemeente. Dit bedrag wordt overgemaakt op bankrekeningnummer:.....

Artikel 1

Chambéry verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. Chambéry schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino en de gemeentelijke oriëntatienota. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan Chambéry beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt de projecten van Chambéry voor de uitvoering van de acties zoals opgenomen in het actieplan 2023 hieronder vermeld voor een maximaal gebudgetteerd bedrag van 24.000 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

Culturele en muzikale ontmoeting	€1250.00
Monitorenwerking (WMKJ)	€4500.00
Ouderparticipatie	€2000.00
Solidariteit op de planken	€5000.00
Taalstimuleringsactiviteiten (WMKJ)	€11250.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt Chambéry de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt Chambéry aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2023 een detail van de (voorzien) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente. De uitbetaling van elk project wordt overgemaakt op volgend rekeningnummer:.....

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

Chambéry engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd open is geldig voor het jaar 2023.

Voor de gemeente Etterbeek
Annick PETIT
Gemeentesecretaris
Frank VAN BOCKSTAL
Schepen voor Nederlandstalige Aangelegenheden

Voor Buurtwerk Chambéry
Olivia VAN MECHELEN
Voorzitter
Edwin VANHOLLEBEKE
Coördinator

15 **Convention entre la commune d'Etterbeek et le "Gemeenschapscentrum de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du Plan d'action 2023.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2023 a été approuvé par le collège du 16 janvier 2023;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2022 a été approuvée au conseil communal du 21 avril 2022;

Considérant que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2023;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Convention dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle néerlandophone 2023

Entre
GC De Maalbeek, rue Général Leman 118, 1040 Etterbeek
Représenté par :
Madame Katrien Van Ryssen, responsable du centre
Madame Linda Hebberecht, présidente du conseil d'administration

Et

L'administration communale d'Etterbeek, située 31/1, avenue des Casernes à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « la commune ».

Représentée par :

Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones

Madame Annick Petit, secrétaire communale

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle locale néerlandophone, établi selon le décret relatif à la politique culturelle locale, a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 7/12/2022. Ce plan définit les différents objectifs que la commune souhaite réaliser, en collaboration avec ses partenaires, dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par ces différents partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle locale néerlandophone est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2023 a été approuvé par le collège des bourgmestre et échevins le 16/01/2023 suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 07/12/2022.

Partenaire associé à la convention

GC De Maalbeek est un partenaire structurel de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek. À ce titre, la commune fait appel au GC De Maalbeek pour effectuer des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action et de la note d'orientation politique de la commune. Le GC De Maalbeek est un centre communautaire qui dépend de la VGC. Pour la mise en œuvre de sa mission générale de soutien à la communauté néerlandophone, GC De Maalbeek reçoit chaque année un subside communal d'un montant de 5.000,00 euros. Ce montant est versé sur le compte bancaire

Article 1

GC De Maalbeek s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle locale néerlandophone. GC De Maalbeek participera également à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et du projet « Brede School Domino » et de la note d'orientation politique de la commune. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels que formulés dans le Plan de politique culturelle locale néerlandophone.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, GC De Maalbeek peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

1. logistique du service des Affaires néerlandophones
2. financier. La commune soutient GC De Maalbeek dans la réalisation des actions repris dans le plan d'action 2023 et repris ci-dessous pour un montant total de maximum 20.000,00 euros. Un montant est fixé par action.

Conversatietafels Nederlands	€ 2.000,00
Cuisinema	€ 1.500,00
ECO- logisch	€ 2.000,00
Kinderfeest	€ 2.000,00
Kunst in co-creatie	€ 4.000,00
Play- café	€ 1.500,00
Prikkelparcour	€ 500,00
Speelstraat Van Meyel	€ 1.500,00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, GC De Maalbeek fournira des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et pendant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée lorsque c'est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par GC De Maalbeek, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet (recettes et dépenses). Dans tous les cas, un détail des dépenses (prévues) dans le cadre des projets en cours doit être introduit auprès du service des Affaires néerlandophones au plus tard pour le 01/12/2023. Lors de l'évaluation, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée et dans la mesure où les dispositions de la présente convention sont respectées. Les frais de personnel et les dépenses pour l'achat d'infrastructures à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux. Le paiement de chaque projet est versé sur le compte bancaire

Article 6

Le logo de la commune et la mention « met de steun van Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

GC De Maalbeek s'engage à être porteur de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek et à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle locale néerlandophone, à savoir le Conseil consultatif de la culture néerlandophone (« Cultuurraad »), « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, GC De Maalbeek peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le sa validité couvre l'année 2023.

Pour la commune d'Etterbeek
Maalbeek
Annick PETIT
Secrétaire communale
Frank VAN BOCKSTAL
Échevin des Affaires néerlandophones

Pour Gemeenschapscentrum De
Linda HEBBERECHT
Présidente
Katrien VAN RYSSSEN
Responsable du centre

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Gemeenschapscentrum de Maalbeek" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het actieplan 2023.

De gemeenteraad,

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat het nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode van 2020-2025 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2019;

Overwegende dat het Actieplan 2023 werd goedgekeurd op het college van 16 januari 2023;

Overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" met betrekking tot het actieplan 2022 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 21 april 2022;

Gezien het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" deel uitmaakt van het netwerk lokaal cultuurbeleid en een aantal projecten in samenwerking uitvoert;

Overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken en evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2023 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen;

BESLIST onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" goed te keuren.

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2023

Tussen

GC de Maalbeek, Generaal Lemanstraat 118, 1040 Etterbeek.

Vertegenwoordigd door:

Mevrouw Katrien Van Ryssen, centrumverantwoordelijke

Mevrouw Linda Hebberecht, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernelaan 31/1, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 7/12/2022. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2023 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 16/01/2023 na een positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 07/12/2022.

Partner van de overeenkomst

GC de Maalbeek is een belangrijke structurele partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt GC de Maalbeek dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid en de gemeentelijke oriëntatienota. GC de Maalbeek is een gemeenschapscentrum dat ressorteert onder de werking van de VGC. Voor hun algemene gemeenschapsondersteunende opdracht ontvangt GC de Maalbeek jaarlijks een subsidie van €5000

van de gemeente. Dit bedrag wordt overgemaakt op bankrekeningnummer:
.....

Artikel 1

GC de Maalbeek verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. GC De Maalbeek schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino en de gemeentelijke oriëntatienota. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan GC de Maalbeek beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt de projecten van GC de Maalbeek voor de uitvoering van de acties zoals opgenomen in het Actieplan 2023. hieronder vermeld voor een maximaal gebudgetteerd bedrag van 20.000 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

Conversatietafels Nederlands	€2000.00
Cuisinema	€1500.00
ECO- logisch	€2000.00
Kinderfeest	€2000.00
Kunst in co-creatie	€4000.00
Play- café	€1500.00
Prikkelparcour	€500.00
Speelstraat Van Meyel	€1500.00
Zomersproetjes	€5000.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt GC de Maalbeek de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt GC de Maalbeek aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2023 een detail van de (voorziene) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze conventie. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente. De uitbetaling van elk project wordt overgemaakt op volgend rekeningnummer:

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

GC de Maalbeek engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig

te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd open is geldig voor het jaar 2023.

Voor de gemeente Etterbeek
Maalbeek
Annick PETIT
Gemeentesecretaris
Frank VAN BOCKSTAL
Schepen voor Nederlandstalige aangelegenheden

Voor Gemeenschapscentrum De
Linda HEBBERECHT
Voorzitter
Katrien VAN RYSSSEN
Centrumverantwoordelijke

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

16 Changement de propriétaire et de convention pour le "Luna Park" - Foire 2023 - Porte de Tervuren

Le Conseil Communal :

Considérant l'organisation et le déroulement de la foire de printemps, du 19 avril au 7 mai 2023, sur l'esplanade, située Porte de Tervuren, devant le Parc du Cinquantenaire ;

Considérant que Monsieur Kevin Bille, propriétaire précédent du "luna park", a cédé, fin février 2023, la propriété du "Luna Park", à Monsieur Philippe Claus (cf. copie de la lettre ci-annexée) ;

Considérant que Monsieur Kevin Bille avait envoyé une lettre recommandée à l'Administration Communale, le 6 mars 2023, pour avertir le service des foires, marchés et brocantes de ce changement, mais que ce dernier n'a, malheureusement, aucune trace de ce courrier ;

Considérant que Monsieur Kevin Bille nous a transmis, par courriel, et en date du 23 mars 2023, une copie de la lettre recommandée ;

Considérant que Monsieur Philippe Claus devrait recevoir la convention, avant le début de la foire, pour pouvoir prendre connaissance des conditions reprises en son sein, et s'engager à respecter celles-ci ;

DECIDE d'approuver, dans le cadre de l'organisation de la foire de la Porte de Tervuren, prévue du 19 avril au 7 mai 2023 :

1. le changement de titulaire d'un emplacement pour le luna-park: Mr Kevin Bille ayant cédé cette installation, fin février 2023, à Monsieur Philippe Claus ;
2. l'établissement et la signature d'une convention relative à la location de l'emplacement du luna park, entre l'Administration Communale d'Etterbeek et Monsieur Philippe Claus, avant le déroulement de la foire prévue.

En cours de traduction

4 annexes / 4 bijlagen

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

17 Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale

Le Conseil communal,

Considérant que l'article 48 du Décret du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale impose aux Communes éligibles d'établir un pacte local et une convention avec le Collège de la COCOF afin de s'accorder sur des objectifs communs en matière de renforcement de la Cohésion sociale ;

Considérant que le Collège de la COCOF arrête les modalités particulières relatives à la rédaction et l'adoption de ce pacte et de cette convention ;

Considérant que ce pacte local doit obligatoirement reprendre certains éléments tels que les modalités d'organisation de la coordination locale ainsi que d'éventuelles missions locales supplémentaires que la coordination souhaite mettre en œuvre et les éventuelles orientations spécifiques locales entre autres ;

Considérant que la proposition de pacte local ci-dessous a été approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s du 13 mars 2023 et « pré-approuvé » par le Cabinet Ben Hamou ;

Considérant le pacte local ci-dessous ;

Considérant la convention ci-dessous ;

DÉCIDE d'approuver :

- le pacte local et ses orientations spécifiques pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028 de la Commune d'Etterbeek ;
- la convention entre la Commune d'Etterbeek et la COCOF.

PACTE LOCAL POUR LE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE 2024-2028 COMMUNE D'ETTERBEEK

CHAPITRE I : Champ d'application

Article 1er.

Le présent Pacte est pris en exécution des articles 48 et suivants du Décret du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale, ci-après dénommé Décret.

Il est conclu entre :

1. Le Collège de la Commission communautaire française représenté par Madame Nawal BEN HAMOU, Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale, ci-après dénommé le Collège ;
2. Le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune d'Etterbeek, représenté par Monsieur Karim Sheikh Hassan, Échevin, ci-après dénommé le Collège communal et Madame Annick Petit, Secrétaire communale.

CHAPITRE II : Objet du pacte

Art.2

Le présent Pacte vise à définir les objectifs communs en matière de renforcement de la cohésion sociale.

Les parties s'engagent à respecter les clauses du présent pacte.

Il est soumis pour avis à la concertation locale de la commune éligible concernée et au conseil consultatif bruxellois francophone section cohésion sociale.

La coordination locale assure la publicité et la diffusion du pacte.

CHAPITRE III : Organisation de la concertation locale

Art.3

§1 Une concertation locale est créée dans chaque commune éligible. Elle réunit tous les acteurs de la cohésion sociale présents sur son territoire. Elle vise à permettre une meilleure information de ceux-ci, le développement de collaborations entre opérateurs de cohésion sociale, le travail en réseau, la transversalité des démarches, le décloisonnement des actions, l'intersectorialité des pratiques, l'échange de bons usages, le diagnostic et la connaissance des enjeux locaux en matière de cohésion sociale ainsi que la recherche de réponses collectives aux problèmes éventuels identifiés et d'une cohérence des actions retenues en application du Décret avec d'autres programmes politiques, que ceux-ci relèvent des pouvoirs locaux, régionaux, communautaires, fédéraux, européens ou internationaux.

La concertation locale est le lieu de rencontre avec d'autres secteurs organisés ou non travaillant à la cohésion sociale et au vivre et faire ensemble sur le territoire de la commune éligible.

§2 La concertation locale élabore un Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) qui précise les règles de fonctionnement de la concertation locale et notamment la méthode de remise d'avis dans le cadre des procédures d'octroi, de modification et de renouvellement d'agrément.

Le ROI, ci-joint, a été soumis au vote de la concertation locale du 27/04/2022 et approuvé par le Collège communal du 17/02/2022 ainsi que par le Conseil communal du 28/03/2022.

§3 La concertation locale est présidée de droit par le Bourgmestre ou l'Echevin de la commune ayant la cohésion sociale dans ses attributions. Son secrétariat est assuré par la coordination locale.

§ 4 La concertation locale veille à organiser au moins une fois par an, une réunion conjointe avec les concertations de là ou d'une des communes avoisinantes ayant notamment pour objectif d'améliorer l'action communautaire autour des limites communales et d'échanger des pratiques et réalités. Les concertations locales sont encouragées à organiser ces réunions conjointement.

Elle se réunit au moins trois fois par an et remet annuellement un rapport d'activité succinct selon les formes définies ci-après, sur proposition de la coordination locale. Ce rapport doit contenir au moins les éléments suivants :

1° La liste des membres de la concertation locale ;

2° Les dates et lieux des réunions de la concertation locale ;

3° Le compte-rendu succinct des travaux de la concertation locale effectués sur l'année ;

4° Le résumé des avis rendus dont au moins ceux dans le cadre de la procédure de demande, de modification ou de renouvellement d'agrément.

Ce rapport annuel est transmis au plus tard le 1er mai de l'année suivante. Il doit être envoyé au moins au Membre du Collège en charge de la cohésion sociale, aux services du Collège, à la section Cohésion sociale du Conseil consultatif et au CRACS.

La coordination locale veille à la publicité de ce rapport.

§5 La concertation locale peut remettre des avis d'initiative sur des sujets touchant de près ou de loin à la cohésion sociale. Ces avis sont adressés, à tout le moins, à la commune et au Collège.

CHAPITRE IV : Missions et organisation de la coordination locale

Art.4

§1 Afin de garantir la bonne exécution des objectifs du Décret au niveau de chaque commune éligible, le Collège reconnaît une coordination locale par commune éligible. Celle-ci peut être financée par le Collège Commission communautaire française pour les missions qui lui sont confiées par le Décret. Cette subvention ne peut couvrir que des frais de fonctionnement. Elle doit être sollicitée par la coordination communale au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède le début de la subvention.

§2 La coordination locale est chargée d'assurer la coordination des activités des opérateurs agréés de cohésion sociale actifs sur son territoire, de les accompagner au niveau administratif, de leur apporter un soutien dans l'épanouissement de leur action sur le territoire local et de les évaluer. Elle est le relais entre le Collège et ses services, la commune éligible, les opérateurs agréés et les acteurs invités

à participer à la concertation locale.

§3 La coordination locale est portée par la commune éligible. Elle peut être portée par une ASBL dont au moins la moitié des organes de gestion est désignée par la commune éligible ou par l'administration communale.

§4 Le financement de la coordination locale, ses missions, son organisation et son évaluation sont par ailleurs précisés dans une convention établie entre le Collège et le pouvoir organisateur de la coordination locale pour une durée illimitée.

Par cette convention, la commune s'engage à charger un membre du Collège des Bourgmestre et Echevins de la compétence de la cohésion sociale.

§5 Chaque coordination locale établit son rapport annuel avant le 30 juin de l'année qui suit selon les formes établies par les services du Collège. Ce rapport contient au moins :

1° Des éléments relatifs à la mise à jour permanente de l'information sur l'offre sociale sur le territoire de la commune éligible ;

2° Des éléments relatifs à l'analyse continue des problèmes et besoins sur le territoire de la commune éligible ;

3° Un rapport des différentes réunions de la concertation locale et des actions liées à la représentation de la concertation locale dans différents organes intersectoriels ;

4° Des éléments d'analyse en lien avec le secteur local de cohésion sociale et les autres champs d'actions locaux notamment dans les domaines de l'action sociale, de la prévention, de l'accueil des primo-arrivants, de l'enseignement, de l'accrochage scolaire, de l'Accueil Temps Libre, de la jeunesse, de la culture, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle et de l'intergénérationnel ;

5° Des éléments relatifs à la cohérence de l'action menée par les opérateurs de cohésion sociale entre les différents quartiers de la commune éligible et les quartiers limitrophes des communes avoisinantes ;

6° Des éléments relatifs aux actions entreprises afin de favoriser l'information aux citoyens

§6 La coordination locale assure le secrétariat de la concertation locale. Si la commune ne dispose pas de coordination locale, le secrétariat est assuré par le Bourgmestre ou l'Echevin ayant la cohésion sociale dans ses attributions.

La coordination locale doit prévoir de mettre à disposition des membres de la concertation locale tous les documents utiles à la bonne tenue des réunions et des prises de décisions.

La coordination établit le procès-verbal des réunions de la concertation locale et transmet une version approuvée à tous les membres de la concertation locale.

CHAPITRE V : Orientations spécifiques locales

Art. 6

Les agréments peuvent être complétés par des orientations spécifiques. Ces orientations spécifiques reconnaissent une spécificité dans les modes et processus d'action, dans les publics cibles, dans les finalités de l'opérateur ou dans le terrain local d'actions.

Le Collège communal a adopté 5 orientations spécifiques locales supplémentaires en date du 06/03/2023 après avis de la concertation locale du 29/03/2023 :

1° Création de liens sociaux entre différentes générations qui ont peu l'occasion de se rencontrer afin de lutter contre l'isolement et de partager les histoires, connaissances, talents, etc. de chacun·e·s.

2° Renforcement de la lutte contre la fracture numérique en apportant l'aide nécessaire aux publics qui ne possèdent pas le matériel ou la connaissance permettant d'effectuer des opérations informatiques sur ordinateurs, tablettes, smartphones.

3° Utilisation de la radio, de la vidéo, de la musique, etc. comme vecteur de lien social, de transmission du savoir, d'expression, d'autonomisation mais aussi de lutte contre les préjugés.

4° Amélioration de la vie de quartier via l'utilisation de l'espace public afin de créer des moments de rencontres et d'échanges entre les différents publics ».

5° Mise en place de dynamiques citoyennes et/ou participatives afin d'améliorer le vivre et le faire ensemble, de favoriser le partage, le respect, l'acceptation et l'inclusion de chacun·e·s.

CHAPITRE VI : Modalités de pilotage des opérateurs agréés

Art. 7

Sur base de son diagnostic local, la coordination locale a défini le plan d'action suivant pour 5 ans au regard des objectifs et des axes prioritaires du Décret:

La coordination communale s'efforcera de renforcer l'offre existante et d'encourager l'arrivée de nouveaux opérateurs pour les trois axes prioritaires présents sur son territoire.

En ce qui concerne l'axe prioritaire relatif à l'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes, la commune fait état d'un besoin croissant d'offre dans tous les quartiers de la commune, à l'exception de Saint-Michel/Tongres et Porte de Tervuren.

Les associations sont, chaque année, confrontées à une augmentation des demandes d'inscription à leurs activités et ce malgré la présence, sur le territoire communal, de nombreuses structures qui ne sont pas reconnues en Cohésion sociale mais qui offrent également des activités de soutien scolaire.

Les associations déplorent dès lors qu'un nombre important de jeunes ne bénéficient pas d'un soutien scolaire pourtant nécessaire. Ceci reflète clairement l'insuffisance de l'offre dans l'ensemble des quartiers de la commune .

En effet, le quartier de La Chasse manque cruellement d'offre, il est donc important qu'une présence associative supplémentaire puisse venir compléter le panel d'activités proposées et que les projets existants soient davantage soutenus. En ce qui concerne les quartiers Saint-Pierre et Jourdan, une évolution vers une insuffisance de l'offre est à prévoir très prochainement au vu des listes d'attente qui ne font qu'accroître.

De plus, le fait que le Centre culturel Le Senghor et l'ASBL l'AILE assument à eux seuls, dans leur quartier respectif, les activités de soutien scolaire, montre que leur pérennisation est essentielle pour les enfants et les familles.

Il est donc primordial que la Coordination veille au maximum à l'augmentation du soutien offert aux écoles de devoirs existantes afin qu'elles puissent combler les besoins en personnel, bénévoles, formations, et surtout en infrastructures. La Coordination veillera également à appuyer les associations souhaitant être nouvellement agréées dans cet axe prioritaire dans les quartiers identifiées comme étant en sous-offre.

Au regard de l'axe prioritaire relatif à l'apprentissage du français et à l'alphabétisation sur le territoire etterbeekois, l'offre en activités de français langue étrangère et d'alphabétisation est presque saturée.

Les réalités du terrain montrent qu'au-delà des apprenant·e·s enregistré·e·s en tant que demandeurs·euses d'emploi, les parents au foyer, les personnes pensionnées ou les demandeurs·euses d'asile font également partie des bénéficiaires.

L'apprentissage de la langue française a donc un but d'intégration sociale et économique. En effet, les cours d'Alpha/FLE sont une porte d'entrée dans le monde du travail pour certain·e·s, mais constitue également la seule activité qui leur permette de sortir de leur isolement et d'avoir une vie sociale pour d'autres.

Malgré le fait que les analyses du CRAcs placent uniquement le quartier de la Chasse en sous-offre, la réalité de terrain démontre que Jourdan et Saint-Pierre le sont également. En effet, un nombre important d'apprenant·e·s reste sur liste d'attente toute l'année dans ces deux quartiers.

Par ailleurs, le seul opérateur Alpha/FLE du quartier Saint-Pierre, la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente (LEEP), habituellement situé dans les locaux de la Farandole chaussée Saint-Pierre a temporairement déménagé en 2020 du côté des logements sociaux de la Plaine de Bonnelles. Il est intéressant de noter que le public de la LEEP avait alors changé, celui-ci étant composé d'habitant·e·s vivant dans les alentours de la plaine de Bonnelles durant la période du déménagement, alors qu'il est habituellement composé de parents d'enfants fréquentant la Farandole ou de personnes vivant autour de l'école. Cela démontre qu'il existe bien une sous-offre en Alpha/FLE à Saint-Pierre, la LEEP n'ayant pas la possibilité d'honorer toutes les inscriptions, quelle que soit sa position dans le quartier. Enfin, le besoin d'opérateurs Alpha/FLE va encore augmenter dans les années à venir avec les nouveaux logements sociaux de la plaine de Bonnelles qui vont certainement tripler la demande dans cette partie du quartier.

Il faut également tenir compte du contexte politique international actuel avec l'arrivée de personnes migrantes forcées de quitter leur pays pour des raisons familiales, sociales, économiques, écologiques ou politiques qui ne cesse d'augmenter.

Au regard de tous ces éléments, la coordination veillera à permettre l'accueil le plus qualitatif possible du public en constante croissance, notamment de primo-arrivant·e·s, via les cours d'Alpha/FLE. Il semble dès lors primordial, afin d'accueillir chacun·e dignement, de renforcer les

capacités matérielles et financières des opérateurs déjà existants, et d'élargir la diversité de l'offre disponible sur le territoire communal.

Concernant l'axe prioritaire relatif au vivre et faire ensemble, la commune d'Etterbeek nécessite le développement de projets autour du vivre-ensemble.

En effet, Etterbeek étant une commune hétérogène marquée par une grande mixité culturelle et des publics diversifiés, l'enjeu majeur consiste à susciter de vrais échanges entre des populations qui cohabitent sans pour autant se rencontrer naturellement. Plus particulièrement, il s'agit d'attirer d'avantage les habitant·e·s des îlots de pré-carité dans les espaces et infrastructures publics.

Les récentes crises sanitaires et sociales ont tendance à accentuer le risque de repli sur soi et de rejet de l'autre. Il est donc nécessaire de soutenir les projets de vivre ensemble qui sont développés au sein de la commune mais également d'en susciter de nouveaux. En effet, il ne faut pas attendre que des conflits ou de graves problèmes soient diagnostiqués pour agir. Les projets de vivre ensemble agissent comme boucliers à l'augmentation de la violence ou de l'exclusion sociale en combattant notamment les préjugés et les discriminations pour insuffler une vie de quartier plus apaisée.

C'est pourquoi, en 2023, la coordination communale etterbeekoise a mis en place un subsidé « vivre ensemble » avec une enveloppe de 10.808,00€. Les associations de Cohésion sociale qui œuvrent de manière conjointe dans la réalisation d'activités destinées à améliorer le vivre ensemble peuvent prétendre à ce subsidé communal.

La coordination d'Etterbeek veillera à encadrer le travail des opérateurs de Cohésion sociale concernant les thématiques qu'ils ont identifiées et jugées utiles pour leurs bénéficiaires.

Différentes thématiques ont été mises en évidence telles que la fracture numérique, le travail en réseau et les projets intergénérationnels. Elles constitueront les lignes directrices prioritaires dans le travail de la coordination communale et de ses partenaires pour les cinq prochaines années.

D'autres thématiques ont également été proposées par les opérateurs et concernent par exemple les moyens de communication et la mise en commun d'informations et d'outils entre associations de soutien scolaire, le besoin de bénévoles, le fait d'éveiller l'intérêt des jeunes à la citoyenneté, etc.

Une mise au vert du secteur de la Cohésion sociale etterbeekoise est prévue en automne afin d'aborder un maximum ces thématiques. Celle-ci sera organisée par la coordination locale et préparée en amont avec les associations intéressées. Des groupes de travail seront organisés par thématique avant et pendant cette mise au vert afin que les opérateurs puissent échanger sur leur vécu, leurs connaissances, leurs éventuels problèmes communs, etc. Cette mise au vert, qui fera l'objet d'un suivi régulier, permettra ainsi de faire émerger des solutions qui permettront d'améliorer l'offre en termes de cohésion sociale et de mieux coordonner l'action associative sur le territoire en vertu du Décret.

Afin de vérifier la bonne mise en œuvre de ce plan d'action, la coordination locale effectue une visite annuelle d'évaluation de chaque opérateur agréé ou le cas échéant subventionné sur son territoire via le cofinancement local ou dans le cadre de l'appel à projet Impulsion et établit un rapport d'évaluation prospectif.

Ces visites peuvent être réalisées en collaboration avec le gestionnaire en charge de l'Inspection des projets situés sur le territoire de la commune éligible au sein du service de la Cohésion sociale de la Commission communautaire française.

CHAPITRE VII : Moyens budgétaires et organisation de l'appel à projets Impulsion – volet local

Art. 8

§1 Afin d'assurer la mise en œuvre du volet local de l'appel à projet Impulsion, le Collège octroie à la commune un montant global de 114.716,00 €.

§2 Sur base de son diagnostic local, la coordination locale a défini les orientations supplémentaires suivantes dans le respect des objectifs du Décret et de l'appel à projets :

1° Création de liens sociaux entre différentes générations qui ont peu l'occasion de se rencontrer afin de lutter contre l'isolement et de partager les histoires, connaissances, talents, etc. de chacun·e·s.

2° Renforcement de la lutte contre la fracture numérique en apportant l'aide nécessaire aux publics qui ne possèdent pas le matériel ou la connaissance permettant d'effectuer des opérations informatiques sur ordinateurs, tablettes, smartphones.

3° Utilisation de la radio, de la vidéo, de la musique, etc. comme vecteur de lien social, de transmission du savoir, d'expression, d'autonomisation mais aussi de lutte contre les préjugés.

4° Amélioration de la vie de quartier via l'utilisation de l'espace public afin de créer des moments de rencontres et d'échanges entre les différents publics ».

5° Mise en place de dynamiques citoyennes et/ou participatives afin d'améliorer le vivre et le faire ensemble, de favoriser le partage, le respect, l'acceptation et l'inclusion de chacun·e·s.

§3 La coordination locale fixe également les quartiers prioritaires pour la sélection des projets conformément aux fiches signalétiques par quartier de son diagnostic local : La Chasse, Saint-Pierre et Jourdan.

Dans le cas où une association sélectionnée n'est pas située dans un de ces quartiers prioritaires, la coordination locale devra motiver son choix. La priorité sera donnée aux associations situées dans ces quartiers prioritaires.

§4 La coordination locale se charge d'instruire les dossiers de demande de subvention introduits dans le cadre du volet local conformément au Décret et à l'appel à projets, de les sélectionner et de transmettre la proposition de répartition de la concertation locale, du montant global précisé au §1, approuvée par le Collège des Bourgmestre et Échevins et le Conseil communal pour le 15 décembre au plus tard de l'année en cours.

La coordination locale se charge également du suivi et de l'accompagnement administratif des dossiers de pièces justificatives des projets sélectionnés, de les rassembler et de les transmettre au service de la Cohésion sociale pour le 28 février de l'année suivante au plus tard.

CHAPITRE VIII : Cofinancement communal

Art. 9

Le Collège communal s'engage à apporter un cofinancement minimum de 82.808,00 euros destiné à financer soit la coordination locale soit des projets de cohésion sociale.

Le budget détaillé relatif à la subvention octroyée par la Commission communautaire française à la coordination locale est décrit dans une convention spécifique.

CHAPITRE IX : Programmation

Art. 10

Sur base de l'étude de programmation réalisée par le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), et de son diagnostic local, la coordination locale a défini le nombre minimum et le nombre maximum d'opérateurs agréés pour chaque action prioritaire de type local pour 5 ans :

Priorité	Nombre minimum	Nombre maximum
P1	5	10
P2	4	8
P4	2	6

La coordination a également défini les quartiers prioritaires dans lesquelles de nouvelles actions prioritaires devront être développées :

1° Quartier La Chasse :

- 2 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 1
- 2 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 2
- 2 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 4

2° Quartier Saint-Pierre :

- 2 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 1
- 1 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 2
- 1 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 4

3° Quartier Jourdan :

- 1 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 1
- 1 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 2
- 1 nouveau(x) opérateur(x) actif(s) dans la priorité 4

CHAPITRE X : Disposition finale

Art. 11

Le présent Pacte entre en vigueur le 1er janvier 2024 pour une durée de 5 ans sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires annuels.

Fait à Bruxelles le xxxxxxxx, en double exemplaire.

Pour le Collège de la Commission communautaire française,
Nawal BEN HAMOU,
Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale

Pour le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune d'Etterbeek,
Monsieur Karim Sheikh Hassan,
Echevin

Madame Annick Petit,
Secrétaire communale

**Convention relative à la coordination locale entre
la Commune d'Etterbeek et la Commission communautaire française représentée par ses
services**

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Article 1er

La présente convention est prise en exécution de l'article 118 de l'arrêté du 20 juin 2019 portant exécution du Décret du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale.

Elle est conclue entre :

1. Le Collège des Bourgmestre et Échevin·e·s de la commune d'Etterbeek, représenté par Monsieur Karim Sheikh Hassan, Echevin en charge de la Cohésion sociale, ci-après dénommé la Commune et Madame Annick Petit, Secrétaire communale.
2. Le Collège de la Commission communautaire française représenté par Madame Nawal BEN HAMOU, Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale.

CHAPITRE II : Objet de la convention

Art.2

La présente convention a pour objectif de préciser les missions de la coordination locale, son organisation et son évaluation.

Art.3 La coordination locale est représentée par le service communal de Cohésion sociale situé à l'Administration communale d'Etterbeek, 31/1 avenue des Casernes 1040 Etterbeek

CHAPITRE III : Modalités de collaboration

Art.4 Rôle de la coordination locale

La coordination locale est chargée d'assurer la coordination des activités des opérateurs agréés de cohésion sociale actifs sur son territoire, de les accompagner au niveau administratif, de leur apporter un soutien dans l'épanouissement de leur action sur le territoire local et de les évaluer.

La coordination locale est le relais entre le Collège et ses services, la commune éligible, les opérateurs agréés et les acteurs invités à participer à la concertation locale.

Art.5 Engagements de la coordination locale

§ 1er La Commune met en place une coordination locale qui peut être financée par les services du Collège. L'association remplissant ce rôle adhère au principe d'égalité femmes-hommes, aux valeurs et aux principes des Droits de l'Homme et de la Constitution ainsi qu'aux Droits de l'Enfant.

§2 La coordination locale s'engage à :

1. Dans le cadre de sa mission d'organisation de la coordination des activités des opérateurs agréés :
 - Développer le travail en réseau et en partenariat des opérateurs agréés ;
 - Veiller à une organisation et une répartition cohérente des activités des opérateurs agréés ;

- Veiller au bon échange d'information entre opérateurs des axes prioritaires 1 et 2 sur les places disponibles dans un souci d'efficacité et d'adéquation entre l'offre et la demande ;
- Accueillir, orienter et informer d'autres opérateurs qui développent des activités en lien avec les objectifs de la Cohésion sociale ;
- Diffuser des informations actualisées des activités offertes sur la commune, accessibles et visibles par tous les opérateurs et le public et notamment via les réseaux sociaux.

1. Dans le cadre de sa mission d'accompagnement des opérateurs de cohésion sociale au niveau administratif :

- Aider à la rédaction d'une demande de subvention dans le cadre d'un appel à projets de Cohésion sociale ou d'une demande d'agrément ;
- Accompagner les opérateurs dans la constitution d'un dossier de pièces justificatives et donner des informations sur le règlement des dépenses ;
- Aider à la rédaction d'un rapport d'activités ;
- Mettre des modèles de convention de partenariat à disposition des opérateurs et s'assurer du suivi et veiller au respect des règles en vigueur en Cohésion sociale (ex : interdiction de la sous-traitance), transmettre une copie au service de la Cohésion sociale ;

1. Dans le cadre de sa mission de soutien aux opérateurs agréés dans l'épanouissement des actions de cohésion sociale, elle peut notamment :

- Informer les opérateurs agréés des différentes formations en lien avec les axes prioritaires;
- Informer les opérateurs agréés sur les outils pédagogiques et les méthodologies en lien avec les axes prioritaires en collaboration avec les Centre régionaux de cohésion sociale (CRAcs, CRÉDAF et CRÉDASC) ;
- S'informer et se former sur les évolutions du secteur ;
- Organiser des ateliers d'échanges de pratiques ;
- Informer les opérateurs agréés sur les possibilités d'affiliation à une Fédération ;
- Informer des différents appels à projets ;
- Informer sur les questions relatives à la gestion des asbl (évolution de la législation sur les asbl, questions comptables, ...)
- Informer sur les différentes sources de financement possibles en Cohésion sociale ou via d'autres secteurs ;

1. Dans le cadre de sa mission d'évaluation des opérateurs agréés :

- Vérifier l'adéquation des moyens mis en œuvre (qualification du personnel, formation du personnel, matériel pédagogique utilisé, locaux, ...) avec les objectifs du plan d'action quinquennal des opérateurs agréés et celui de la coordination locale défini dans le pacte local et le diagnostic local.
- Compléter une grille d'évaluation rétrospective pour chaque opérateur agréé sur son territoire, à la fin de chaque période d'agrément.
- Compléter une grille d'évaluation prospective pour chaque opérateur candidat à un nouvel agrément sur son territoire ou à un renouvellement d'un agrément de type local.

§3 La coordination locale assure en outre :

1°) la mise à jour permanente d'une information sur l'offre sociale sur le territoire de la commune éligible ;

2°) une analyse continue des problèmes et besoins sur le territoire de la commune éligible et l'établissement d'un rapport annuel, avant le 30 juin de l'année qui suit et pour la première fois le 30 juin 2024, à destination du Collège, de la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone, du Centre régional d'appui à la Cohésion sociale (CRACs), du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale de la commune éligible. La coordination établit tous les cinq ans, un diagnostic local et compare l'offre et les besoins sur le territoire communal ;

3°) l'organisation et le suivi de la concertation locale avec les différents acteurs de la cohésion sociale;

4°) la représentation de la concertation locale dans différents organes intersectoriels favorisant le décloisonnement et la transversalité ;

5°) le lien entre le secteur local de la cohésion sociale et les autres champs d'actions locaux notamment dans les domaines de l'action sociale, de la prévention, de l'accueil des primo-arrivants, de l'enseignement, de l'accrochage scolaire, de l'Accueil temps-libres, de la jeunesse, de la culture, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle, le logement, la mobilité, la santé et de l'intergénérationnel ;

6°) la cohérence de l'action menée par les opérateurs de cohésion sociale entre les différents quartiers de la commune éligible et les quartiers limitrophes des communes avoisinantes ;

7°) l'information aux citoyens de la commune éligible et aux acteurs publics et associatifs sur l'offre de service des opérateurs agréés de cohésion sociale ;

8°) l'information aux opérateurs agréés présents sur le territoire de la commune éligible quant à l'offre de formation pour professionnels et pour volontaires, à la possibilité de partenariats, aux activités intersectorielles, aux mises en réseaux, etc.

§4 La coordination locale assure le secrétariat de la concertation locale. La concertation se réunit au moins 3 fois par an. Si la commune ne dispose pas de coordination locale, le secrétariat est assuré par le Bourgmestre ou l'Echevin·e ayant la cohésion sociale dans ses attributions. Elle doit prévoir de mettre à disposition des membres de la concertation locale tous les documents utiles à la bonne tenue des réunions et des prises de décisions et établit le procès-verbal des réunions de la concertation locale et transmet une version approuvée à tous les membres de la concertation locale.

La coordination locale est membre de la chambre des coordinations locales. Elle se réunit au moins 3 fois par an. Son secrétariat est effectué de manière tournante par ordre alphabétique des communes éligibles chaque année par une coordination locale membre.

§5 Outre les missions définies par le Décret, la Commune assigne les missions supplémentaires suivantes à la coordination locale :

- Sensibiliser le public à la Cohésion sociale et favoriser le vivre ensemble sur le territoire etterbeekois ;
- Favoriser la rencontre, le dialogue et le réseautage entre associations et services communaux (PIC-nics, réunions, informations par mails, etc.) ;
- Organiser des projets communaux de Cohésion sociale (Automne des Solidarités, formations, etc.) et participer à divers projets se déroulant sur la Commune (Ducasse, etc.);
- Soutenir financièrement et logistiquement des projets proposés par les associations (subsidés, Automne des Solidarités, etc.)

§6 La coordination locale établit son rapport annuel avant le 30 juin de l'année qui suit selon les formes établies par les services du Collège. Ce rapport contient au moins :

1° Des éléments relatifs à la mise à jour permanente de l'information sur l'offre sociale sur le territoire de la commune éligible ;

2° Des éléments relatifs à l'analyse continue des problèmes et besoins sur le territoire de la commune éligible ;

3° Un rapport des différentes réunions de la concertation locale et des actions liées à la représentation de la concertation locale dans différents organes intersectoriels ;

4° Des éléments d'analyse en lien avec le secteur local de cohésion sociale et les autres

champs d'actions locaux notamment dans les domaines de l'action sociale, de la prévention, de l'accueil des primo-arrivants, de l'enseignement, de l'accrochage scolaire, de l'Accueil Temps Libre, de la jeunesse, de la culture, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle et de l'intergénérationnel;

5° Des éléments relatifs à la cohérence de l'action menée par les opérateurs de cohésion sociale entre les différents quartiers de la commune éligible et les quartiers limitrophes des communes avoisinantes ;

6° Des éléments relatifs aux actions entreprises afin de favoriser l'information aux citoyens

Art.6 Engagements des services du Collège

Les services du Collège s'engagent, dans le cadre de la présente convention :

- à fournir les renseignements administratifs nécessaires pour un déroulement optimal du rôle de la coordination locale ;
- à collaborer avec la coordination locale et les associations pour le suivi et l'évaluation des opérateurs agréés.

CHAPITRE IV : Qualification du personnel affecté aux missions

La coordination locale dispose des qualifications suivantes (présentation de l'organigramme de la coordination locale) :

- Clémentine König - Coordinatrice
- Alix Delorme - Assistante administrative

CHAPITRE V : Subvention

N/A

CHAPITRE VI : Modalités de modification et de résiliation

Article 9.

Cette convention peut être résiliée par le Collège et par la Coordination locale d'un commun accord avec effet immédiat ou par l'une ou l'autre des deux parties moyennant un préavis d'un an maximum ou minimum jusqu'à la fin de l'année en cours.

CHAPITRE VII : Inspection et contrôle

Article 10.

L'association est tenue de garantir le libre accès de ses locaux et des documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission de contrôle aux agents des services du Collège chargés du contrôle de l'application de la législation en matière de cohésion sociale.

CHAPITRE VIII : Dispositions finales

Article 11.

La présente convention entre en vigueur le xxx pour une durée indéterminée sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires annuels.

Fait à Bruxelles le, en triple exemplaire.

Pour la Commune,
Monsieur Karim Sheikh Hassan, Echevin
Madame Annick Petit, Secrétaire communale

Pour le Collège de la Commission communautaire française,
Madame Nawal BEN HAMOU,

Lokaal pact ter versterking van de sociale samenhang

De gemeenteraad,

overwegende dat artikel 48 van het decreet van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt dat de in aanmerking komende gemeenten een lokaal pact en een overeenkomst opstellen met het College van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) om overeenstemming te bereiken over de gezamenlijke doelstellingen ter versterking van de sociale samenhang;

overwegende dat het College van de COCOF de bijzondere modaliteiten voor de opmaak en de goedkeuring van dit pact en deze overeenkomst bepalen;

overwegende dat dit lokaal pact noodzakelijkerwijs bepaalde elementen moet bevatten, zoals de organisatiewijze van de lokale coördinatie alsook eventuele aanvullende lokale opdrachten die de coördinatie wenst uit te voeren en eventuele lokale specifieke oriënteringen;

overwegende dat het onderstaande voorstel voor het lokale pact op 13 maart 2023 door het college van burgemeester en schepenen is goedgekeurd en door het kabinet Ben Hamou is “vooraf” werd goedgekeurd;

gelet op het onderstaande lokaal pact;

gelet op de onderstaande overeenkomst;

BESLIST om de volgende documenten goed te keuren:

- het lokaal pact en zijn specifieke oriënteringen ter versterking van de sociale samenhang 2024-2028 van de gemeente Etterbeek goed te keuren;
- De overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF)

LOKAAL PACT TER VERSTERKING VAN DE SOCIALE SAMENHANG 2024-2028 GEMEENTE ETTERBEEK

HOOFDSTUK I: Toepassingsgebied

Art. 1

Dit pact wordt gesloten ter uitvoering van artikels 48 en volgende van het decreet van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang, hierna het decreet genoemd.

Het wordt gesloten tussen:

1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door mevrouw Nawal BEN HAMOU, lid van het College bevoegd voor sociale samenhang, hierna het College genoemd;
2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Karim Sheikh Hassan, schepen, hierna het gemeentelijke college genoemd, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris.

HOOFDSTUK II: Voorwerp van het pact

Art. 2

Het doel van dit pact is om de gezamenlijke doelstellingen ter versterking van de sociale samenhang

te definiëren.

De partijen verbinden zich ertoe de bepalingen van dit pact te respecteren.

Het wordt ter advies voorgelegd aan het lokaal overlegplatform van de in aanmerking komende gemeente in kwestie en de Franstalige Brusselse adviesraad afdeling sociale samenhang.

De lokale coördinatiestructuur staat in voor de bekendmaking en verspreiding van het pact.

HOOFDSTUK III: Organisatie van het lokaal overlegplatform

Art. 3

§ 1. In elke in aanmerking komende gemeente, wordt een lokaal overlegplatform opgericht. Daarin zijn alle actoren inzake sociale samenhang verenigd die op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn. Het overlegplatform streeft naar betere informatie van de actoren, samenwerking tussen de operatoren voor sociale samenhang, networking, transversaliteit van de initiatieven, ontschotting van de acties, intersectorialiteit van de praktijken, uitwisseling van goede gebruiken, diagnose en kennis van de lokale uitdagingen op het vlak van sociale samenhang evenals het op zoek gaan naar collectieve antwoorden op de problemen die eventueel vastgesteld worden en naar coherentie van de acties die in toepassing van dit decreet genomen worden met andere politieke programma's, ongeacht of deze uitgaan van het lokale, gewestelijke, communautaire, federale, Europese of internationale overheidsniveau.

Het lokaal overlegplatform is de plaats waar ontmoetingen plaats kunnen vinden met andere al dan niet georganiseerde sectoren die rond sociale samenhang en het samen leven en samen doen werken op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente.

§2. Het lokaal overlegplatform stelt een huishoudelijk reglement op waarin de werkingsregels van het lokaal overlegplatform worden verduidelijkt en in het bijzonder de methode om adviezen uit te brengen in het kader van de procedures voor de toekenning, de wijziging en de hernieuwing van erkenningen.

Het bijgevoegde huishoudelijke reglement werd ter stemming voorgelegd aan het lokaal overlegcomité van 27/04/2022 en goedgekeurd door het gemeentelijke college op 17/02/2022 en door de gemeenteraad van 28/03/2022.

§3. Het lokaal overlegplatform wordt van rechtswege voorgezeten door de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang. Het secretariaat wordt desgevallend waargenomen door de lokale coördinatiestructuur.

§4. Het lokaal overlegplatform ziet erop toe om minstens eenmaal per jaar een gezamenlijke vergadering te organiseren met de overlegplatformen van de of een van de naburige gemeente(n) meer bepaald met als doel de gemeenschappelijke actie rond de gemeentelijke grenzen te verbeteren en praktijken en ervaringen uit te wisselen. De lokale overlegplatformen worden ertoe aangezet deze vergaderingen gezamenlijk te organiseren.

Het lokaal overlegplatform komt minstens driemaal per jaar samen en brengt jaarlijks een beknopt activiteitenverslag uit overeenkomstig de hieronder bepaalde vormvereisten, op voorstel van de lokale coördinatiestructuur. Dat rapport moet minstens de volgende elementen bevatten:

1° de lijst met de leden van het lokaal overlegplatform;

2° de data en plaatsen van de vergaderingen van het lokaal overlegplatform;

3° een beknopt verslag van de werkzaamheden van het lokaal overlegplatform in het afgelopen jaar;

4° de samenvatting van de uitgebrachte adviezen en op zijn minst die in het kader van de procedure tot aanvraag tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning.

Dat jaarverslag wordt ten laatste tegen 1 mei van het volgende jaar doorgestuurd. Het moet op zijn minst verzonden worden naar het lid van het College dat bevoegd is voor sociale samenhang, de diensten van het College, de afdeling Sociale Samenhang van de adviesraad en het gewestelijk ondersteuningscentrum voor sociale samenhang.

De lokale coördinatiestructuur zorgt voor de openbaarmaking van dat verslag.

§5. Het lokaal overlegplatform kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over thema's die al dan niet nauw met sociale samenhang verbonden zijn. Deze adviezen worden minstens aan de gemeente en het College bezorgd.

HOOFDSTUK IV: Opdrachten en organisatie van de lokale coördinatiestructuur

Art. 4

§1. Om erop toe te zien dat de doelstellingen van het decreet goed uitgevoerd worden op het niveau van elke in aanmerking komende gemeente, erkent het College per in aanmerking komende gemeente een lokale coördinatiestructuur. Die kan worden gefinancierd door het College van de Franstalige Gemeenschapscommissie voor de opdrachten die haar worden toevertrouwd door het decreet. Deze subsidie mag enkel werkingskosten dekken. De gemeentelijke coördinatiestructuur moet de subsidie ten laatste tegen 30 september van het jaar dat voorafgaat aan het begin van de subsidiëring aanvragen.

§2. De lokale coördinatiestructuur wordt ermee belast de activiteiten van de erkende operatoren voor sociale samenhang die op haar grondgebied actief zijn te coördineren, op administratief vlak bij te staan, te ondersteunen bij de ontwikkeling van hun acties op het lokale grondgebied en te evalueren. Ze vormt de tussenpersoon tussen het College en zijn diensten, de in aanmerking komende gemeente, de erkende operatoren en de actoren die verzocht worden deel te nemen aan het lokaal overlegplatform.

§2. De in aanmerking komende gemeente organiseert de lokale coördinatiestructuur. Die kan in handen zijn van een vzw waarvan minstens de helft van de beheersorganen aangesteld zijn door de in aanmerking komende gemeente of door het gemeentebestuur.

§3. De financiering van de lokale coördinatiestructuur, haar opdrachten haar organisatie en haar evaluatie worden bovendien verduidelijkt in een overeenkomst van bepaalde duur die wordt opgesteld tussen het College en de inrichtende macht van de lokale coördinatiestructuur.

De gemeente verbindt er zich in de overeenkomst toe een lid van het college van burgemeester en schepenen bevoegd te maken voor sociale samenhang.

§4. Iedere lokale coördinatiestructuur stelt haar jaarverslag op voor 30 juni van het volgende jaar in de vorm die bepaald is door de diensten van het College. Dat verslag bevat ten minste:

1° Elementen in verband met het voortdurend bijwerken van de informatie over het sociale aanbod op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

2° Elementen in verband met de permanente analyse van de problemen en behoeften op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

3° Een verslag van de verschillende vergaderingen van het lokaal overlegplatform en de acties in verband met de vertegenwoordiging van het lokaal overlegplatform in verschillende intersectoriale organen;

4° Elementen van analyse in verband met de lokale sector van de sociale samenhang en de andere lokale actieterreinen, meer bepaald op het vlak van sociale actie, preventie, de opvang van nieuwkomers, onderwijs, de preventie van schoolverzuim, vrijetijdsopvang, de jeugd, cultuur, opleiding, socio-professionele inschakeling en het intergenerationele aspect;

5° Elementen in verband met de coherentie van de door de operatoren voor sociale samenhang gevoerde acties tussen de verschillende wijken van de in aanmerking komende gemeente en de aangrenzende wijken van de naburige gemeenten;

6° Elementen in verband met de ondernomen acties om de burgers te informeren.

§5. De lokale coördinatie verzorgt het secretariaat van het lokaal overlegplatform. Als de gemeente niet beschikt over een lokale coördinatie, wordt het secretariaat waargenomen door de burgemeester of de schepenen die bevoegd is voor sociale samenhang.

De lokale coördinatiestructuur moet alle documenten die nodig zijn met het oog op een vlot verloop van de vergaderingen en de besluitvorming ter beschikking stellen van de leden van het lokale overlegplatform.

De lokale coördinatiestructuur stelt het verslag op van de vergaderingen van het lokale overlegplatform en bezorgt een goedgekeurde versie daarvan aan alle leden van het lokale overlegplatform.

HOOFDSTUK V: Lokale specifieke oriënteringen

Art 6.

De erkenningen kunnen verder aangevuld worden door specifieke oriënteringen. Via deze specifieke oriënteringen wordt de specificiteit erkend van de actiemethodes en -processen, de doelgroepen, de doeleinden van de operator of het lokale actieterrein.

Het gemeentelijke college heeft 3 lokale specifieke oriënteringen goedgekeurd op 06/03/2023 na advies van het lokaal overlegplatform op 29/03/2023:

1° Creëren van sociale banden tussen verschillende generaties die weinig gelegenheid hebben om elkaar te ontmoeten om het isolement te bestrijden en de verhalen, kennis, talenten, enz. van elke persoon te delen.

2° Het versterken van de strijd tegen de digitale kloof door de nodige hulp te bieden aan mensen die niet over het materiaal of de kennis beschikken om computerbewerkingen uit te voeren op computers, tablets en smartphones.

3° Het gebruik van radio, video, muziek, enz. als vector voor sociale banden, overdracht van kennis, expressie, empowerment, maar ook voor de bestrijding van vooroordelen.

HOOFDSTUK VI: Modaliteiten voor sturing van de erkende operatoren

Art. 7

Op basis van haar lokale diagnose heeft de lokale coördinatiestructuur het volgende actieplan opgesteld voor een periode van 5 jaar in het licht van de doelstellingen en de prioritaire krachtlijnen van het decreet:

De gemeentelijke coördinatie zal trachten het bestaande aanbod te versterken en de komst van nieuwe actoren voor de drie prioritaire krachtlijnen op haar grondgebied aan te moedigen.

Met betrekking tot de prioritaire krachtlijn in verband met begeleiding van kinderen en jongeren bij scholing en burgerzin meldt de gemeente een groeiende behoefte aan voorzieningen in alle wijken, met uitzondering van Sint-Michiel/Tongeren en Tervuursepoort.

Elk jaar worden de verenigingen geconfronteerd met een toename van het aantal inschrijvingsaanvragen voor hun activiteiten, ondanks de aanwezigheid in de gemeente van tal van organisaties die niet erkend zijn als onderdeel van de sociale cohesie, maar die ook schoolondersteunende activiteiten aanbieden.

De verenigingen betreuren dan ook dat een groot aantal jongeren geen schoolondersteuning krijgen terwijl dat nochtans noodzakelijk is. Dit toont duidelijk aan dat het aanbod onvoldoende is in alle wijken van de gemeente.

In de wijk de Jacht is er een groot aanbodtekort. Het is dus belangrijk dat extra verenigingen het huidige activiteitenaanbod komen versterken en dat bestaande projecten meer steun krijgen. Wat de wijken Sint-Pieter en Jourdan betreft, valt zeer binnenkort een evolutie naar een onvoldoende aanbod te verwachten, gezien de wachtlijsten die alleen maar toenemen.

Het feit dat het cultureel centrum Le Senghor en de vzw AILE als enige verantwoordelijk zijn voor de begeleiding van de scholing in hun respectieve wijken toont bovendien aan dat de voortzetting ervan van essentieel belang is voor kinderen en gezinnen.

Het is dus van essentieel belang dat de coördinatiestructuur ervoor zorgt dat de bestaande huiswerk scholen zoveel mogelijk steun krijgen, zodat zij in hun behoeften aan personeel, vrijwilligers, opleiding en vooral infrastructuur kunnen voorzien. De coördinatiestructuur zal er ook voor zorgen dat zij steun verleent aan verenigingen die binnen deze prioritaire krachtlijn erkend willen worden in wijken waar is vastgesteld dat er te weinig aanbod is.

Wat de prioritaire krachtlijn voor het leren van Frans en alfabetisering op het grondgebied van Etterbeek betreft, is het aanbod van activiteiten op het gebied van Frans als vreemde taal en alfabetisering bijna verzadigd.

Uit de praktijk blijkt dat naast de leerlingen die zijn ingeschreven als werkzoekenden ook thuisblijvende ouders, gepensioneerden en asielzoekers tot de begunstigden behoren.

Het leren van de Franse taal heeft dus sociale en economische integratie tot doel. Voor sommigen zijn de alfabetiseringslessen/lessen Frans als vreemde taal een toegang tot de arbeidsmarkt, terwijl het voor anderen de enige activiteit is die hen in staat stelt hun isolement te doorbreken en een sociaal leven te leiden.

Ondanks het feit dat volgens de analyses van de CRAcs alleen de Jachtwijk een te laag aanbod heeft, blijkt uit de praktijk dat ook Jourdan en Sint-Pieter een te laag aanbod hebben. In deze twee wijken blijft het hele jaar door een groot aantal leerlingen op de wachtlijst staan.

Voorts is de enige operator van alfabetisering/Frans als vreemde taal in de wijk Sint-Pieter, de Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente (LEEP), die gewoonlijk in de gebouwen van La Farandole aan de Sint-Pieterssteenweg gevestigd was, in 2020 tijdelijk verhuisd naar de sociale woningen van Plaine de Boncelles. Het is interessant om vast te stellen dat het publiek van de LEEP

toen is veranderd en bestaat uit mensen die in de buurt van de Plaine de Boncelles wonen tijdens de verhuisperiode, terwijl het gewoonlijk bestaat uit ouders van kinderen die naar school gaan in La Farandole of mensen die rond de school wonen. Hieruit blijkt dat er een tekort is aan alfabetisering/Frans als vreemde taal in Sint-Pieter, aangezien de LEEP niet alle inschrijvingen kan aannemen, ongeacht de ligging in de wijk. Ten slotte zal de behoefte aan operatoren op het vlak van alfabetisering/Frans als vreemde taal de komende jaren nog toenemen met de nieuwe sociale woningen in de Plaine de Boncelles, waardoor de vraag in dit deel van de wijk zeker zal verdrievoudigen.

Er moet ook rekening worden gehouden met de huidige internationale politieke context met de komst van migranten die gedwongen worden hun land te verlaten om familiale, sociale, economische, ecologische of politieke redenen, die voortdurend toeneemt.

Gelet op al deze elementen zal de coördinatiestructuur ervoor zorgen dat het voortdurend toenemende aantal mensen, vooral nieuwkomers, zo kwalitatief mogelijk wordt opgevangen via de alfabetiseringslessen/lessen Frans als vreemde taal. Om iedereen op een waardige manier te ontvangen, lijkt het dus van essentieel belang de materiële en financiële capaciteiten van de bestaande aanbieders te versterken, maar ook de diversiteit van het aanbod in de gemeente te verruimen.

Wat de prioritaire krachtlijn voor het samen leven en samen doen betreft, heeft de gemeente Etterbeek nood aan de ontwikkeling van projecten rond samen leven.

Aangezien Etterbeek een heterogene gemeente is met een grote culturele mix en een gediversifieerd publiek, bestaat de grote uitdaging erin reële uitwisselingen te bevorderen tussen bevolkingsgroepen die samenleven zonder elkaar op een natuurlijke manier te ontmoeten. Het gaat er meer bepaald om de inwoners van de lage-inkomenswijken aan te trekken tot de openbare ruimte en de infrastructuur.

De recente gezondheids- en sociale crisis hebben de neiging het risico van terugtrekking op zichzelf en afwijzing van de Ander te accentueren. Het is dus noodzakelijk de projecten voor samen leven die in de gemeente zijn ontwikkeld te ondersteunen, maar ook nieuwe projecten aan te moedigen. Wij mogen namelijk niet wachten tot conflicten of ernstige problemen worden vastgesteld alvorens actie te ondernemen. Projecten voor samen leven fungeren als een schild tegen de toename van geweld of sociale uitsluiting door vooroordelen en discriminatie te bestrijden en zo een vreedzamer wijk te creëren.

Daarom heeft de coördinatiestructuur van de gemeente Etterbeek een subsidie “samenleven” ingevoerd met een enveloppe van 10.808,00 euro. Verenigingen voor sociale cohesie die samenwerken aan activiteiten om het samenleven te verbeteren kunnen aanspraak maken op een gemeentelijke subsidie.

De coördinatiestructuur van Etterbeek zal erop toezien dat de werkzaamheden van de actoren van de sociale cohesie worden begeleid met betrekking tot de thema's die zij hebben vastgesteld en nuttig achten voor hun begunstigen.

Verschillende thema's werden in de kijker gezet, zoals de digitale kloof, netwerkvorming en intergenerationele projecten. Die vormen de prioritaire richtlijnen voor de werkzaamheden van de gemeentelijke coördinatie en haar partners tijdens de komende vijf jaar.

Ook andere thema's werden door de actoren voorgesteld en hebben bijvoorbeeld betrekking op de communicatiemiddelen en de uitwisseling van informatie en instrumenten tussen de verenigingen die schoolondersteuning bieden, de behoefte aan vrijwilligers, het wekken van de belangstelling van jongeren voor burgerschap, enz.

Voor het najaar is een samenkomst in het groen van de sector voor sociale cohesie in Etterbeek gepland om zoveel mogelijk van deze thema's te bespreken. Deze zal worden georganiseerd door de lokale coördinatiestructuur en vooraf worden voorbereid met de geïnteresseerde verenigingen. Voor en tijdens deze samenkomst zullen werkgroepen per thema worden georganiseerd zodat de actoren hun ervaringen, hun kennis, hun eventuele gemeenschappelijke problemen, enz. kunnen uitwisselen. Dankzij deze samenkomst, die regelmatig zal worden opgevolgd, zullen oplossingen kunnen worden gevonden die het aanbod in termen van sociale samenhang zullen verbeteren en het verenigingsleven op het grondgebied beter zullen coördineren overeenkomstig het decreet.

Om de goede uitvoering van dit actieplan te controleren, brengt de lokale coördinatiestructuur jaarlijks een evaluatiebezoek aan elke erkende operator of, in voorkomend geval, aan elke operator die op haar grondgebied via lokale cofinanciering of in het kader van de projectoproep Impulsfonds wordt

gesubsidieerd, en stelt zij een toekomstgericht evaluatieverslag op.

Deze bezoeken kunnen worden afgelegd in samenwerking met de verantwoordelijke voor de controle van de projecten op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente binnen de dienst Sociale Samenhang van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK VII. Budgettaire middelen en organisatie van de projectoproep Impulsfonds 2023 – lokaal luik

Art. 8

§1. Met het oog op de uitvoering van het lokale luik van de projectoproep Impulsfonds kent het College de gemeente een globaal bedrag van 114.716,00 euro toe.

§2. Op basis van haar lokale diagnose heeft de lokale coördinatiestructuur de volgende bijkomende oriënteringen bepaald in overeenstemming met de doelstellingen van het decreet en de projectoproep:

1° Creëren van sociale banden tussen verschillende generaties die weinig gelegenheid hebben om elkaar te ontmoeten om het isolement te bestrijden en de verhalen, kennis, talenten, enz. van elke persoon te delen.

2° Het versterken van de strijd tegen de digitale kloof door de nodige hulp te bieden aan mensen die niet over het materiaal of de kennis beschikken om computerbewerkingen uit te voeren op computers, tablets en smartphones.

3° Het gebruik van radio, video, muziek, enz. als vector voor sociale banden, overdracht van kennis, expressie, empowerment, maar ook voor de bestrijding van vooroordelen.

§3. De lokale coördinatiestructuur bepaalt ook de prioritaire wijken voor de selectie van de projecten volgens de informatiefiches voor elke wijk in haar lokale diagnose: de Jacht, Sint-Pieter en Jourdan.

Als een geselecteerde vereniging niet in een van deze prioritaire wijken ligt, moet de lokale coördinatiestructuur haar keuze motiveren. Er wordt voorrang gegeven aan de verenigingen die in deze prioritaire wijken zijn gelegen.

§4. De lokale coördinatiestructuur onderzoekt de subsidieaanvragen die in het kader van het lokaal luik overeenkomstig het decreet en de projectoproep zijn ingediend, selecteert de dossiers en verstuurt, uiterlijk op 15 december van het lopende jaar, het door het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad goedgekeurde voorstel voor de verdeling van het lokaal overlegplatform van het in §1 vermelde totaalbedrag.

De lokale coördinatiestructuur staat ook in voor de opvolging en de administratieve ondersteuning van de dossiers met de bewijsstukken van de geselecteerde projecten, het verzamelen ervan en de bezorging ervan aan de dienst Sociale Cohesie uiterlijk op 28 februari van het volgende jaar.

HOOFDSTUK VIII. Gemeentelijke cofinanciering

Art. 9

Het gemeentelijke college verbindt zich ertoe een cofinanciering van minstens 82.808,00 euro te bieden om hetzij de lokale coördinatiestructuur, hetzij de projecten voor sociale samenhang te financieren.

Het gedetailleerde budget in verband met de subsidie die door de Franstalige Gemeenschapscommissie wordt toegekend aan de lokale coördinatiestructuur wordt beschreven in een specifieke overeenkomst.

HOOFDSTUK IX: Programmering

Art. 10

Op basis van de studie van de programmering die werd uitgevoerd door het Brussels centrum voor interculturele actie (CBAI) en van haar lokale diagnose, bepaalt de lokale coördinatiestructuur het minimumaantal en het maximumaantal erkende operatoren voor elke prioritaire actie op lokaal niveau voor een periode van 5 jaar:

Prioriteit	Minimumaantal	Maximumaantal
P1	5	10
P2	4	8
P4	2	6

De coördinatie heeft eveneens de prioritaire wijken gedefinieerd waar nieuwe prioritaire acties zullen moeten worden ontwikkeld:

1° Jachtwijk:

- 2 nieuwe operatoren actief in prioriteit 1
- 2 nieuwe operatoren actief in prioriteit 2
- 2 nieuwe operatoren actief in prioriteit 4

2° Sint-Pieterswijk:

- 2 nieuwe operatoren actief in prioriteit 1
- 1 nieuwe operator actief in prioriteit 2
- 1 nieuwe operator actief in prioriteit 4

3° Jourdanwijk:

- 1 nieuwe operator actief in prioriteit 1
- 1 nieuwe operator actief in prioriteit 2
- 1 nieuwe operator actief in prioriteit 4

HOOFDSTUK X. Slotbepaling

Art. 11

Dit pact treedt in werking op 1 januari 2024 voor een periode van 5 jaar onder voorbehoud van beschikbaarheid van de jaarlijkse begrotingskredieten.

Opgemaakt in Brussel op XXX in twee exemplaren.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Nawal BEN HAMOU,
Lid van het College bevoegd voor sociale samenhang

Voor het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek,
De heer Karim Sheikh Hassan,
Schepen

Mevrouw Annick Petit,
Gemeentesecretaris

Overeenkomst in verband met de lokale coördinatiestructuur tussen de gemeente Etterbeek en de Franse Gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar diensten

HOOFDSTUK I: Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze overeenkomst wordt gesloten in uitvoering van artikel 118 van het besluit van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang.

Ze wordt gesloten tussen:

1. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Karim Sheikh Hassan, schepenen bevoegd voor Sociale Cohesie, hierna “de gemeente” genoemd, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris.
2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door mevrouw Nawal BEN HAMOU, lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang.

HOOFDSTUK II: Voorwerp van de overeenkomst

Art. 2

Deze overeenkomst heeft tot doel de opdrachten van de lokale coördinatiestructuur, haar organisatie en haar evaluatie te bepalen.

Art. 3 De lokale coördinatiestructuur wordt vertegenwoordigd door de gemeentedienst Sociale Cohesie, gelegen in het gemeentehuis van Etterbeek, Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek.

HOOFDSTUK III: Samenwerkingsvoorwaarden

Art. 4 Rol van de lokale coördinatiestructuur

De lokale coördinatiestructuur wordt ermee belast de activiteiten van de erkende operatoren voor sociale samenhang die op haar grondgebied actief zijn te coördineren, op administratief vlak bij te staan, te ondersteunen bij de ontwikkeling van hun acties op het lokale grondgebied en te evalueren. De lokale coördinatiestructuur vormt de tussenpersoon tussen het College en zijn diensten, de in aanmerking komende gemeente, de erkende operatoren en de actoren die verzocht worden deel te nemen aan het lokaal overlegplatform.

Art. 5 Verbintenissen van de lokale coördinatiestructuur

§1. De gemeente richt een lokale coördinatiestructuur op die kan worden gefinancierd door de diensten van het College. De vereniging die deze rol vervult houdt zich aan het principe van gendergelijkheid, de waarden en principes van de mensenrechten en de Grondwet en de rechten van het kind.

§2. De lokale coördinatiestructuur verbindt zich tot het volgende:

1. In het kader van haar opdracht voor de organisatie van de coördinatie van de activiteiten van de erkende operatoren:

- Netwerkvorming met de erkende operatoren en in partnerschap samenwerken;
- Zorgen voor een coherente organisatie en spreiding van de activiteiten van de erkende operatoren;
- Zorgen voor een goede uitwisseling van informatie tussen operatoren van de prioritaire krachtlijnen 1 en 2 over de beschikbare plaatsen met als doel de doeltreffendheid en de afstemming tussen vraag en aanbod te waarborgen;
- Andere operatoren die activiteiten ontwikkelen in verband met de doelstellingen van de sociale samenhang verwelkomen, oriënteren en informeren;
- Actuele informatie verspreiden over de in de gemeente aangeboden activiteiten, toegankelijk en zichtbaar voor alle actoren en het publiek, met name via sociale media.

1. In het kader van haar opdracht voor de begeleiding van de operatoren voor sociale cohesie op administratief vlak:

- Helpen bij het opstellen van een subsidieaanvraag in het kader van een projectoproep voor sociale cohesie of een erkenningsaanvraag;
- De operatoren helpen bij het opstellen van een dossier met bewijsstukken en informatie verstrekken over de uitgaven;
- Helpen bij het opstellen van een activiteitenverslag;
- Modellen van partnerschapsovereenkomsten ter beschikking stellen van de operatoren en zorgen voor de opvolging en de naleving van de geldende regels op het vlak van sociale cohesie (bijvoorbeeld het verbod op onderaanneming); een kopie aan de dienst Sociale Cohesie bezorgen;

1. In het kader van haar opdracht voor de ondersteuning van de erkende operatoren bij de ontwikkeling van acties voor sociale cohesie kan zij in het bijzonder:

- De erkende operatoren informeren over de verschillende opleidingen in verband met de prioritaire krachtlijnen;
- De erkende operatoren informeren over de pedagogische instrumenten en methodologieën in verband met de prioritaire krachtlijnen in samenwerking met de gewestelijke centra voor sociale samenhang (CRAcS, CRÉDAF en CRÉDASC);
- Zich informeren en opleiden volgens over ontwikkelingen in de sector;

- Workshops organiseren voor de uitwisseling van praktijken;
- De erkende operatoren informeren over de mogelijkheden om zich aan te sluiten bij een federatie;
- Informeren over de verschillende projectoproepen;
- Informeren over vragen in verband met het beheer van een vzw (evolutie van de wetgeving over vzw's, boekhoudkundige vragen...);
- Informeren over de verschillende mogelijke financieringsbronnen voor sociale cohesie of via andere sectoren;

1. In het kader van haar opdracht voor de evaluatie van de erkende operatoren:

- Nagaan of de ingezette middelen (kwalificaties van het personeel, opleiding van het personeel, gebruikte leermiddelen, lokalen, enz.) in overeenstemming zijn met de doelstellingen van het vijfjarig actieplan van de erkende operatoren en met die van de lokale coördinatiestructuur zoals vastgelegd in het lokaal pact en de lokale diagnose.
- Aan het eind van elke erkenningsperiode een retrospectief evaluatierooster opstellen voor elke erkende operator op zijn grondgebied.
- Een toekomstgericht evaluatierooster opstellen voor elke kandidaat-operator op zijn grondgebied die een nieuwe erkenning aanvraagt of een lokale erkenning wil hernieuwen.

§3. De lokale coördinatiestructuur zorgt bovendien voor:

1° Het voortdurend bijwerken van de informatie over het sociale aanbod op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

2° Een permanente analyse van de problemen en behoeften op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente en het opstellen van een jaarverslag, voor 30 juni van het volgende jaar en voor de eerste keer op 30 juni 2024, voor het College, van de sectie “Sociale Samenhang” van de Franstalige Brusselse Adviesraad, van het gewestelijk centrum voor sociale samenhang (Centre régional d'appui de la cohésion sociale - CRAcs), van de gemeenteraad en van de raad voor maatschappelijk welzijn van de in aanmerking komende gemeente. De coördinatiestructuur maakt om de vijf jaar een lokale diagnose en vergelijkt het aanbod en de behoeften op het grondgebied van de gemeente;

3° de organisatie en de opvolging van het lokaal overlegplatform met de verschillende actoren voor sociale cohesie;

4° de vertegenwoordiging van het lokaal overlegplatform in verschillende intersectoriale organen die de ontzuiling en de transversaliteit bevorderen;

5° de link tussen de lokale sector van de sociale samenhang en de andere lokale actierreinen, meer bepaald op het vlak van sociale actie, preventie, de opvang van nieuwkomers, onderwijs, de preventie van schoolverzuim, vrijetijdsopvang, de jeugd, cultuur, opleiding, socio-professionele inschakeling, huisvesting, mobiliteit, gezondheid en het intergenerationele aspect;

6° de coherentie van de door de operatoren voor sociale samenhang gevoerde acties tussen de verschillende wijken van de in aanmerking komende gemeente en de aangrenzende wijken van de naburige gemeenten;

7° het informeren van de burgers van de in aanmerking komende gemeente en de openbare actoren en verenigingen over het dienstenaanbod van de erkende operatoren voor sociale samenhang;

8° het informeren van de erkende operatoren op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente over het opleidingsaanbod voor professionelen en vrijwilligers, de mogelijkheid om partnerschappen op te zetten, de intersectorale activiteiten, networking, enz.

§4. De lokale coördinatie verzorgt het secretariaat van het lokaal overlegplatform. Het lokaal overlegplatform komt minstens 3 keer per jaar samen. Als de gemeente niet beschikt over een lokale coördinatie, wordt het secretariaat waargenomen door de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang. De lokale coördinatiestructuur moet alle documenten die nodig zijn met het oog op een vlot verloop van de vergaderingen en de besluitvorming ter beschikking stellen van de

leden van het lokale overlegplatform en stelt het verslag op van de vergaderingen van het lokale overlegplatform en bezorgt een goedgekeurde versie daarvan aan alle leden van het lokale overlegplatform.

De lokale coördinatiestructuur is lid van de kamer van de lokale coördinatiestructuren. Ze komt minstens 3 keer per jaar samen. Het secretariaat ervan wordt ieder jaar op basis van een beurtrol in de alfabetische volgorde van de in aanmerking komende gemeenten waargenomen door een lokale coördinatiestructuur die lid is van de kamer.

§5. Boven op de opdrachten die zijn bepaald door het decreet ken de gemeente de volgende bijkomende opdrachten toe aan de lokale coördinatiestructuur:

- Het publiek bewustmaken van de sociale samenhang en het samenleven op het grondgebied van Etterbeek;
- Ontmoeting, dialoog en networking tussen verenigingen en gemeentediensten bevorderen (PIC-nics, vergaderingen, informatie via e-mail, enz.);
- Gemeentelijke projecten voor sociale cohesie organiseren (Najaar van de Solidariteit, opleidingen, enz.) en meewerken aan diverse projecten die plaatsvinden in de gemeente (Ducasse, enz.);
- Financiële en logistieke ondersteuning bieden aan projecten die worden aangeboden door de verenigingen (subsidies, Najaar van de Solidariteit, enz.);

§6. De lokale coördinatiestructuur stelt haar jaarverslag op voor 30 juni van het volgende jaar in de vorm die bepaald is door de diensten van het College. Dat verslag bevat ten minste:

1° Elementen in verband met het voortdurend bijwerken van de informatie over het sociale aanbod op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

2° Elementen in verband met de permanente analyse van de problemen en behoeften op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;

3° Een verslag van de verschillende vergaderingen van het lokaal overlegplatform en de acties in verband met de vertegenwoordiging van het lokaal overlegplatform in verschillende intersectoriale organen;

4° Elementen van analyse in verband met de lokale sector van de sociale samenhang en de andere lokale actieterreinen, meer bepaald op het vlak van sociale actie, preventie, de opvang van nieuwkomers, onderwijs, de preventie van schoolverzuim, vrijetijdsopvang, de jeugd, cultuur, opleiding, socio-professionele inschakeling en het intergenerationele aspect;

5° Elementen in verband met de coherentie van de door de operatoren voor sociale samenhang gevoerde acties tussen de verschillende wijken van de in aanmerking komende gemeente en de aangrenzende wijken van de naburige gemeenten;

6° Elementen in verband met de ondernomen acties om de burgers te informeren.

Art. 6 Verbintenissen van de diensten van het College

In het kader van deze overeenkomst verbinden de diensten van het College zich ertoe:

- de administratieve informatie te verstrekken die nodig is om de rol van de lokale coördinatiestructuur optimaal te vervullen;
- samen te werken met de lokale coördinatiestructuur en de verenigingen voor de opvolging en de evaluatie van de erkende operatoren.

HOOFDSTUK IV: Kwalificaties van het personeel dat ingezet wordt voor de opdrachten

De lokale coördinatiestructuur beschikt over de volgende kwalificaties (voorstelling van het organigram van de lokale coördinatiestructuur):

- Clémentine König - Coördinatrice
- Alix Delorme - Administratief assistente

HOOFDSTUK V: Subsidie

NVT

HOOFDSTUK VI: Bepalingen in verband met wijziging en ontbinding

Artikel 9.

Het College en de lokale coördinatiestructuur kunnen deze overeenkomst in onderling akkoord met onmiddellijke ingang ontbinden ofwel kan één van beide partijen haar ontbinden, op voorwaarde dat zij een opzeggingstermijn van maximaal een jaar of minstens tot het einde van het lopende jaar in acht neemt.

HOOFDSTUK VII: Inspectie en controle

Artikel 10.

De vereniging moet de ambtenaren van de diensten van het College die belast zijn met de controle op de toepassing van de wetgeving inzake sociale samenhang vrije toegang garanderen tot haar gebouwen en tot de documenten die nodig zijn voor de uitvoering van hun controleopdracht.

HOOFDSTUK VIII: Slotbepalingen

Artikel 11.

Deze overeenkomst treedt in werking op xxx voor een periode van onbepaalde duur onder voorbehoud van beschikbaarheid van de jaarlijkse begrotingskredieten.

Opgemaakt in Brussel op in drie exemplaren.

Voor de gemeente,
De heer Karim Sheikh Hassan, schepen
Mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Mevrouw Nawal Ben Hamou,
Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

18 Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » - Nouveau plan de pilotage modifié suivant les recommandations du Délégué aux Contrats d'Objectifs (DCO) - Approbation

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 19/12/2022 approuvant le plan de pilotage élaboré par le Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » ;

Considérant que le plan de pilotage susvisé a été soumis à l'analyse du Délégué aux Contrats d'Objectifs (DCO) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en vue de sa contractualisation ;

Considérant que le DCO a formulé 11 recommandations (reprises aux pages 84 et 85 du document ci-annexé) ;

Considérant que le plan de pilotage a dès lors été modifié par la direction en collaboration avec l'ensemble de l'équipe pédagogique, conformément aux recommandations du DCO ; que le nouveau plan de pilotage a été soumis à l'avis (non contraignant) de la commission paritaire locale du

06/04/2023 ; qu'il devra ensuite être soumis aux instances de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant le 03/05/2023 ;

DECIDE d'approuver le nouveau plan de pilotage ci-annexé, élaboré par le Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » et, ce, conformément aux recommandations du Délégué aux Contrats d'Objectifs (DCO) de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Nieuw sturingsplan gewijzigd volgens de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomsten - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 19/12/2022 tot goedkeuring van het sturingsplan dat uitgewerkt werd door het Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard;

overwegende dat het bovengenoemd sturingsplan ter analyse werd voorgelegd aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomsten van de Federatie Wallonië-Brussel met het oog op de contractualisering van het plan;

overwegende dat de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst 11 aanbevelingen heeft geformuleerd (op pagina 84 en 85 van het bijgevoegde document);

overwegende dat het sturingsplan bijgevolg werd gewijzigd door de directie in samenwerking met het voltallige pedagogische team in overeenstemming met de aanbevelingen van de afgevaardigde van de doelstellingen overeenkomst; dat dit nieuwe sturingsplan ter advies (niet-bindend) werd voorgelegd aan de lokale paritaire commissie van 06/04/2023; dat het vervolgens voorgelegd zal moeten worden aan de instanties van de Federatie Wallonië-Brussel voor 03/05/2023;

BESLIST om het bijgevoegde nieuwe sturingsplan, opgesteld door het Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard volgens de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomsten van de Federatie Wallonië-Brussel goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

CESE_PLAN_PILOTAGE_03-04-2023_VF.pdf

Culture - Cultuur

19 Convention de partenariat dans le cadre d'un soutien de Visitbrussels pour la fête de l'Iris 2023

Le Conseil Communal,

Considérant la volonté du service culture francophone d'organiser la fête de l'Iris décentralisé dans les communes le 6 mai 2024 ;

Considérant le soutien de Visitbrussels à hauteur de 1000 euros par commune participante ;

Considérant l'envoi d'une convention de partenariat à faire signer par les représentants de la commune avec Visitbrussels ;

Décide d'approuver la convention de partenariat.

Convention de partenariat

Entre

1) l'ASBL visit.brussels, dont le siège social est établi 2-4 Rue Royale à 1000 Bruxelles, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0600.885.207, représentée par Monsieur Patrick BONTINCK, en sa qualité de CEO, ci-après dénommée « visit.brussels »,

et

2) La commune de Etterbeek, dont le siège social est établi Av. des Casernes 31, 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, en sa qualité de Bourgmestre et Annick PETIT, en sa qualité de Secrétaire Communal,

ci-après dénommée « la Commune »,

ci-après collectivement dénommées « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

visit.brussels est l'agence de promotion et de communication bruxelloise dédiée au rayonnement touristique, culturel et événementiel de la Région de Bruxelles-Capitale, à la création d'expériences valorisant ses nombreux atouts et à l'accueil qualitatif de ses visiteurs qu'il s'agisse de touristes de loisir et d'affaires ou d'associations internationales. Elle dynamise la ville et crée des expériences uniques tant pour ses habitants que pour ses visiteurs.

Dans le cadre de ses missions, visit.brussels produit et coproduit des événements destinés à renforcer l'image de la Région. Ces événements sont directement liés aux thèmes affinitaires comme par exemple le patrimoine.

La Fête de l'Iris, coproduit par visit.brussels, est la fête de la Région de Bruxelles-Capitale. Le week-end du 06 et 07 mai 2023, cette grande fête rassemblera tous les bruxellois au sein de leur Région et invitera les visiteurs à venir faire la fête ensemble, gratuitement.

Pour l'édition 2023, visit.brussels souhaite relancer la Fête de l'Iris dans les communes. Anciennement « Bruxelles Bienvenue », cet événement fait partie de la Fête de l'Iris et a pour objectif de témoigner ensemble du bouillonnement culturel, de décentraliser le tourisme en mettant en avant les 19 communes et d'attirer les locaux et touristes nationaux.

La présente convention (ci-après : « Convention ») a pour objet de définir les modalités d'une collaboration entre les Parties dans le cadre de la Fête de l'Iris.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

La collaboration entre les Parties est consolidée par un marché de faible montant passé conformément à l'article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, motivé par le fait que le montant estimé de la dépense du marché, hors taxe sur la valeur ajoutée, est inférieur à EUR 30.000.

Le présent marché public comporte un lot unique portant sur le développement d'un programme riche en découvertes/offres 360 degrés dans le cadre de l'édition 2023 de la Fête de l'Iris.

Article 2. Prix

Le marché public en question est passé sous forme d'un marché à prix global, à savoir sous forme d'une somme forfaitaire unique, avec un détail précis.

Les missions faisant l'objet du présent marché public s'exécuteront moyennant le paiement d'un montant de EUR 1.000 net, étant donné que la TVA ne s'applique pas.

La Commune est censée inclure dans le prix précité tous les frais possibles nécessaires à la réalisation du marché.

Article 3. La facturation et du paiement

La Commune en sa qualité de l'adjudicataire du présent marché public, envoie une déclaration de créance à invoice@visit.brussels avec en copie al.cornet@visit.brussels.

Le paiement sera effectué sur un compte ouvert au nom de la Commune auprès d'un établissement financier, dans un délai de 60 jours fin de mois, à compter de la date à laquelle visit.brussels sera en possession de la déclaration de créance établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

La déclaration de créance devra permettre l'identification des éléments suivants :

- le numéro d'engagement et/ou le n° PO ainsi que le numéro d'ordre interne fournis par visit.brussels ;
- le détail des prestations facturées ;
- le détail du montant facturé hors taxe ;
- les coordonnées de la Commune (dénomination, adresse et numéro de compte bancaire) ;
- les coordonnées d'une personne de contact (nom, courriel, téléphone).

Afin d'accélérer le processus de paiement, la Commune fait parvenir à visit.brussels une attestation bancaire de son compte.

Article 4. Durée et résiliation

La présente Convention, et avec elle le présent marché public, entre en vigueur à la date de sa signature et prend fin avec le paiement du montant de la déclaration de créance par visit.brussels.

Article 5. Responsabilité et assurances

Les Parties conviennent expressément que leur collaboration n'est en aucune façon constitutive d'une société et a fortiori d'une société en nom collectif. Les conditions de leur collaboration et leur responsabilité seront en conséquence régies et limitées par les seules dispositions de la Convention.

Les Parties sont tenues, pendant toute la durée de la Convention, de souscrire les polices d'assurance couvrant l'étendue de leur responsabilité et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui leur sont confiées au titre de la Convention.

Article 6. Divers

La Convention ne pourra être modifiée que moyennant un avenant signé par les Parties.

L'éventuelle nullité qui entacherait, en tout ou en partie, l'une ou l'autre disposition de la Convention n'entraînerait pas la nullité de l'ensemble de la disposition partiellement valable ni celle des autres dispositions de la Convention.

Les Parties s'engagent à déployer tous leurs efforts en vue de remplacer la disposition nulle par une disposition valable et conforme qui, eu égard aux limites économiques, juridiques et commerciales, permet d'atteindre les mêmes objectifs que celle qui a été déclarée nulle.

La Convention constitue l'intégralité des accords entre Parties. Elle prime dès lors sur tout accord préalable intervenu entre Parties par écrit ou verbalement.

Article 7. Droit applicable et arbitrage

La Convention est soumise au droit belge.

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige auquel la présente Convention pourrait donner lieu, concernant notamment sa validité, son interprétation, son exécution ou sa résiliation. A défaut, tout litige qui ne pourrait être réglé à l'amiable par les Parties, sera tranché par un tribunal arbitral composé d'un arbitre. L'arbitre sera désigné (i) par consentement mutuel des Parties dans les 10 jours qui suivent le début de la procédure (ii) ou par le CEPANI (le Centre belge d'arbitrage et de médiation) en cas d'absence de désignation par consentement mutuel à l'issue du délai de 10 jours précités. L'arbitre statuera conformément au droit belge. Les frais de l'arbitrage et d'expertise seront à charge de la Partie perdante, et en cas de difficulté d'application, répartis entre les Parties dans la proportion qui sera arbitrée par l'arbitre.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 2023 en 2 exemplaires,

Pour visit.brussels,

Patrick BONTINCK,
Annick PETIT,

CEO
Secrétaire Communale

Pour la Commune,

Vincent DE WOLF,

Bourgmestre

Partnerschapsovereenkomst voor de ondersteuning van Visitbrussels voor het Irisfestival 2023

De gemeenteraad,

overwegende dat de dienst Franstalige Cultuur het Irisfeest wil organiseren dat op 6 mei 2024 plaatsvindt in alle gemeenten;

gelet op de steun van Visit Brussels van 1.000 euro per deelnemende gemeente;

gelet op de partnerschapsovereenkomst met Visit Brussels die door de vertegenwoordigers van de gemeente moet worden ondertekend (overeenkomst in bijlage);

BESLIST om de partnerschapsovereenkomst goed te keuren.

Partnerschapsovereenkomst

Tussen

1) de vzw visit.brussels, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Koningsstraat 2-4 in 1000 Brussel, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0600.885.207, vertegenwoordigd door de heer Patrick BONTINCK in zijn hoedanigheid van CEO, hierna "visit.brussels" genoemd,

en

2) De gemeente Etterbeek, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Kazernenlaan 31 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, in zijn hoedanigheid van burgemeester en Annick PETIT, in haar hoedanigheid van gemeentesecretaris,

hierna "de gemeente" genoemd,

hierna samen "de partijen" genoemd,

WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT:

visit.brussels is het promotie- en communicatiebureau van Brussel en houdt zich vooral bezig met de promotie van toerisme, cultuur en evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het creëren van belevingen die de vele troeven van Brussel uitspelen en de kwalitatieve ontvangst mensen die Brussel bezoeken, of het nu gaat om vrijetijdstoeristen, zakentoeeristen of om internationale verenigingen. Het agentschap geeft de stad dynamiek en creëert unieke ervaringen voor zowel inwoners als bezoekers.

In het kader van zijn opdrachten organiseert visit.brussels en werkt het mee aan evenementen die het imago van het Gewest versterken. Die evenementen zijn rechtstreeks gelinkt aan de affinitaire thema's zoals het erfgoed.

Het Irisfeest, dat mee georganiseerd wordt door visit.brussels, is het feest van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Tijdens het weekend van 6 en 7 mei 2023 zal dit grote feest alle Brusselaars samenbrengen in hun Gewest en de bezoekers uitnodigen om samen te komen feest vieren en dat gratis.

Voor de editie van 2023 wil visit.brussels het Irisfeest opnieuw lanceren in de gemeenten. Het evenement, dat vroeger “Welkom Brussel” heette, maakt deel uit van het Irisfeest en heeft tot doel de culturele levendigheid te tonen, het toerisme te decentraliseren door de 19 gemeenten onder de aandacht te brengen en lokale en nationale toeristen aan te trekken.

Deze overeenkomst (hierna “Overeenkomst”) heeft tot doel de voorwaarden van een samenwerking tussen de Partijen in het kader van het Irisfeest vast te leggen.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Voorwerp

De samenwerking tussen de Partijen wordt geconsolideerd door een overheidsopdracht van beperkte waarde, gegund in overeenstemming met artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, gemotiveerd door het feit dat het geraamde bedrag van de uitgaven voor de opdracht, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, minder dan 30.000 euro bedraagt. Deze overheidsopdracht omvat één perceel voor de ontwikkeling van een programma dat rijk is aan 360 graden ontdekkingen/aanbiedingen in het kader van de editie 2023 van het Irisfeest.

Artikel 2. Prijs

Deze overheidsopdracht in kwestie wordt gegund in de vorm van een opdracht tegen globale prijs, dat wil zeggen in de vorm van één enkel forfaitair bedrag, met precieze details.

De taken waarop deze overheidsopdracht betrekking heeft, worden uitgevoerd tegen betaling van een bedrag van 1.000 euro netto, aangezien de btw niet van toepassing is.

De gemeente wordt geacht in bovengenoemde prijs alle mogelijke kosten op te nemen die nodig zijn voor de uitvoering van de opdracht.

Artikel 3. Facturatie en betaling

De gemeente, in haar hoedanigheid van opdrachtnemer van deze overheidsopdracht, stuurt een schuldvordering naar invoice@visit.brussels met in cc al.cornet@visit.brussels.

De betaling wordt verricht op een rekening die op naam van de gemeente bij een financiële instelling is geopend, binnen 60 dagen na het einde van de maand, te rekenen vanaf de datum waarop visit.brussels in het bezit is van de vastgestelde schuldvordering en van de eventuele andere vereiste documenten.

De schuldvordering moet de identificatie van de volgende elementen mogelijk maken:

- het verbintenisnummer en/of het PO-nummer en het door visit.brussels verstrekte interne bestelnummer
- details van de gefactureerde diensten
- details van het gefactureerde bedrag exclusief belastingen
- de gegevens van de gemeente (naam, adres en bankrekeningnummer)
- de gegevens van een contactpersoon (naam, e-mailadres, telefoonnummer).

Om de betalingsprocedure te versnellen, stuurt de gemeente visit.brussels een bankattest van haar rekening.

Artikel 4. Duur en ontbinding

Deze overeenkomst, en daarmee deze overheidsopdracht, treedt in werking op de datum van ondertekening en eindigt met de betaling van het bedrag van de schuldvordering door visit.brussels.

Artikel 5. Aansprakelijkheid en verzekering

De Partijen komen uitdrukkelijk overeen dat hun samenwerking in geen geval een vennootschap en a fortiori een vennootschap onder firma vormt. De voorwaarden van hun samenwerking en hun aansprakelijkheid worden bijgevolg uitsluitend geregeld en beperkt door de bepalingen van de Overeenkomst.

De Partijen zijn verplicht tijdens de gehele duur van de Overeenkomst verzekeringen af te sluiten die de omvang van hun aansprakelijkheid en alle risico's die inherent zijn aan de activiteiten die hun in het kader van de Overeenkomst zijn toevertrouwd, dekken.

Artikel 6. Varia

De Overeenkomst kan alleen worden gewijzigd door middel van een door de partijen ondertekend aanhangsel.

Als een bepaling van de Overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig is, betekent dit niet dat de gehele gedeeltelijk nietige bepaling nietig wordt, noch dat de andere bepalingen van de Overeenkomst nietig worden.

De partijen verbinden zich ertoe alles in het werk te stellen om de nietige bepaling te vervangen door een geldige en conforme bepaling die, rekening houdend met de economische, juridische en commerciële beperkingen, dezelfde doelstellingen bereikt als de nietig verklaarde bepaling.

De Overeenkomst vormt de gehele afspraken tussen de Partijen. Ze heeft bijgevolg voorrang op alle eerdere schriftelijke of mondelinge afspraken tussen de Partijen.

Artikel 7. Toepasselijk recht en arbitrage

De Overeenkomst is onderworpen aan het Belgische recht.

De Partijen trachten elk geschil waartoe deze Overeenkomst aanleiding kan geven, met name

betreffende de geldigheid, de interpretatie, de uitvoering of de ontbinding ervan, in der minne op te lossen. Zo niet, dan wordt over elk geschil dat door de Partijen niet in der minne kan worden opgelost, een beslissing genomen beslecht door een scheidsrecht dat bestaat uit één arbiter. De arbiter wordt aangesteld (i) met wederzijdse instemming van de Partijen binnen 10 dagen na het begin van de procedure (ii) of door CEPANI (het Belgisch Centrum voor Arbitrage en Mediatie) indien na afloop van de genoemde periode van 10 dagen geen wederzijdse instemming is bereikt voor de aanstelling van een arbiter. De arbiter neemt beslissingen overeenkomstig het Belgische recht. De kosten van de arbitrage en van de expertise worden gedragen door de verliezende Partij, en in geval van toepassingsproblemen verdeeld tussen de Partijen in de door de arbiter te bepalen verhouding.

Opgemaakt in Brussel op 30 maart 2023 in 2 exemplaren,

Voor visit.brussels,

Patrick BONTINCK,
Annick PETIT,

CEO
Gemeentesecretaris

Voor de gemeente,

Vincent DE WOLF,

Burgemeester

Bibliothèques francophones - Franstalige Bibliotheken

20 Bibliothèque communale Hergé - Comptes 2022 et budget 2023 - Prise d'acte

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 7.437,-€ a été proposé en faveur de la bibliothèque communale « Hergé » au budget ordinaire de 2023 de la commune d'Etterbeek (art. 767/332-02/10) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des organismes subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Fédération Bruxelles-Wallonie – Culture et que, selon les termes du nouveau Décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2022 et le budget 2023 arrêtés par l'Assemblée générale de la bibliothèque communale « Hergé » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2022 et du budget 2023 de la bibliothèque communale « Hergé » tels qu'ils sont annexés à la présente.

Gemeentelijke bibliotheek Hergé - Rekeningen 2022 en begroting 2023 - Akteneming

De gemeenteraad,

overwegende dat een toelage van 7.437,-€ ten gunste van de Gemeentebibliotheek « Hergé » op

artikel 767/332-02/10 van de gewone begroting van 2022 van de Gemeente Etterbeek werd voorgesteld ;

aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van organismes gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

aangezien dat het om een instelling van de Federatie Brussel-Wallonië – Cultuur gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de begroting zullen vastgelegd worden op 31 december van elk jaar ;

gelet op de rekeningen van 2022 en de begroting van 2023 vastgelegd door de algemene bijeenkomst van de Gemeentebibliotheek “Hergé” ;

gelet op artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2022 en de begroting 2023 van de Gemeentebibliotheek “Hergé”.

1 annexe / 1 bijlage

DEM_BIBLIOTHEQUE_HERGE_COMPTES_2022_BUDGET_2023_VF.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

21 Chèques-taxis - Notification d'un subsidie

Le Conseil communal,

Considérant le règlement relatif à l’octroi de chèques taxis en faveur des personnes à mobilité réduite, voté par le Conseil Communal en sa séance du 20 octobre 2003, et modifié en sa séance du 21 février 2022 ;

Considérant la Convention approuvée par le Conseil communal le 24 janvier 2008 entre la commune d’Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale portant sur la création d’un chèque-taxi à valeur universelle à Bruxelles ;

Considérant l’arrêté ministériel signé par le Ministre-Président Rudy Vervoort octroyant une subvention à la commune d’Etterbeek pour l’acquisition des chèques-taxis à valeur universelle en 2023 (cf. annexe) ;

Considérant que le montant total du subsidie octroyé est de 5960 €, et que cette subvention sera liquidée en deux tranches (90 % et 10%) ;

Considérant qu’après approbation par le Conseil Communal, le présent subsidie sera notifié au service finances pour modification budgétaire ;

PREND ACTE de l’arrêté ministériel signé par le Ministre-Président Rudy Vervoort octroyant une subvention d’une valeur de 5960 € à la commune d’Etterbeek pour l’acquisition des chèques-taxis à valeur universelle en 2023.

Taxicheques – Kennisgeving van een subsidie

De gemeenteraad,

gelet op het reglement betreffende de toekenning van taxicheques aan personen met beperkte mobiliteit dat door de gemeenteraad werd goedgekeurd in zijn zitting van 20 oktober 2003 en werd gewijzigd in zijn zitting van 21 februari 2022 ;

gelet op de overeenkomst die door de gemeenteraad werd goedgekeurd op 24 januari 2008 tussen de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van een taxicheque met universele waarde in Brussel;

gelet op het ministerieel besluit ondertekend door minister-president Rudy Vervoort houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek voor de aankoop van taxicheques met universele waarde in 2023 (zie bijlage);

overwegende dat het totaalbedrag van de subsidie die wordt toegekend 5960 euro bedraagt en dat de subsidie in twee schijven zal worden uitbetaald (90% en 10%);

overwegende dat, na goedkeuring door de gemeenteraad, de dienst Financiën in kennis zal worden gesteld van deze subsidie voor een begrotingswijzigingen;

NEEMT AKTE van het ministerieel besluit ondertekend door minister-president Rudy Vervoort houdende toekenning van een subsidie ter waarde van 5960 euro aan de gemeente Etterbeek voor de aankoop van taxicheques met universele waarde in 2023.

1 annexe / 1 bijlage

AM_2023_ct_sibsidies_BI.pdf

Achats - Aankopen

22 **Service Public Régional de Bruxelles – Ordonnance du 16 juillet 1998 modifié par l’Ordonnance du 20 juillet 2016 relative à l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public – Programme Triennal d’Investissement 2022-2024 – Procès-verbal du Comité d’accompagnement - Confirmation**

Le conseil communal,

Vu l’ordonnance du 20 juillet 2016 modifiant l’ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l’octroie de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé, en séance du 20 janvier 2022, d’octroyer une dotation de 725.067,00 € pour le triennat 2022-2024 ;

Considérant que le Conseil communal a, en séance du 30 mai 2022, approuvé le programme triennal 2022-2024 repris ci-dessous :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2022	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Pervyse, Tervaete et Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Total subside sollicité			420.000,00 €

Considérant que le service des Travaux publics souhaite inscrire un nouveau point (n° 2) apparaissant dans le budget communal 2023, à savoir le renouvellement de trottoirs des rues de la Confiance,

Général Tombeur (côté pair entre la place du Rinsdelle et l'avenue Edouard de Thibault), Dekens (entre la rue du Cornet et l'avenue des Nerviens), Van Gele (entre la rue Champ du Roi et l'avenue de la Chasse), des Moissonneurs ;

Considérant que suite aux nouvelles dispositions de l'ordonnance modifiée, il convient de communiquer au Conseil communal le procès-verbal du Comité d'accompagnement relatif au PTIC 2022-2024 ;

Considérant que ce comité d'accompagnement s'est réuni ce 1er mars 2023 à 10h et que le procès-verbal établi par le Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux – Direction des Investissements est repris en annexe de la présente délibération ;

Considérant que le nouveau Programme Triennal d'Investissement 2022-2024 se présente comme suit :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2022	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Pervyse, Tervaete et Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
2023	2.	Voirie – Renouvellement des trottoirs « rues Confiance, Général Tombeur (côté pair entre la place du Rinsdelle et l'avenue Edouard de Thibault), Dekens (entre la rue du Cornet et l'avenue des Nerviens), Van Gele (entre la rue Champ du Roi et l'avenue de la Chasse), des Moissonneurs »	430.000,00 €	90%	387.000,00 €
		Total subside sollicité			807.000,00 €(*)

(*) limité à l'enveloppe de la DTI de 725.067,00 € octroyé.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

1. D'approuver la modification du Plan Triennal d'Investissements 2022-2024 repris dans les documents en annexe de la présente délibération par l'ajout du projet n° 2 (formulaire A et B) ;
2. De prendre connaissance du procès-verbal de la réunion du Comité d'accompagnement du 1er mars 2023 repris en annexe;
3. De solliciter le subside en temps utile auprès du Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux – Direction des Investissements

Cette délibération sera transmise au Pouvoir subsidiant.

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Ordonnantie van 16 juli 1998 gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de realisatie van investeringen van openbare nut aan te moedigen – Driejaarlijksplan 2022-2024 – Proces-verbaal van de Ondersteuningscommissie - Bevestiging

De Gemeenteraad,

Gezien de Ordonnantie van 20 juli 2016 wijzigend de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de uitvoering van investeringen van openbare nut aan te moedigen ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in haar zitting van 25 oktober 2018, beslist heeft een dotatie van 725.067,00 € op drie jaar 2022-2024 toe te kennen ;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 30 mei 2022 het driejaarlijkse programma 2022-2024, hieronder, heeft goedgekeurd :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2022	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Totaal aangevraagde subsidie			420.000,00 €

Overwegende dat dienst Openbare werken een nieuw project (n° 2) wenst in te schrijven dat verschijnt in de buitengewone begroting van 2023, te weten de vernieuwing van de voetpaden van de straten Vertrouwen, Generaal Tombeur (pare kant tussen Rinsdelleplein en Edouard de Thibaultlaan), Dekens (tussen Hoorn en Nerviërenlaan), Van Gele (tussen Koningveldstraat en Jachtlaan), Maaiersstraat;

Overwegende dat volgens de nieuwe bepalingen van de gewijzigde ordonnantie, dat het proces-verbaal van de ondersteuningscommissie gecommuniceerd moet worden aan de gemeenteraad met betrekking tot het GDIP 2022-2024;

Overwegende dat deze ondersteuningscommissie plaats heeft gehad deze 1 maart 2023 om 10u en dat het proces-verbaal opgesteld door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen – Directie voor Investeringsplan zich in bijlage van huidige beraadslaging bevindt;

Overwegend dat het nieuw Driejaarlijks Investeringsplan zich als zo voorstelt :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2022	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
2023	2.	Vernieuwing van de voetpaden « Vertrouwen, Generaal Tombeur (pare kant tussen Rinsdelleplein en Edouard de Thibault), Dekens (tussen Hoornstraat en Nerviërenlaan), Van Gele (tussen Koningveldstraat en Jachtlaan), Maaiersstraat	430.000,00 €	90%	387.000,00 €

		Totaal subsidie	aangevraagde			807.000,00 € (*)
--	--	----------------------------	---------------------	--	--	-------------------------

(*) beperkt aan de omslag DID van 725.067,00 € toegewezen

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

1. De wijziging van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 opgenomen in bijlage van huidige beraadslaging goed te keuren;
2. Kennis te nemen van het proces-verbaal in bijlage van de ondersteuningscommissie die samengekomen is op 1 maart 2023;
3. De subsidie tijdig aan te vragen bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen – Directie voor Investerings

Deze beraadslaging zal naar de Subsidiërende overheid verzonden worden.

3 annexes / 3 bijlagen

Programme triennal d'investissement formulaire-A (ajout d'un projet n° 2 - CC avril 2023).doc,

Programme triennal d'investissement formulaire-B pour le projet n° 2.doc,

PV_CA_01_Mars_2023_Etterbeek_PTI_2022_2024_REM_JBS_Et_2ème_REM_THY.docx

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

23 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 249 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour approbation des dépenses

Le conseil communal,

Considérant que le budget communal 2023 n'est pas encore validé par la tutelle financière régionale ;

Considérant que des travaux impératifs ont dû être entrepris afin d'éviter toute dégradation supplémentaire aux bâtiments communaux;

Considérant que le Collège des Bourgmestres et Echevins a pris la décision qui s'impose au vu de l'urgence en matière de sécurité des occupants et que cette autorité doit communiquer cette décision pour information au Conseil communal afin de savoir si celui-ci autorise ou non cette dépense ;

Considérant que les travaux concernés sont les suivants :

1. Garage communal : Réparation au niveau de la toiture principale et de la coupole (grosses infiltrations) - Montant de la dépense : 14.840,65 € hors TVA (régime TVA co-contractant) - Décision Collège du 20 mars 2023
2. Ecole "Paradis des Enfants" - Intervention urgente sur toiture principale à hauteur des corniches (risque de chute + infiltrations importantes) - Montant de la dépense : 12.259,96 € hors TVA (régime TVA co-contractant) - Décision Collège du 12 avril 2023

Considérant que ces marchés a fait l'objet d'un marché public de faible montant ;

Considérant que les dépenses pourront être imputées au budget extraordinaire de 2023, articles

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE d'approuver les décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'application de l'article 249 de la nouvelle loi communale, pour les travaux repris supra et les dépenses y afférentes.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter goedkeuring van de uitgaven

De Gemeenteraad

Overwegende dat de gemeentelijke begroting 2023 nog niet goedgekeurd is door de gewestelijke financiële toezichthoudende overheid;

Overwegende dat noodzakelijke werken aanvangt moesten worden om elke bijkomende beschadiging te vermijden aan gemeentelijke gebouwen;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de nodige beslissing heeft genomen gezien de urgentie inzake veiligheid van de bewoners en dat deze autoriteit de beslissing moet communiceren ter informatie aan de Gemeenteraad om te weten als deze de uitgave wel of niet toelaat;

Overwegende dat de betrokkene werken de volgende zijn:

1. Gemeentelijke garage : Herstelling op niveau van het hoofddak en van de koepel (grote infiltraties) – Bedrag van de uitgave : 14.840,65 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant) - Beslissing College van 20 maart 2023
2. School “Paradis des Enfants” : Dringende interventie op het hoofddak ter hoogte van de kornissen (valrisico + belangrijke infiltraties) - Bedrag van de uitgave : 12.259,96 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant) - Beslissing College van 12 april 2023

Overwegende dat deze opdrachten het voorwerp gemaakt hebben van een overheidsopdracht van beperkte waarde ;

Overwegende dat de uitgaven in rekening gebracht zullen worden op de buitengewone begroting van 2023, artikel 124/724-60 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST de beslissingen genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, door aanpassing van het artikel 249 van de nieuwe gemeentewet, voor de werken supra goed te keuren alsook de daarmee samenhangende uitgaven.

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 24 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Senghor le 2 et 3 mai 2023 en vue de se rendre à Funoase (Leuven), le 5 mai 2023 en vue de se rendre à Sortilège, le 8 et 9 mai 2023 en vue de se rendre au Sportoase de Lijster, et le 12 mai 2023 en vue de se rendre au zoo d'Anvers.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une quatrième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Senghor le 2 et 3 mai 2023 en vue de se rendre à Funoase (Leuven), le 5 mai 2023 en vue de se rendre à Sortilège, le 8 et 9 mai 2023 en vue de se rendre au Sportoase de Lijster, et le 12 mai 2023 en vue de se rendre au zoo d'Anvers.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et le Senghor
Représentée par Madame Chafik Bouchra
Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 52 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek et les communes de Leuven, Londerzeel et Anvers les 2, 3, 5, 8, 9, 12 mai 2023.

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale

d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen/retour) aan Senghor op 2 en 3 mei 2023 om naar Funoase (Leuven) te gaan, op 5 mei 2023 om naar Sortilège te gaan, op 8 en 9 mei 2023 om naar Sportoase de Lijster te gaan, en op 12 mei 2023 om naar Zoo Antwerpen te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de vierde aanvraag van dit jaar;

Overwegende dat HET SENGHOR gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 2 en 3 mei 2023 om naar Funoase (Leuven) te gaan, op 5 mei 2023 om naar Sortilège te gaan, op 8 en 9 mei 2023 om naar Sportoase de Lijster te gaan, en op 12 mei 2023 om naar Zoo Antwerpen te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En HET SENGHOR
Vertegenwoordigd door Mevrouw Chafik Bouchra
Waverse Steenweg 23
1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 52 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek en Leuven, Londerzeel en Antwerpen op 2, 3, 5, 8, 9, 12 mei 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
Réservation bus .msg*

25 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la 30ème Sainte Gertrude le 21 mai 2023 en vue de se rendre à Wavre.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la 30ème Sainte Gertrude le 21 mai 2023 en vue de se rendre à Wavre.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 30ème Sainte Gertrude :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et La 30ème Sainte Gertrude
Représentée par Madame Alice PROCES
Rue Doyen Boone 4
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la 30ème Sainte Gertrude , entre Etterbeek et Wavre le 21 mai 2023.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 30ème Sainte Gertrude .

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 30ème Sainte Gertrude intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 30ème Sainte Gertrude

La 30ème Sainte Gertrude s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 30ème Sainte Gertrude devra le remettre dans l'état où elle l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 30ème Sainte Gertrude est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 30ème Sainte Gertrude est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, La Quatrième troupe est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de La 30ème Sainte Gertrude ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 30ème Sainte Gertrude est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor de 30e Sainte Gertrude op 21 mei 2023 om naar Wavre te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de 30e Sainte Gertrude gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zondag 21 mei 2023 naar Wavre te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de 30e Sainte Gertrude goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en De 30e Sainte Gertrude

Vertegenwoordigd door Mevrouw Alice PROCES

Doyen Boonestraat 4

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus

voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 30e Sainte Gertrude, tussen Etterbeek en Wavre op zondag 21 mei 2023; Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 30e Sainte Gertrude.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 30e Sainte Gertrude komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 30e Sainte Gertrude

De 30e Sainte Gertrude verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de 30e Sainte Gertrude de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 30e Sainte Gertrude aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 30e Sainte Gertrude moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 30e Sainte Gertrude de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 30e Sainte Gertrude of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 30e Sainte Gertrude is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de transport bus pour l'unité scout de la 30ème Sainte Gertrude_.msg

26 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABELKOT le jeudi 22 juin 2023 en vue de se rendre à La Hulpe.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABELKOT en vue de se rendre le jeudi 22 juin 2023 à La Hulpe ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABELKOT

Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABELKOT, entre Etterbeek et La Hulpe en date du 22 juin 2023
Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME BABELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABELKOT

L'ASBL WELCOME BABELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL WELCOME BABELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW WELCOME BABELKOT op donderdag 22 juni 2023 naar La Hulpe te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de tweede aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 22 juni 2023 naar La Hulpe te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABELKOT

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABELKOT, tussen Etterbeek en La Hulpe op donderdag 22 juni 2023;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het VZW WELCOME BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABELKOT.

Het VZW WELCOME BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het VZW WELCOME BABELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande bus communal.msg

- 27 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Logement et Harmonie sociale (LHS) le 27 avril 2023 en vue de se rendre à Floralia, le 5 mai 2023 en vue de se rendre à la Ferme de la Vallée, le 13 juillet 2023 en vue de se rendre à Blankenberge, le 28 septembre 2023**

en vue de se rendre au Jardin Botanique "Jean Massart".

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande en 2023 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Logement et Harmonie sociale (LHS) le 27 avril 2023 en vue de se rendre à Floralia, le 5 mai 2023 en vue de se rendre à la Ferme de la Vallée, le 13 juillet 2023 en vue de se rendre à Blankenberge, le 28 septembre 2023 en vue de se rendre au Jardin Botanique "Jean Massart". ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Madame Giulia PUTOTO

Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE, entre Etterbeek et
Floralia le 27 avril 2023,
Ferme de la Vallée le 5 mai 2023
Blankenberge le 13 juillet 2023
Jardin Botanique "Jean Massart" le 28 septembre 2023

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen

et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW Logement et Harmonie sociale op 27 april 2023 om naar Floralia te gaan, op 5 mei 2023 om naar la Ferme de la Vallée te gaan, op 13 juli 2023 om naar Blankenberge te gaan, op 28 september 2023 om naar Jardin Botanique "Jean Massart" te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2023 gaat;

Overwegende dat de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS) vraag om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 27 april 2023 om naar Floralia te gaan, op 5 mei 2023 om naar la Ferme de la Vallée te gaan, op 13 juli 2023 om naar Blankenberge te gaan, op 28 september 2023 om naar Jardin Botanique "Jean Massart" te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de vzw "Logement et Harmonie sociale" goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale

Mevrouw Giulia PUTOTO

Generaal Tombeurstraat 47

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Logement et Harmonie sociale" tussen Etterbeek en Floralia op 27 april 2023, La Ferme de la Vallée op 5 mei 2023, Blankenberge op 13 juli 2023, Jardin Botanique "Jean Massart" op 28 september 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Logement et Harmonie sociale".

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Logement et Harmonie sociale" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw "Logement et Harmonie sociale"

De vzw "Logement et Harmonie sociale" verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar-

en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Logement et Harmonie sociale de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Logement et Harmonie sociale aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Logement et Harmonie sociale de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Logement et Harmonie sociale is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

LHS Demande de bus.msg

28 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Senghor le 27 mai 2023 en vue de se rendre au château de Beloeil et le 15 juin 2023 en vue de se rendre à Pairi Daiza**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Senghor le 27 mai 2023 en vue de se rendre au Château de Beloeil et le 15 juin 2023 en vue de se rendre à Pairi Daiza.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et le Senghor
Représentée par Madame Chafik Bouchra
Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek et la province de Hainaut le 27 mai et le 15 juin 2023 .

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les

documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Senghor op 27 mei 2023 om naar het Château de Beloeil te gaan en op 15 juni 2023 naar Pairi Daiza.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de vierde aanvraag van dit jaar;

Overwegende dat HET SENGHOR gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 27 mei 2023 om naar het Château de Beloeil te gaan en op 15 juni 2023 om naar Pairi Daiza te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En HET SENGHOR
Vertegenwoordigd door Mevrouw Chafik Bouchra
Waverse Steenweg 23
1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek en de provincie Henegouwen op 27 mei en 15 juni 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de

duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
bus communal.msg*

29 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la quatrième troupe le 28 avril 2023 (aller) et le 30 avril 2023 (retour) en vue de se rendre à Eghezée.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la Quatrième Troupe le 28 avril 2023 (aller) et le 30 avril 2023 (retour) en vue de se rendre à Eghezée.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Quatrième Troupe :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Quatrième Troupe
Représentée par Monsieur Loïc ROBERT
Rue Père Eudore Devroye, 12
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la Quatrième Troupe, entre Etterbeek et Eghezée les 28 et 30 avril 2023.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Quatrième Troupe.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Quatrième Troupe intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

La Quatrième Troupe s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Quatrième Troupe devra le remettre dans l'état où elle l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Quatrième Troupe est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Quatrième Troupe est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, La Quatrième troupe est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de La Quatrième Troupe ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle

majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
La Quatrième Troupe est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor de vierde troep op 28 april 2023 (heen) en 30 april 2023 (terug) om naar Eghezée te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat “de vierde troep” gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op vrijdag 28 april 2023 en op zondag 30 april 2023 om naar Eghezée te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en “de vierde troep” goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de “ vierde troep”

Pater Eudore Devroyestraat, 12
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de “vierde troep”, tussen Etterbeek en Eghezée op vrijdag 28 april 2023 en op zondag 30 april 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de “ vierde troep”;

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vierde troep komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vierde troep

De vierde troep verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vierde troep de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vierde troep aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vierde troep moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vierde troep de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vierde troep of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vierde troep is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage
Demande de bus.msg

Secrétariat - Secretariaat

30 Point inscrit à la demande d'un Conseiller Communal : information relative à l'activité au sein de l'intercommunale Vivaqua (Demande de Mme Taittinger)

On ne se rend pas toujours compte de la chance qu'on a d'avoir chez soi au robinet sans rationnement une eau de qualité à disposition.

Ce service a un coût :

- Il faut produire l'eau, c'est-à-dire capter les eaux souterraines ou les eaux de surface en payant une taxe sur le captage, puis traiter celle-ci pour la rendre propre à la consommation;
- Il faut ensuite la distribuer et pour l'acheminer au robinet utiliser le réseau d'égouttage qui peu et mal entretenu durant des années concentre d'énormes investissements;
- Et enfin gérer l'assainissement des eaux usées, traiter celles-ci avant de les reverser dans la nature.

C'est VIVAQUA qui supporte financièrement le poids de l'entretien et de la rénovation du réseau d'égouttage, la construction des bassins d'orage, le tarif social, la mise en place des mesures pour les foyers BIM

Les tarifs de l'eau ont été gelé de 2014 à 2021

En 2022 les devis travaux sur le réseau d'égouttage ont augmenté de 19%, les salaires des statutaires représentant 90% du personnel VIVAQUA ont augmenté 3 fois pour se conformer à la loi d'indexation des personnels statutaires, les tarifs de l'énergie ont explosés. Des coupes budgétaires importantes ont dû et sont encore réalisées pour assurer seulement les chantiers prioritaires, les tarifs ont dû être augmenté de 14,5% afin d'essayer de maintenir un équilibre financier en 2023. Car sans cet équilibre financier et le maintien des ratios BEI, VIVAQUA (sic) ne peut plus emprunter. Fort d'un endettement qui a déjà dépassé le milliard, la question d'un financement pérenne de notre service public de l'eau en region bruxelloise demeure entier et urgent.

Pourtant c'est encore à Bruxelles où l'eau est la moins chère de toute la Belgique près de 20% de moins qu'en Wallonie ou en Flandres.

Punt ingeschreven op verzoek van een Gemeenteraadslid: informatie over de activiteit binnen de intercommunale Vivaqua (Op vraag van mevrouw Taittinger)

We beseffen niet altijd hoe gelukkig we zijn dat we thuis zonder rantsoenering toegang hebben tot kwaliteitsvol.

Aan deze dienst zijn kosten verbonden:

- Het water moet worden geproduceerd, dat wil zeggen het moet worden gewonnen uit grond- of oppervlaktewater en daarvoor moet belasting worden betaald, en vervolgens moet het worden behandeld om het geschikt te maken voor consumptie.
- Vervolgens moet het worden verdeeld en om het naar de kraan te brengen moet gebruik worden gemaakt van het rioleringsnetwerk, dat in de loop der jaren slecht is onderhouden en enorme investeringen vergt.
- En tot slot het beheer van de afvalwaterbehandeling, waarbij het afvalwater wordt behandeld voordat het wordt teruggegeven aan de natuur.

VIVAQUA draagt de financiële lasten van het onderhoud en de renovatie van de riolering, de aanleg van regenwaterbekkens, het sociale tarief, de uitvoering van maatregelen voor gezinnen die een verhoogde tegemoetkoming genieten.

De watertarieven werden bevroren van 2014 tot 2021.

In 2022 zijn de ramingen voor werkzaamheden aan het rioleringsnet met 19% gestegen, zijn de salarissen van statutair personeel, dat 90% van het personeel van VIVAQUA vertegenwoordigt, drie keer verhoogd om te voldoen aan de wet op de indexering van statutair personeel, en zijn de energietarieven geëxplodeerd. Er moest en wordt nog steeds sterk bezuinigd om alleen prioritaire projecten te kunnen uitvoeren en de tarieven moesten met 14,5% worden verhoogd om te proberen in 2023 een financieel evenwicht te handhaven. Zonder dit financiële evenwicht en de handhaving van de ECB-ratio's kan VIVAQUA geen leningen meer aangaan. Met een schuld die al meer dan een miljard bedraagt, blijft de vraag naar een duurzame financiering van onze openbare watervoorziening in het Brusselse Gewest urgent.

Het is echter nog steeds in Brussel waar water het goedkoopste is in België, bijna 20% goedkoper dan in Wallonië of Vlaanderen.

31 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative à la mise en œuvre des conventions Action Climat 2022 portant sur l'organisation d'un inventaire des arbres et sur prolongation du projet de maillage vert local.**

Lors de la séance du février dernier, le conseil communal a voté les conventions Action Climat 2022 relatives au financement, d'une part d'un inventaire des arbres de la commune, d'autre part de la poursuite du programme de maillage vert local. Lors de l'examen du point relatif à l'inventaire des arbres de la commune, nous avons posé la question de savoir si ce n'était que les arbres implantés sur l'espace public qui étaient visés par l'inventaire. La réponse était incertaine et méritait une vérification. Quant au maillage vert local, les questions de précision posées alors ont permis de mieux cerner l'enjeu et le type d'aménagement de voiries que ce programme comporte. Je me permets de revenir cependant sur ces deux points.

D'abord, à propos des arbres, y-a-t il confirmation que ne sont visés que les arbres implantés sur l'espace public ? Si tel est le cas, quelles sont les raisons pour lesquelles la prise en considération des arbres implantés sur l'espace privé ne peut être activée ? S'agit-il simplement d'une question de difficulté, de législation (respect de la propriété privée), de l'ampleur du travail et des démarches à activer ? Nous nous permettons de poser ces questions car les questions relatives à l'implantation des arbres, leur densité et leur essence sont des questions qui impactent directement la biodiversité. Et cette dernière ne connaît pas les frontières entre l'espace public et l'espace privé. Et donc, dans le cas où les espaces privés ne sont pas pris en considération dans cet inventaire, la commune ne va-t-elle prendre aucune initiative à propos des arbres implantés dans l'espace privé ? Ne serait-il pas intéressant, ne fût-ce qu'en travaillant de manière volontaire, d'inciter les propriétaires à signaler l'existence et l'essence des arbres qui s'épanouissent sur leur terrain ? Une façon de les sensibiliser à cet enjeu de biodiversité.

Ensuite à propos de la continuation du programme de maillage vert local. Il s'agit d'une initiative très intéressante qui mérite d'être poursuivie. Mais nous sommes étonnés de constater que la plupart des habitants que nous rencontrons et qui habitent les rues concernées ignorent tout de ce programme. Or la convention précise que parmi les indicateurs qualitatifs du projet, l'indice de satisfaction des habitants doit être poursuivi grâce à une politique de communication et d'information réelle. La convention précise même que cette communication doit être assurée entre autres par le biais des conseils consultatifs de quartier. De fait, le sujet a été abordé lors du CQ Jourdan de juin 2022, uniquement pour un tronçon de la rue Louis Hap. Il n'est plus abordé lors des réunions suivantes. Cette communication reste à nos yeux insuffisante. Et rien ne dit que parce que le sujet est abordé au sein d'un conseil de quartier, il est d'office relayé auprès des autres habitants. Nous plaidons dès lors pour que la commune assure une information correcte aux habitants des rues concernées, dont certains se posent de réelles questions, entre autres sur les risques de suppression supplémentaire de places de parking. Il s'agit d'être clair à ce propos.

D'autre part, la convention précisait que l'attribution du marché devait se clôturer fin avril pour voir le début des travaux dans le courant du mois de mai. Ce timing pourra-t-il être tenu ?

Interpellatie door Mijnheer André du Bus betreffende de uitvoering van de overeenkomsten Klimaatactie 2022 met betrekking tot een inventaris van de bomen en de verlenging van het project voor een lokaal groen netwerk

In zijn zitting van februari heeft de gemeenteraad gestemd over de overeenkomsten in het kader van de Klimaatactie 2022 met betrekking tot de financiering van de inventaris van de bomen in de gemeente enerzijds en de voortzetting van het programma voor een lokaal groen netwerk anderzijds. Tijdens de behandeling van het punt betreffende de inventaris van de bomen van de gemeente hebben wij gevraagd of alleen de bomen in de openbare ruimte onder de inventaris vallen. Het antwoord was onzeker en moest worden nagekeken. Wat het lokale groene netwerk betreft, hebben vragen ter verduidelijking die toen werden gesteld het mogelijk gemaakt om de uitdaging en het soort wegwerkzaamheden in het kader van dit programma beter te omschrijven. Ik ben zo vrij om op deze twee punten terug te komen.

Ten eerste, wat de bomen betreft, is het bevestigd dat alleen bomen in de openbare ruimte onder de inventaris vallen? Als dit het geval is, wat zijn dan de redenen waarom de bomen in private ruimten niet worden meegeteld? Is het gewoon een kwestie van moeilijkheid, van wetgeving (respect voor privé-eigendom), van de omvang van de werkzaamheden en de te nemen stappen? Wij stellen deze vragen omdat de ligging van bomen, hun dichtheid en soorten rechtstreekse gevolgen hebben voor de biodiversiteit. En de biodiversiteit kent geen grenzen tussen openbare en private ruimte. En dus, als de private ruimten niet in aanmerking worden genomen bij deze inventaris, zal de gemeente dan geen enkel initiatief nemen met betrekking tot bomen in de private ruimte? Zou het niet interessant zijn, al was het maar op vrijwillige basis, om eigenaars aan te moedigen het bestaan en de soorten bomen op hun terrein te melden? Dit zou een manier zijn om hen bewust te maken van deze uitdaging op het vlak van biodiversiteit.

Ten tweede over de voortzetting van het programma voor het lokale groene netwerk. Dit is een zeer interessant initiatief dat moet worden voortgezet. Het verbaast ons echter dat de meeste bewoners die wij in de betrokken straten ontmoeten, niets van dit programma afweten. Toch wordt in de overeenkomst bepaald dat volgens de kwalitatieve indicatoren van het project de tevredenheidsindex van de bewoners moet worden nagestreefd dankzij een echt communicatie- en informatiebeleid. De overeenkomst bepaalt zelfs dat deze communicatie onder meer via de wijkadviesraden moet verlopen. Het onderwerp werd in juni 2022 besproken op de wijkraad van Jourdan, maar alleen voor een deel van de Louis Hapstraat. Tijdens latere vergaderingen is het niet meer aan bod gekomen. Naar onze mening blijft deze communicatie onvoldoende. En niets zegt dat, omdat het onderwerp in een wijkraad wordt besproken, andere bewoners er ook automatisch van op de hoogte zijn. Wij pleiten er

dan ook voor dat de gemeente ervoor zorgt dat de bewoners van de betrokken straten goed worden geïnformeerd. Sommigen van hen hebben immers vragen, zoals het risico dat extra parkeerplaatsen worden opgeheven. Het is belangrijk om hier duidelijk over te zijn.

Bovendien is in de overeenkomst bepaald dat de gunning van de opdracht eind april moet zijn afgerond, zodat de werkzaamheden in mei kunnen beginnen. Zal deze timing mogelijk zijn?

32 **Motion déposée par André du Bus et cosignée par les groupes LB, Ecolo et PS, visant l'adoption d'une démarche d'Évaluation d'Impact sur la Santé pour toute décision communale.**

La santé et ses multiples déterminants

Le Conseil communal,

- Considérant la définition de la santé de l'OMS qui ne limite pas la santé à l'absence de maladie ou d'une infirmité mais la considère surtout comme un état de bien-être aussi bien physique que mental et social.

- Considérant que cet état de bien-être ne peut être réduit à une dimension statique mais s'inscrit dans une dimension dynamique positive qui s'adapte aux différentes étapes de la vie de chaque être humain et que la santé peut alors être considérée comme une ressource vitale pour chacun et à chaque étape de sa vie ;

- Considérant les multiples études qui ont mis en avant que les soins de santé ne participaient qu'à une proportion de 15 % à 25 % sur l'état de santé des individus et que le reste était déterminé par des facteurs internes tels que les caractéristiques propres à l'individu, et des facteurs externes tels que l'environnement physique et social, ainsi que les habitudes de vie ;

- Considérant que parmi les facteurs internes et propres à l'individu tels que le patrimoine génétique, la science de l'épigénétique a démontré que l'expression de certains gènes reste sous une influence externe liée au style de vie et à l'environnement physique[1] ;

- Considérant dès lors que les facteurs externes ainsi que le style et les habitudes de vie de l'individu participent de manière majeure à son état de santé ;

- Considérant que l'on peut catégoriser les facteurs externes en facteurs physiques et en facteurs sociaux. Et que parmi les facteurs physiques, on recense la qualité de l'air, la qualité de l'eau, la qualité de l'alimentation, mais aussi l'urbanisme et l'aménagement du territoire en ceci par exemple qu'ils peuvent favoriser ou non une activité physique quotidienne (pistes cyclables, état des trottoirs, accessibilité à une infrastructure sportive...), participer à la qualité de l'air (présence et densité d'espaces verts), mais aussi favoriser la rencontre sociale entre individus (parcs, espaces de rencontres, présence de bancs). Que, parmi ces facteurs physiques, on recense également la qualité du logement et son adaptation aux besoins des individus. Qu'en ce qui concerne les facteurs sociaux on recense le fait d'avoir un emploi, le fait de bénéficier d'un réseau social, le fait de bénéficier d'un niveau de formation adapté à ses besoins et ses capacités, le fait de pouvoir bénéficier de repères culturels, le fait pour chaque individu de pouvoir participer à des processus de décision qui le concernent ;

- Considérant le fait que cette liste de facteurs physiques et sociaux n'est pas exhaustive mais donne une indication de la panoplie extrêmement large des déterminants qui fondent l'état de santé et de bien-être des individus ;

- Considérant que les résultats du dernier diagnostic social et de santé ont montré un accroissement de la pauvreté sur la plupart des communes bruxelloises y compris Etterbeek ;

- Considérant que le pouvoir communal dispose de compétences réelles et proches du citoyen, c'est à dire adaptées à son contexte et son milieu de vie, qui ont une incidence réelle sur l'ensemble de ces déterminants de la santé : le logement, l'emploi, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les infrastructures sportives, les espaces verts, l'enseignement, la formation, la culture, la santé, la participation des citoyens... ;

- Considérant que ces compétences sont soit exclusives (par exemple la gestion des voiries communales, la composition des repas dans les cantines scolaires, la mise à disposition d'infrastructures sportives), soit partagées avec d'autres niveaux de pouvoir (par exemple l'emploi à travers l'aide à la remise à l'emploi, le logement via l'offre de logements sociaux), mais qu'en tout état de cause le pouvoir communal peut imprimer sa marque, infléchir des décisions, même dans le cadre de compétences partagées ou déléguées ;

- Considérant que parmi l'ensemble de ces compétences, l'évidence de leur incidence sur la santé est inégalement répartie même si cette incidence est tout aussi réelle : par exemple l'incidence sur la santé du caractère accessible des infrastructures sportives est plus évident que l'incidence sur la santé d'espaces de rencontres dans l'aménagement des parcs ou encore que l'aménagement d'escaliers attractifs au sein des bâtiments publics.

- Considérant que s'il est important de prendre conscience de l'impact sur la santé de toutes les décisions prises au niveau communal, et surtout dans le cadre de compétences où cet impact n'est pas évident, il est dès lors nécessaire de mettre en place une procédure adaptée visant à renforcer cette prise de conscience ;

- Considérant qu'il existe une procédure relative à la démarche d'Évaluation de l'impact sur la santé (EIS) initiée au Québec, qui a fait l'objet d'une définition de l'OMS et qui s'étend progressivement dans le monde francophone jusqu'à se déployer, par exemple en France, via des réseaux de municipalités appliquant cette démarche ;

- Considérant que l'Évaluation d'Impact sur la Santé (EIS) est, selon l'OMS, « une combinaison de procédures, de méthodes et d'outils par lesquels une politique, un programme ou une stratégie peuvent être évalués selon leurs effets potentiels sur la santé de la population et selon la dissémination de ces effets dans la population. Il s'agit d'un processus multidisciplinaire structuré par lequel une politique ou un projet sont analysés afin de déterminer leurs effets potentiels sur la santé. »[2];

- Considérant que la démarche EIS encourage la transversalité dans la déclinaison des politiques et est dès lors en phase avec les 17 objectifs de Développement Durable de l'ONU ;

- Considérant qu'en Belgique francophone, plusieurs initiatives similaires sont encouragées et soutenues par l'asbl SACOPAR – Santé, Communauté et Participation - ;

- Considérant que plusieurs communes bruxelloises se sont déjà engagées dans un processus d'intégration de la santé dans toutes les politiques en signant la Charte bruxelloise pour l'intégration de la santé dans toutes les politiques ;

Inégalités sociales de santé et état de santé de la population

- Considérant que les individus sont inégaux face aux enjeux de santé, et que les sciences sociales ont identifié une série d'inégalités sociales de santé qui font l'objet de politiques spécifiques;

- Considérant que parmi ces inégalités sociales de santé, on relève entre autres le niveau de formation (l'espérance de vie varie de dix années entre les titulaires d'un diplôme universitaire et celles et ceux qui n'ont pas de diplôme secondaire), les revenus (5 % des personnes les plus aisées vivent 13 ans de

plus que les 5 % des personnes les plus modestes), le quartier (en Région bruxelloise, l'espérance de vie varie de 8 ans entre certains quartiers), le logement (vivre dans un logement exigu, mal isolé, en butte à des tensions sociales, est source de plus de risques pour la santé que vivre dans un logement sain, spacieux et à plus faible densité), la littératie en santé (la faculté de lire et comprendre une notice médicamenteuse) ;

- Considérant que la lutte contre ces inégalités sociales relève de politiques menées à tous les niveaux de pouvoir, dont les pouvoirs communaux ;

- Considérant, en termes d'état de santé :

- les préoccupations majeures que constituent la croissance de la surcharge pondérale, de l'obésité et leurs conséquences en matière de diabète[3] et les liens entre ces affections et le manque d'activités physiques d'une part et la qualité de l'alimentation d'autre part ;

- les chiffres de la mortalité prématurée, c'est-à-dire le nombre de décès survenu avant 75 ans qui était de 344 par 100.000 habitants[4] en 2019, dont les principales causes (2019) [5] sont, pour les femmes, le cancer du sein, le cancer du poumon, et le suicide, et pour les hommes, le cancer du poumon, les cardiopathies ischémiques, et le suicide.

- Considérant dès lors que ces enjeux de santé doivent faire l'objet de politiques de prévention et de promotion de santé beaucoup plus affirmées en travaillant sur l'ensemble des déterminants ;

Caractéristiques des politiques menées par la commune d'Etterbeek

- Considérant que l'ensemble des politiques menées à Etterbeek ont une incidence directe ou indirecte sur l'état de santé de la population, mais que cette réalité n'est pas encore suffisamment affirmée ;

- Considérant l'adoption d'un Agenda 21 local qui témoigne de la volonté du Collège de travailler de manière transversale et d'inscrire ses politiques dans le cadre des Objectifs de Développement Durable de l'ONU ;

- Considérant qu'Etterbeek se caractérise par l'adoption régulière de mesures novatrices, par exemple, la mise sur pied du premier observatoire du logement, ou la première commune bruxelloise ayant adopté les sens uniques accessibles aux vélos, favorisant ainsi la pratique cycliste...;

- Considérant la sensibilité accrue du Collège sur les enjeux de santé qui s'est manifestée par exemple lors de l'épidémie de Covid par l'installation de centres de vaccination à proximité des habitants, favorisant dès lors leur accessibilité, ou encore par l'initiative des marches adaptées, accessibles à toutes et à tous, répondant par là au principe d'Activité Physique Adaptée ;

- Considérant l'adoption par la commune de mesures de promotion de santé dans ses Notes d'Orientation Politiques depuis plusieurs législatures communales ;

- Considérant l'importance de l'infrastructure communale participant directement à la promotion de la santé : centre sportif, piscine, terrain de foot...

- Considérant les différentes initiatives etterbeekoises en matière de participation citoyenne qui visent à renforcer l'implication des citoyens dans les processus de décision qui les concernent, répondant par là aux principes de base de la promotion de la santé édictés dans la Charte d'Ottawa (1986) ;

- Considérant l'existence à Etterbeek d'un réseau associatif très dense (mouvements de jeunesse, clubs sportifs, association de troisième âge, associations d'accompagnement des jeunes, réseaux d'entraide...) et touchant l'ensemble de la population et qui peut représenter un partenaire dans l'adoption de mesures visant à promouvoir la santé et le bien-être de la population ;

- Considérant enfin que le Collège peut bénéficier de l'aide méthodologique de l'asbl SACOPAR pour la mise en œuvre d'une démarche d'Évaluation d'Impact sur la Santé ;

Considérant l'ensemble de ces éléments, le Conseil communal décide :

- de demander au Collège d'adopter la démarche d'Évaluation d'Impact sur la Santé pour toute décision politique ;
- de demander au Collège de signer la Charte bruxelloise pour l'intégration de la santé dans toutes les politiques;
- de mandater le Collège pour la rédaction d'un plan d'action.

[1] Ce qui explique que des jumeaux homozygotes disposant donc du même patrimoine génétique développent des pathologies différentes et présentent une espérance de vie différente suivant leur propre style de vie et le type d'environnement dans lequel ils évoluent ;

[2] Consensus de Göteborg, 1999 (Concertation internationale menée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé)

- [3]En 2018, 6,3% de la population belge avait un diagnostic de diabète connu (données de l'IMA). Cependant, plus d'une personne diabétique sur trois ne sait pas qu'elle est atteinte de la maladie (enquête de santé par examen, BELHES), ce qui porte la prévalence réelle estimée du diabète (connu + inconnu) à 10 %.

[4] <https://www.healthybelgium.be/en/health-status/mortality-and-causes-of-death/premature-mortality#ref-crude-mort-rate>

[5] <https://www.healthybelgium.be/en/health-status/mortality-and-causes-of-death/causes-of-premature-death>

Motie

33 **Motion des groupes Défi et Les Engagés visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes.**

Considérant que l'exploitant de l'aéroport de Bruxelles-National - Brussels Airport Company (BAC) - doit introduire avant le 08/07/2023 une demande de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport, accompagnée d'une étude d'incidences environnementales, auprès des autorités régionales flamandes étant donné que son permis actuel arrivera à échéance en juillet 2024 ;

Vu le décret du 25/04/2014 relatif aux permis d'environnement selon lequel les autorités régionales flamandes sont compétentes pour l'instruction de ce type de demande de permis et notamment, pour organiser l'enquête publique prévue dans le cadre de ladite instruction ;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 13/02/2015 portant désignation des projets flamands et provinciaux, en exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, rendant la demande de permis d'environnement déposée par BAC obligatoire par le fait que, en Région flamande, l'exploitation de toute piste d'aviation de plus de 800m nécessite une telle autorisation ;

Considérant que l'administration flamande a prévu d'organiser une enquête publique et des sessions d'information uniquement pour les habitants des deux communes sur lesquelles est implanté l'aéroport

Zaventem et Kortenberg - et des deux communes jouxtant l'aéroport - Steenokkerzeel et Machelen ;

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, qui prévoit que toute personne physique ou morale peut communiquer, durant l'enquête publique, ses points de vue, observations et objections, par voie analogique ou via le guichet environnement, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où sera exécuté l'objet de la demande de permis ;

Considérant que bien que les infrastructures de l'aéroport soient situées sur le territoire de la Région flamande, l'exploitation de l'aéroport, notamment de ses pistes d'atterrissage et de décollage, engendre des nuisances pour les riverains de l'aéroport domiciliés dans d'autres communes que celles mentionnées ci- avant, même si ces communes ne sont pas en Région flamande ;

Considérant que les habitants des communes bruxelloises, comme Etterbeek, sont survolés par un grand nombre d'avions au décollage ;

Considérant que ces mouvements aériens résultent directement de l'activité de l'aéroport ;

Considérant que ces chiffres risquent encore d'augmenter en 2023 pour se rapprocher de ceux d'avant la pandémie ;

Considérant les effets sur la santé qu'entraînent les nuisances sonores des activités aéroportuaires, particulièrement les nuisances liées aux vols nocturnes ;

Considérant que les communes bruxelloises et celle d'Etterbeek en particulier sont à considérer comme le « public concerné » par le projet d'exploitation, tel que le conçoit la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Considérant que les communes sont des personnes morales de droit public, et peuvent donc communiquer leurs points de vue, observations et objections conformément à l'article 26 de l'arrêté du gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent également faire valoir le même droit à exprimer leurs points de vue, observations et objections ;

Vu l'article 27 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 suivant lequel « si l'administration compétente constate que l'objet de la demande de permis peut avoir des incidences considérables sur l'homme et l'environnement dans une autre région (...) ou si l'autorité compétente de cette autre région le demande, l'administration compétente met la demande de permis à la disposition de l'autorité compétente pour avis ».

Vu le décret du 05/04/1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement (dit décret « DABM ») qui prévoit en son article 4 (DABM) que « s'il ressort de la notification (de réaliser une étude d'incidences sur l'environnement) que le projet peut avoir des incidences considérables pour l'homme et l'environnement (...) dans d'autres régions ou si (...) les régions en font la demande, l'administration notifie le projet aux autorités compétentes des (...) régions en question, avec la demande de communiquer leurs commentaires à l'administration ».

Considérant que la Région bruxelloise en tant que Région survolée devrait également faire valoir ses observations et objections concernant le permis d'environnement à délivrer et défendre les intérêts de

ses habitants ;

Considérant que l'Etat belge est actionnaire de Brussels Airport à hauteur de 25% ;

Le Conseil communal d'Etterbeek demande au :

- gouvernement flamand d'organiser une enquête publique qui s'étende à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;
- gouvernement bruxellois d'exiger officiellement que la Région flamande lui notifie la demande de permis d'environnement et l'étude d'incidences, et de communiquer, après concertation avec les communes et les habitants de la Région, un avis circonstancié sur la demande de permis ;
- gouvernement fédéral - en tant qu'actionnaire de Brussels Airport – de s'assurer que l'enquête publique (dont l'organisation dépend de l'aéroport) soit étendue à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;

Au Collège des bourgmestre et échevins :

- de rendre, après concertation avec les habitants, un avis aux autorités régionales flamandes à l'occasion de l'enquête publique sur la demande de permis d'environnement ;
- d'envisager, si nécessaire, toutes actions devant les juridictions compétentes pour faire respecter son droit et celui de ses habitants de participer à l'enquête publique ;
- de signifier, proactivement, à la ministre flamande de l'environnement, Mme Zuhul DEMIR, que la commune souhaite être consultée.

Traduction en cours